



**FACTEURS QUI FAVORISENT OU ENTRAVENT UN PROJET DE TRANSITION
D'ENTREPRISES INFORMELLES EN ENTREPRISES FORMELLES EN
CONTEXTE CAMEROUNAIS**

Mémoire présenté

dans le cadre du programme de maîtrise en gestion de projet
en vue de l'obtention du grade de maître ès sciences (M.Sc.)

PAR

© **Emmanuel Nkondjang Fandio**

Avril 2025

Composition du jury :

Jalal El Fadil, président du jury, Université du Québec à Rimouski

Bruno Urli, directeur de recherche, Université du Québec à Rimouski

Robert Nkendah, membre du jury, Université de Buea

Dépôt initial le [2025-02-26]

Dépôt final le [2025-04- 15]

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
Service de la bibliothèque

Avertissement

La diffusion de ce mémoire ou de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire « *Autorisation de reproduire et de diffuser un rapport, un mémoire ou une thèse* ». En signant ce formulaire, l'auteur concède à l'Université du Québec à Rimouski une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de son travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, l'auteur autorise l'Université du Québec à Rimouski à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de son travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits moraux ni à ses droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, l'auteur conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont il possède un exemplaire.

REMERCIEMENTS

« Avant toute chose, je tiens d'abord à rendre grâce à Dieu et à le remercier pour la force, le courage et la patience qu'il m'a accordés tout au long de la réalisation de ce mémoire. Je souhaite exprimer ma sincère reconnaissance à mon encadreur Bruno Urli pour son accompagnement précieux et ses conseils tout au long de ce projet. Mes remerciements vont également à l'endroit de mes professeurs et collègues qui ont su enrichir ce travail par leurs remarques constructives.

Je remercie pour la même occasion les membres du jury pour l'honneur qu'ils me font en acceptant de juger ce travail.

Un grand merci à ma famille et à mes proches chez qui je dédie ce mémoire. Leurs encouragements et leur soutien moral permanent m'ont permis de mener à bien ce projet.

Pour terminer, je remercie mes mentors, mes amis ainsi que tous ceux et celles qui ont d'une quelconque façon apporté leurs aides et idées pour la réussite de cette œuvre ».

RÉSUMÉ

Ce travail de recherche s'intéresse aux multiples dynamiques qui conditionnent le passage d'entreprises informelles vers la formalité au Cameroun, un pays où 90% de la main-d'œuvre disponible est informelle. Bien que ce secteur appui l'économie nationale de manière significative, son caractère informel limite l'accès à la protection sociale et aux financements tant indispensables. La problématique de la formalisation est abordée comme un enjeu incontournable pour assurer le développement économique durable du Cameroun.

À travers une revue systématique de la littérature et des analyses bibliométriques, cette recherche identifie et analyse en profondeur les opportunités et les défis associés à cette transformation économique essentielle. Un questionnaire a été conçu pour l'occasion afin d'examiner ce qui motive ou dissuade réellement les entrepreneurs et chefs d'entreprises Camerounais dans leur décision de formalisation.

Les résultats soulignent les difficultés auxquelles les entrepreneurs sont confrontés et les actions clés nécessaires pour faciliter le processus de formalisation. Le mémoire préconise une approche concertée en matière de formalisation en invitant les décideurs à renforcer la collaboration entre les acteurs institutionnels et ceux économiques afin de surmonter les freins identifiés et optimiser les gains économiques liés à la formalisation au Cameroun.

Mots-clés : Économie informelle ; transition ; formalisation ; entreprises formelles ; entreprises informelles ; auto-emploi ; petites et moyennes entreprises.

ABSTRACT

This research work focuses on the multiple dynamics that condition the transition from informal enterprises to formalities in Cameroon, a country where 90% of the available workforce is informal. Although this sector supports the national economy significantly, its informal nature limits access to social protection and much-needed financing. The issue of formalization is addressed as an essential issue to ensure the sustainable economic development of Cameroon.

Through a systematic literature review and bibliometric analyses, this research identifies and analyzes in depth the opportunities and challenges associated with this essential economic transformation. A questionnaire was designed for the occasion to examine what really motivates or dissuades Cameroonian entrepreneurs and business leaders in their decision to formalize.

The results highlight the challenges faced by entrepreneurs and the key actions needed to facilitate the formalization process. The thesis advocates a concerted approach to formalization by inviting decision-makers to strengthen collaboration between institutional and economic actors to overcome the identified obstacles and optimize the economic gains linked to formalization in Cameroon.

Keywords: informal economy; transition; formalization; formal businesses; informal enterprises; employment; small and medium-sized enterprises; unemployment.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	vi
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT.....	viii
TABLE DES MATIÈRES.....	ix
LISTE DES TABLEAUX	xii
LISTE DES FIGURES	xiii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	xvii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE 1 CONCEPT D'ENTREPRISE INFORMELLE, SECTEUR INFORMEL ET TAXONOMIE DES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL	4
1.1 INTRODUCTION A LA FORMALISATION DES ENTREPRISES INFORMELLES	4
1.1.1 Définitions des concepts clés.....	4
1.1.2 Taxonomie des entreprises du secteur informel	12
1.1.3 Enjeux de la formalisation dans les économies africaines	15
1.2 ÉTAT DE L'ART DES TRAVAUX SUR LA FORMALISATION DES ENTREPRISES.....	18
1.2.1 Facteurs entravant la formalisation	19
1.2.2 Facteurs facilitant la formalisation	23
1.2.3 Principaux fondements théoriques de la formalisation des entreprises informelles.....	27
1.3 CONTEXTE SPECIFIQUE DU CAMEROUN.....	29
1.3.1 Cadre socio-économique et politique	29
1.3.2 Dynamique du secteur informel au Cameroun.....	30
1.3.3 Initiatives gouvernementales et programmes de formalisation	30
CHAPITRE 2 PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	32

2.1	PROBLÉMATIQUE	32
2.1.1	Formulation du problème.....	32
2.1.2	Question de recherche.....	33
2.1.3	Objectifs de l'étude	34
2.2	MÉTHODOLOGIE	35
2.2.1	Encadrement éthique de la recherche	37
2.2.2	L'aperçu de l'analyse bibliométrique	37
2.2.3	Description des outils utilisés	38
CHAPITRE 3 RECUEIL DES ARTICLES, ANALYSE ET RÉSULTATS.....		41
3.1	ANALYSE BIBLIOMÉTRIQUE.....	41
3.2	RÉSULTATS ET DISCUSSION	46
3.2.1	Analyse VOSVIEWER.....	46
3.2.2	Analyse statistique des articles recueillis.....	53
3.2.3	Analyse SCIMAT	56
3.3	SYNTHÈSE DU CHAPITRE 3.....	63
CHAPITRE 4 LES FACTEURS DE FORMALISATION AU CAMEROUN : QUESTIONNAIRE, ANALYSE ET RÉSULTATS		65
4.1	INTRODUCTION.....	65
4.2	PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE.....	66
4.3	DESCRIPTION DES RESULTATS	67
4.3.1	Caractéristiques personnelles et professionnelles des participants.....	67
4.3.2	Caractéristiques de l'entreprise.....	72
4.4	ANALYSE DES RÉSULTATS.....	76
4.4.1	Facteurs favorisant la formalisation.....	77
4.4.2	Obstacles à la formalisation.....	86
4.4.3	Analyse comparative des tendances observées chez les entrepreneurs par rapport à celles de la littérature	96
4.5	ANALYSES BIVARIÉES	99
4.5.1	Description des variables	100
4.5.2	Résultats des tests de dépendance.....	102

4.6 SYNTHÈSE DU CHAPITRE 4	114
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	116
ANNEXES :.....	118
RÉFÉRENCES	128

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : <i>Structure des chapitres</i>	36
Tableau 2 <i>Filtres de recherche appliqués pour la sélection des documents des différentes bases de données</i>	43
Tableau 3 <i>Résultats de la recherche documentaire sur l'ensemble des trois bases de données explorées</i>	44
Tableau 4 <i>Traitement des expressions semblables</i>	45
Tableau 5 <i>Grandes catégories ou familles de facteurs</i>	54
Tableau 6 <i>Khi carré de Pearson pour l'accès aux marchés publics</i>	84
Tableau 7 <i>Khi carré de Pearson pour le soutien et incitation du gouvernement</i>	85
Tableau 8 <i>Khi 2 de Pearson du manque de connaissance et de formation quant aux exigences légales</i>	92
Tableau 9 <i>Khi 2 de Pearson de la méfiance envers l'administration</i>	93
Tableau 10 <i>Khi 2 de Pearson des coûts et frais de formalisation élevés</i>	94
Tableau 11 <i>Khi 2 de Pearson du manque de clarté de l'information disponible</i>	95
Tableau 12 <i>Comparaison entre les données issues de la littérature et celles résultantes du sondage</i>	97
Tableau 13 <i>Catégorisation des variables étudiées</i>	100
Tableau 14 <i>Variables de contrôle retenues pour l'analyse</i>	102
Tableau 15 <i>Relations de dépendance entre les variables identifiées</i>	103

LISTE DES FIGURES

Figure 1. <i>Schéma taxonomie des entreprises du secteur informel</i>	14
Figure 2. <i>Interprétation du diagramme stratégique</i>	40
Figure 3. <i>Network Visualization</i>	48
Figure 4. <i>Visualisation du cluster 1</i>	48
Figure 5. <i>Visualisation du cluster 2</i>	49
Figure 6. <i>Visualisation du cluster 3</i>	49
Figure 7. <i>Visualisation du cluster 4</i>	50
Figure 8. <i>Visualisation du cluster 5</i>	50
Figure 9. <i>Overlay Visualization</i>	52
Figure 10. <i>Histogramme des catégories de facteurs</i>	54
Figure 11. <i>Overlapping map</i>	56
Figure 12. <i>Visualization INFORMAL-ECONOMY</i>	58
Figure 13. <i>Visualization ECONOMIC-DEVELOPMENT</i>	58
Figure 14. <i>Cluster visualization EMPLOYMENT</i>	59
Figure 15. <i>Visualization INFORMAL-ECONOMY</i>	60
Figure 16. <i>Visualization PRODUCTIVITY</i>	60
Figure 17. <i>Visualization DETERMINANTS</i>	61
Figure 18. <i>Diagramme stratégique 1993-2009</i>	61
Figure 19. <i>Diagramme stratégique 2010-2017</i>	62
Figure 20. <i>Diagramme stratégique 2018-2024</i>	62
Figure 21. <i>Proportion des participants formels et informels</i>	68
Figure 22. <i>Genre des participants du formel</i>	68
Figure 23. <i>Genre des participants de l'informel</i>	69
Figure 24. <i>Tranche d'âge des participants formel</i>	69

Figure 25. <i>Tranche d'âge des participants informel</i>	70
Figure 26. <i>Niveau d'étude des participants formels</i>	70
Figure 27. <i>Niveau d'étude des participants informels</i>	71
Figure 28. <i>Années d'expérience dans le formel</i>	71
Figure 29. <i>Années d'expérience dans l'informel</i>	72
Figure 30. <i>Secteur d'activité des entreprises formelles</i>	73
Figure 31. <i>Secteur d'activité des entreprises informelles</i>	73
Figure 32. <i>Localisation des entreprises formelles</i>	74
Figure 33. <i>Localisation des entreprises informelles</i>	74
Figure 34. <i>Tenue d'une comptabilité chez les entreprises formelles</i>	75
Figure 35. <i>Tenue d'une comptabilité chez les entreprises informelles</i>	75
Figure 36. <i>Élaboration d'un plan d'affaires entreprises formelles</i>	76
Figure 37. <i>Élaboration d'un plan d'affaires entreprises informelles</i>	76
Figure 38. <i>Facteur lutte contre la corruption</i>	77
Figure 39. <i>Facteur volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise</i>	78
Figure 40. <i>Facteur accès aux marchés publics</i>	79
Figure 41. <i>Facteur amélioration de l'accès au financement</i>	79
Figure 42. <i>Facteur accroître la réputation, la légitimité et la crédibilité de l'entreprise</i>	80
Figure 43. <i>Facteur recherche d'une meilleure protection juridique</i>	80
Figure 44. <i>Facteur sensibilisation sur les avantages de la formalisation</i>	81
Figure 45. <i>Facteur facilitation de l'accès à l'information</i>	82
Figure 46. <i>Facteur simplification des procédures administratives</i>	82
Figure 47. <i>Ensemble des facteurs favorables ou susceptibles d'encourager la décision de formalisation</i>	83
Figure 48. <i>Diagramme en barres du facteur accès aux marchés publics</i>	85

Figure 49. Diagramme en barres du facteur soutien et incitations du gouvernement	86
Figure 50. Diagramme en barres du facteur niveau élevé d'imposition	87
Figure 51. Diagramme en barres du facteur difficultés d'accès au financement	87
Figure 52. Diagramme en barres du facteur complexité des procédures.....	88
Figure 53. Diagramme en barres du facteur Corruption	89
Figure 54. Diagramme en barres du facteur coûts et frais de formalisation élevés.....	89
Figure 55. Diagramme en barres du facteur difficultés d'accès au marché formel	90
Figure 56. Obstacles rencontrés et susceptibles d'entraver la décision de formalisation	91
Figure 57. Diagramme en barres du manque de connaissance et de formation	93
Figure 58. Diagramme en barres de la méfiance envers l'administration	94
Figure 59. Diagramme en barres coûts et frais de formalisation élevés	95
Figure 60. Diagramme en barres du manque de clarté de l'information disponible	96
Figure 61. Influence de l'âge sur l'ancienneté de la formalisation de l'entreprise	105
Figure 62. Influence de l'âge sur les membres de la famille	105
Figure 63. Influence de l'âge sur l'appartenance à une formation politique	106
Figure 64. Influence du niveau d'éducation sur l'appartenance à une formation politique.....	107
Figure 65. Influence du niveau d'éducation sur l'élaboration d'un plan d'affaires	108
Figure 66. Influence du niveau d'instruction sur le secteur d'activité	108
Figure 67. Influence du secteur d'activité sur la localisation de l'entreprise	109
Figure 68. Influence du secteur d'activité sur la tenue d'une comptabilité	110
Figure 69. Influence de la taille de l'entreprise sur les membres de la famille.....	111
Figure 70. Influence de la taille de l'entreprise sur la tenue d'une comptabilité.....	112
Figure 71. Influence de la taille de l'entreprise sur l'élaboration d'un plan d'affaires ...	112
Figure 72. Influence des membres de la famille sur la tenue d'une comptabilité	113

Figure 73. <i>Influence de la tenue d'une comptabilité sur l'élaboration d'un plan d'affaires</i>	114
---	-----

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

Sigles utilisés	Définitions
OIT	Organisation internationale du travail
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
BIT	Bureau international du travail
CNRTL	Centre national des ressources textuelles et lexicales
IFU	Identifiant fiscal unique
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
TIC	Technologie de l'information et de la communication
CE	Commission européenne
INS	Institut national de la statistique
EESI	Enquête sur l'emploi dans le secteur informel
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
(PEA-jeunes)	Promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes
BAD	Banque africaine de développement
CESEE	Central eastern and south-eastern Europe

DSCE	Document de stratégie pour la croissance et l'emploi
BM	Banque mondiale
FMI	Fonds monétaire international
I&P	Investisseurs & partenaires
IDE	Investissements directs étrangers
TPE	Très petites entreprises
PME	Petite et moyenne entreprise
SPSS	Statistical package for social sciences
Scimat	Science mapping analysis tool
Vosviewer	Visualizing scientific landscapes
CER	Comité d'éthique de la recherche
FICÉ	Formulaire d'information et de consentement électronique
UQAR	Université du Québec à Rimouski
AFD	Agence française de développement
PCB	Produit criminel brut
KMO	Kaizer-Meyer-Olkin
EI	Entreprise(s) informelle(s)
EF	Entreprise(s) formelle(s)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

À l'échelle mondiale, les entreprises sont le moteur de l'activité économique, contribuant à la création de richesses, à l'innovation et à la création d'emplois. Toutefois, l'univers entrepreneurial est diversifié, comprenant à la fois des entreprises formelles, solidement enracinées dans les cadres réglementaires et juridiques, et des entreprises informelles, évoluant dans l'illégalité. Malgré leur contribution significative dans l'économie, la plupart des entreprises demeurent informelles à travers le monde. La formalisation des entreprises informelles est devenue un enjeu majeur pour le développement économique et social de toutes les économies y compris du Cameroun, un pays où plus de 90 % de la force active opèrent dans le secteur informel (Kouete, 2020) avec des conséquences négatives sur leur capacité à accéder aux financements, aux marchés et à la protection sociale. Pourtant, dans son rapport de 2019 intitulé "Doing Business 2019", la Banque mondiale décrit 10 étapes nécessaires pour formaliser une entreprise, parmi lesquelles figure l'enregistrement auprès des autorités fiscales, sociales et commerciales, ainsi que la mise en conformité avec les normes et règles juridiques et réglementaires en vigueur. La réalité est que la formalisation des entreprises informelles en général a toujours été et demeure un processus complexe qui dépend de nombreux facteurs importants qu'il faut sérieusement prendre en compte pour assurer la croissance et le développement du pays. Au sein de cet écosystème économique complexe et en permanente transformation où se rencontrent freins et avantages à la formalisation des entreprises informelles, émerge une interrogation essentielle : comment passer de l'informalité à la formalité ?

Cette question centrale a longtemps suscité au niveau mondial l'intérêt des chercheurs, des décideurs politiques, des entrepreneurs et des dirigeants d'entreprises. La formalisation des entreprises informelles offre la promesse d'une croissance économique durable, de l'augmentation des revenus et de la création d'emplois. Les exemples de réussite abondent,

montrant comment la transition d'une entreprise informelle en une entreprise formelle peut transformer radicalement une économie.

Pourtant, l'Afrique, en particulier le Cameroun, présente un défi unique en matière de transition des entreprises informelles en entreprises formelles puisque malgré des opportunités de croissance significatives, de nombreuses entreprises informelles demeurent en marge de la formalité et sont confrontées à une kyrielle de défis juridiques, financiers et de gestion. À cet effet, certains éléments permettent de souligner l'importance et la place qu'occupent les entreprises informelles au sein de l'économie mondiale. Par exemple, selon une étude de la Banque mondiale de 2021 sur le secteur informel, il est estimé qu'environ 72 % des prestataires de services dans les économies émergentes et en développement sont informels. Un autre rapport de l'OIT paru la même année indique que 4 entreprises sur 5 et plus de 6 travailleurs sur 10 opèrent dans l'économie informelle et que l'informalité représente approximativement 80 % de l'emploi non agricole en Afrique subsaharienne. Dans ce contexte, le Cameroun se démarque en tant que pays où la transition des entreprises informelles en entreprises formelles est cruciale pour stimuler la croissance économique.

La question de fond à laquelle nous nous proposons de répondre spécifiquement dans cette étude est celle de savoir :

Quels sont les facteurs qui influencent la transition des entreprises informelles au Cameroun vers des entreprises formelles, en considérant ceux que les acteurs trouvent plus importants pour cette transition, et en mettant en évidence à la fois les obstacles et les opportunités impliqués dans ce processus ?

Dans ce mémoire, nous nous attarderons sur le défi complexe de la transition des entreprises informelles en entreprises formelles au Cameroun. Nous explorerons les facteurs qui influencent cette transition et essayerons de repérer tout au long de ce travail les éléments que les entrepreneurs jugent importants pour soutenir ce processus. Dans cette perspective, cette recherche s'appuie sur une méthodologie rigoureuse de revue systématique de la

littérature. Nous commencerons par analyser la situation mondiale afin de mieux comprendre les dynamiques de la transition des entreprises, puis nous nous situerons au niveau de l'Afrique pour contextualiser les spécificités du continent. Enfin, nous nous concentrerons sur le cas du Cameroun, en examinant les politiques gouvernementales actuelles, les défis et les opportunités.

Pour mener à bien cette étude, ce mémoire sera structuré de la manière suivante :

Dans le chapitre 1, nous procéderons à une revue de la littérature afin de synthétiser les facteurs identifiés dans la littérature comme facilitant ou entravant la transition des entreprises informelles vers la formalisation, en mettant en lumière les concepts clés et les impacts économiques.

Le chapitre 2 Présentera d'une part notre problématique ainsi que les objectifs de recherche et détaillera notre méthodologie de revue systématique d'autre part. Il sera expliqué à ce niveau comment nous avons sélectionné et analysé les études pertinentes.

Dans le chapitre 3, nous examinerons de manière détaillée les facteurs influençant la transition des entreprises à l'aide des logiciels d'analyse bibliométrique (Vosviewer et Scimat) et en mettant en évidence les statistiques et les tendances pertinentes.

Le chapitre 4 se concentrera sur le cas du Cameroun et consistera à analyser et à discuter les résultats du sondage conçu pour recueillir les avis des entrepreneurs camerounais sur les facteurs qu'ils estiment importants pour influencer leur décision de se formaliser.

Enfin, la conclusion (chapitre 5) résumera les principales conclusions de l'étude, soulignera les implications pour les décideurs politiques et les entrepreneurs et identifiera les pistes de recherche futures afin d'apporter une contribution significative à la compréhension de ce processus crucial pour le développement économique du Cameroun.

CHAPITRE 1

CONCEPT D'ENTREPRISE INFORMELLE, SECTEUR INFORMEL ET TAXONOMIE DES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL

1.1 INTRODUCTION A LA FORMALISATION DES ENTREPRISES INFORMELLES

Dans cette partie, il s'agira de définir les mots-clés en vue de mieux comprendre le thème de cette étude. La thématique de cette étude est constituée autour des principaux mots-clés suivants : économie informelle, secteur informel, commerce transfrontalier informel, transition, formalisation, entreprises formelles, entreprises informelles. Ces différents concepts et leurs déclinaisons seront abordés et décrits ci-dessous.

1.1.1 Définitions des concepts clés

➤ Économie informelle

Le premier constat apparent qui est fait lorsque l'on aborde l'économie informelle est qu'il n'existe pas de définition partagée de manière unanime sur le sujet. Cependant, plusieurs tentatives de définitions existent et nous avons essayé d'en repérer quelques-unes.

L'OIT (Organisation internationale du travail) définit quant à elle l'économie informelle comme « un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. » Ces unités, ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. Les relations

d'emploi lorsqu'elles existent, sont surtout fondées sur l'emploi occasionnel, les liens de parenté ou les relations personnelles et sociales, plutôt que sur des accords contractuels comportant des garanties en bonne et due forme. (ROUGGANI & BOUTHIR, 2014), parlant de l'économie informelle dans la revue *ECONOMIE & KAPITAL* publiée en automne 2014 faisait savoir que le concept d'économie informelle englobe non seulement le secteur informel, mais aussi l'emploi informel et la production non marchande des ménages. Elle est donc attendue comme un ensemble d'unités produisant des biens et des services ou des services de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital et ayant un faible niveau d'organisation.

(Arrieta-Arrieta & Marrugo-Arnedo, 2020) définissent l'informalité comme étant un secteur alternatif et délibéré de fonctionnement comme une forme disjonctive du capitalisme organisé. C'est-à-dire un secteur qui opère en marge des structures économiques officielles, mais offre des opportunités de vie. L'informalité peut encore être définie comme un emploi non déclaré (Meriküll & Staehr, 2010).

L'absence de consensus dans l'apport d'une définition unique et précise à l'informalité, comme la note (Godfrey, 2011), nous conduit à donner une définition contextualisée de l'informalité : elle désigne globalement la pratique d'une activité génératrice de revenus et non assujettie aux réglementations et aux règles fiscales.

Dans la grande majorité des définitions proposées concernant l'informalité, nous constatons que ces définitions sont basées sur certains critères parmi lesquels les contraintes environnementales et entrepreneuriales. À propos (Ndouna, 2017) estime que 86 % des entreprises au Cameroun opèrent dans le secteur informel avec plus de 34 % des revenus générés dans ce secteur qui sont influencés par des contraintes environnementales telles que le manque d'infrastructures, l'accès difficile aux services financiers et le manque de clientèle. Dans la pratique, on ne saura parler de l'économie informelle sans toutefois mentionner ses caractéristiques clés. (Song-Naba, 2016), estime qu'il y a tout d'abord une non-déclaration généralisée. En effet, une grande majorité des entreprises dans ce secteur ne se déclare pas auprès des autorités compétentes et ne possède donc aucune des identifications fiscales

requis. En outre, ces activités se situent souvent dans une « zone grise », où elles ne sont ni complètement légales ni totalement illégales. Malgré ces défis, les entreprises informelles jouent un rôle dynamique dans l'économie, contribuant à la création d'emplois et à la sécurité alimentaire, notamment dans le secteur agroalimentaire.

➤ **Secteur informel**

Au même titre que l'économie informelle précédente, le concept de « secteur informel » a, lui aussi, fait l'objet de débat récurrent dans les publications scientifiques et les recherches pendant de nombreuses années en raison de la détérioration des systèmes économiques de nombreux pays en développement. Bon nombre de définitions pertinentes ont été formulées pour mieux cerner les réalités de ce secteur. Il s'agit entre autres de :

L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) définit le secteur informel comme celui comprenant « toutes les activités qui ne sont pas ou faiblement enregistrées » ; ce qui signifie que ces activités échappent généralement à la fiscalité et à la réglementation officielle.

Pour (Igué, 2019), deux définitions du secteur informel sont à retenir. La première est formulée comme suit : « le secteur informel est caractérisé par des activités économiques qui se réalisent en marge de la législation pénale, sociale, fiscale et échappe à la comptabilité nationale ». La deuxième est la suivante : « le secteur informel est l'ensemble des activités qui échappent à la politique économique et sociale et donc à toute régulation de l'État ». Si la deuxième définition insiste sur la non-intégration des activités au niveau des politiques économiques et sociales de l'État, la première met l'accent pour sa part sur la surveillance légale et la régulation.

D'après la définition adoptée par le BIT (Bureau international du travail) lors de sa conférence de 1993, le secteur informel est considéré comme un ensemble d'unités de production qui cherchent principalement à créer des emplois et des revenus pour des personnes concernées. Ces unités opèrent à petites échelles et souvent sans accords

contractuels formels (ROUGGANI & BOUTHIR, 2014). Cela traduit l'absence de sécurité des travailleurs en raison de la non-réglementation. Une autre définition du secteur informel par le BIT fait état de ce qu'il s'agit de : « toute activité non enregistrée et/ ou dépourvue de comptabilité formelle, écrite, exercée à titre d'emploi principal ou secondaire par une personne en tant que patron à son propre compte. Cette personne active ou occupée est alors considérée comme chef d'unité de production informelle » (Igué, 2019).

Les activités du secteur informel sont habituellement centrées sur des secteurs non réglementés, avec une dépendance au marché intérieur, ce qui lui permet de satisfaire principalement les besoins de consommation des ménages à environ 80 % de sa demande finale. C'est cette situation qui a permis à Benjamin & Mbaye (2012) de constater qu'avec l'existence du gros informel, les entreprises satisfont généralement la majorité des critères de formalité, à l'exception de l'honnêteté comptable puisqu'elles ne respectent pas entièrement les pratiques formelles, notamment en ce qui concerne la tenue de comptabilité honnête.

➤ **Commerce transfrontalier informel**

D'après les travaux de Nkendah et al. (2013), ce commerce renvoi à l'ensemble des échanges de biens, notamment entre les pays voisins, qui échappent aux circuits formels de commerce et aux statistiques officielles. Il s'agit des échanges habituellement menés en raison de la proximité socioculturelle entre les populations des pays voisins, et structurées autour de réseaux d'échanges informels. Bien que ces transactions s'effectuent fréquemment via des postes de contrôle officiels, il reste qu'elles contribuent peu aux recettes publiques. Pour Egg & Herrera (1998), ce type de commerce est parfois qualifié de commerce « non enregistré », « parallèle », ou encore « de contrebande », indiquant ainsi un commerce qui, loin d'être désorganisé, est généralement bien structuré autour de réseaux organisés pouvant opérer à différentes échelles.

➤ **Transition**

Il existe divers types de transition, mais nous nous intéressons dans le cadre de cette étude à la transition entrepreneuriale des entreprises évoluant dans l'informel.

Selon le Centre national des ressources textuelles et lexicales (CNRTL), la transition est perçue comme « le fait de passer graduellement d'un état à un autre ». C'est aussi le degré ou l'état intermédiaire par lequel se fait le passage d'un état de choses à un autre.

Le dictionnaire Larousse définit la transition comme étant « le passage d'un état à un autre, le passage progressif entre deux états, deux situations ».

Pour la Fondation pour de nouvelles pratiques d'andragogies entrepreneuriales (FNPAE), il s'agit du passage d'un statut à un autre, d'une culture à une autre. En d'autres termes, elle décrit le fait d'être dans l'attente d'un changement. De ce point de vue, elle se présente comme une démarche de transformation et d'anticipation de nouvelles opportunités.

➤ **Formalisation**

Selon la Banque mondiale (2019), la formalisation est le processus par lequel les entreprises sont enregistrées et obtiennent une existence légale, en se conformant aux réglementations fiscales, sociales et commerciales en vigueur. Ce processus s'est énormément renforcé avec la mondialisation et l'essor de l'économie numérique au cours des dernières décennies.

De Soto (2000) conçoit la formalisation comme le processus par lequel les entreprises informelles, les propriétaires de biens immobiliers, les titulaires de brevets et les créateurs de marques peuvent obtenir une reconnaissance officielle de leur existence, de leurs actifs et de leurs transactions." Cette reconnaissance officielle offre à ces acteurs une protection juridique et une légitimité pour leurs activités et leurs biens.

La commission européenne pour sa part la définit comme un processus par lequel les entreprises et les travailleurs informels acquièrent une reconnaissance légale en obtenant les autorisations et les licences nécessaires pour opérer légalement sur le marché. Cela peut inclure l'enregistrement auprès des autorités fiscales et sociales, ainsi que la conformité aux normes en matière de santé et de sécurité au travail.

La formalisation fait référence selon Mintzberg (1979), à la standardisation des procédures et des règles dans une organisation, ce qui peut conduire à la bureaucratie et à une certaine rigueur. (Ado, 2022) relève que « la formalisation consiste en une bonne gestion de l'entreprise ». C'est-à-dire que la formalisation se présente comme le meilleur moyen d'assurer efficacement la gestion d'une entreprise. (Sawadogo, 2020), estime que la formalisation concourt à créer un environnement favorable aux entreprises, à l'amélioration des conditions de travail et à la croissance économique.

Selon Song-Naba (2016), plusieurs caractéristiques clés à la formalisation des entreprises informelles peuvent être identifiées, notamment la déclaration préalable auprès des autorités est essentielle ; les entreprises formelles doivent être enregistrées et posséder des numéros tels que le numéro IFU (identifiant fiscal unique), un numéro statistique, un numéro de registre de commerce, un numéro à la caisse nationale de sécurité sociale, et une carte d'opérateur économique. Pour y parvenir à assurer une bonne pratique de formalisation, le respect des règles est obligatoire, avec les entreprises formelles ayant l'obligation de se conformer à une série de règles juridiques et fiscales, y compris le paiement des impôts et des charges sociales. SIMEN (2019) considère, au vu de ses travaux, que la vision des entrepreneurs joue un rôle crucial, car la motivation des entrepreneurs informels à se formaliser est souvent liée à la perception des avantages qui l'emportent sur les coûts de cette formalisation, tels que l'accès aux marchés publics, le crédit et la visibilité accrue de l'entreprise.

➤ **Entreprise informelle**

D'après Hugon (2013, p. 63), l'EI est une composante de l'économie informelle et en tant que telle elle peut être définie comme « un ensemble d'organisation à petite échelle où le salariat est absent (ou limité), où le capital avancé est faible, mais où il y a néanmoins circulation monétaire et production de biens et services onéreux. » Elle est vue à ce niveau comme une organisation dont l'objectif principal est la production de biens et de services en vue de les mettre à la disposition des consommateurs sur le marché. Toutefois, la principale limite de cette définition est sans doute l'argument de la taille de l'entreprise, notamment sa petitesse évoquée par ce dernier pour qualifier l'EI. Pour Benjamin & Mbaye (2012), bien que les petites entreprises soient largement plus nombreuses que les grandes dans l'économie informelle, le seul argument se basant sur leur petite taille tend à minimiser l'importance et la contribution de l'EI dans l'économie globale des pays en développement. Selon eux, les principales caractéristiques suivantes doivent être prises en compte lorsqu'on parle d'entreprise informelle :

- La taille de l'entreprise ; les EI sont toutes de très petite taille, en particulier celles du petit informel, où l'auto-emploi est courant.
- Le faible niveau de formalisation ; bien que les EI soient souvent enregistrées auprès des autorités locales (municipalités, ministère du Commerce), elles le sont rarement auprès des autorités fiscales, ce qui limite leur intégration dans l'économie formelle.
- La structure organisationnelle, les EI ont généralement une structure informelle, habituellement familiale, où un seul individu peut gérer plusieurs fonctions majeures comme les ressources humaines, la comptabilité et le marketing.
- Les secteurs dans lesquels l'on retrouve régulièrement les EI ; on note ici : le commerce, l'artisanat, le transport et la vente de vêtements, fréquemment sur un marché hautement concurrentiel nécessitant peu de réglementation.

- Le financement ; en ce qui concerne les EI, l'accès au crédit bancaire est quasi inexistant, car ces entreprises manquent de documentation comptable et financière ; elles se tournent donc vers des marchés de crédit non officiels avec des taux d'intérêt élevés.

- Le niveau d'instruction ; les acteurs des petites EI ont traditionnellement un faible niveau d'éducation et relativement une forte participation féminine.

- Sécurité sociale ; les employés des EI ne bénéficient d'aucune protection sociale.

Au regard de ces différentes caractéristiques de l'informalité, il est également relevé que l'informalité n'est pas synonyme d'illégalité, car les activités des EI ne sont généralement pas considérées comme étant illicites ou criminelles. Très souvent, les produits qu'elles fabriquent et les services qu'elles offrent sont autorisés par la loi. Il s'agit plutôt de la pratique de l'évasion fiscale qui les place dans l'informalité. D'autre part, l'informalité n'implique pas l'absence de salaire. Un emploi est considéré comme informel lorsqu'un travailleur n'a pas de contrat déclaré auprès des administrations publiques, mais ce travail est généralement rémunéré.

➤ **Entreprise formelle**

D'après le guide pour les petits entrepreneurs, rédigé par l'OHADA, le fait d'être une EF comprend plusieurs avantages, dont une meilleure organisation du marché, facilitant la recherche de débouchés pour l'écoulement des produits. En outre, l'EF peut solliciter des financements tant des banques commerciales que de l'État afin d'accroître les capacités de production. Ce statut d'organisation formelle offre aussi la possibilité d'obtenir et de renforcer la couverture sociale aussi bien de l'entreprise que pour l'ensemble de ses membres.

Tandis que les EI se distinguent par divers aspects spécifiques, les EF se caractérisent par des traits opposés à ceux des entreprises informelles. D'après (Benjamin & Mbaye, 2012), on distingue les EF qui ont une taille plus grande en moyenne comparativement aux EI. En outre, elles sont enregistrées auprès des autorités fiscales et paient des impôts sur le réel, ce

qui leur permet d'être intégrées dans l'économie formelle. De plus, les dirigeants et les employés des entreprises formelles tendent à être plus instruits. Elles bénéficient également d'un meilleur accès au crédit bancaire, bien que celui-ci puisse être limité par rapport aux normes internationales. Par ailleurs, les EF font un usage relativement plus important des technologies de l'information et de la communication (TIC). Enfin, elles présentent une tendance légèrement plus marquée à être orientées vers l'exportation.

1.1.2 Taxonomie des entreprises du secteur informel

Dans le but de clarifier et proposer une méthodologie d'évaluation (Feige, 1990) dans son article "the polytypic nature of the underground economy requires elaboration of a taxonomy, tailored to address a variety of substantive issues of concern to policy-makers" utilise la théorie néo-institutionnaliste pour établir une taxonomie des économies souterraines (Underground Economies) afin de situer et définir l'EI au sein du secteur informel. Selon cet auteur, le secteur informel regroupe quatre types d'économies toutes distinctes les unes des autres.

1. L'économie illégale

Elle correspond à l'ensemble des activités illégales et illégitimes, comme le trafic de drogue, le trafic d'armes et la contrefaçon (Feige, 1990). L'ensemble des activités interdites par la loi, comme entre autres les activités des organisations criminelles, le blanchiment d'argent et les mafias, proviennent de ce type d'économie (Koutouzis & Perez, 2012). Dans un manuel dédié à la mesure de l'économie non observée en 2003, l'OCDE abonde dans le même sens lorsqu'elle définit cette économie comme l'ensemble des « activités productives qui génèrent des biens et des services interdits par la loi ou qui sont illégales lorsqu'elles sont exercées par des producteurs qui n'en ont pas l'autorisation ». C'est à ce niveau que l'on trouve des entreprises criminelles et des emplois criminels. Vernier (2017, p. 17) parlant des origines de l'argent sale, estime à cet effet le produit criminel brut (PCB) à plus de deux mille

milliards de dollars, ce qui est difficilement mesurable. Les entreprises criminelles de la mafia sont essentiellement réparties dans les pays suivants : la Chine, premier pays, dont les membres des mafias sont estimés à un million, la Russie (172 000 membres), l'Italie (64 000), les États-Unis (40 000 membres), le Japon (19 500 membres) et la Colombie (25 000 membres).

2. L'économie non comptabilisée ou souterraine

L'OCDE, dans son rapport de 2003, fait savoir que cette économie correspond aux activités cachées permettant de ne pas payer l'impôt et d'éviter d'autres obligations légales de manière intentionnelle. C'est dans cette économie que l'on trouve les traces des entreprises écrans, les comptes bancaires dissimulés dans les paradis fiscaux et d'autres activités visant à échapper au paiement des impôts (Vernier, 2017).

3. L'économie non déclarée ou l'économie familiale

Elle est le troisième sous-secteur informel : elle renvoie à l'ensemble des activités à finalité personnelle et qui ne sont pas déclarées de manière intentionnelle ou non. C'est l'exemple de service à domicile rémunéré. Selon un autre rapport de la banque mondiale paru en 2012, cette économie prospère considérablement en Afrique à cause de la formation d'une classe moyenne.

4. L'économie informelle

C'est le quatrième sous-secteur informel : elle englobe toutes les activités qui ne sont pas ou qui sont faiblement enregistrées. Il s'agit ici de la partie la plus large du secteur informel dans les pays en développement (Feige, 1990). C'est aussi une économie qui échappe entièrement ou partiellement aux régulations publiques sans une volonté délibérée

de s'y soustraire (HENRY, 2013). C'est justement à ce niveau que l'on trouve les emplois informels et les entreprises informelles.

La taxonomie de Feige (1990) permet in fine de définir le secteur informel comme l'ensemble des économies échappant entièrement ou partiellement au contrôle de l'État. Chaque économie du secteur informel conduit à la création d'une entreprise qui est propre à l'économie concernée. Le schéma de la taxonomie des entreprises informelles est présenté ci-dessous.

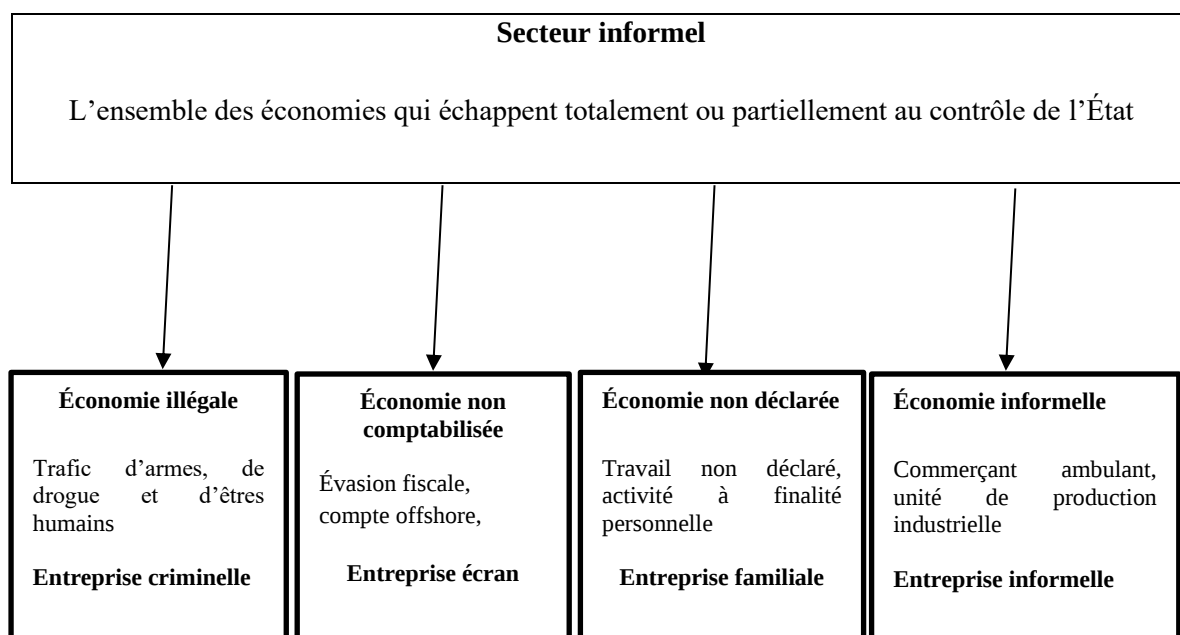


Figure 1. *Schéma taxonomie des entreprises du secteur informel*

Il résulte du schéma ci-dessus que l'économie informelle se divise en emploi informel et en entreprise informelle. L'emploi informel ici peut désigner des personnes engagées dans une ou plusieurs activités en contrepartie d'un salaire. Pour ce type d'emploi, le travailleur se satisfait seulement du salaire qu'il perçoit. L'institut national de la statistique (INS) du Cameroun dans son deuxième rapport de 2011 concernant l'enquête sur l'emploi dans le secteur informel (EESI 2), relevait déjà que près de 94 % de chercheurs d'emploi ne s'inscrivent pas dans une structure de promotion de l'emploi ce qui indique la forte réticence

des jeunes à utiliser les services formels. En outre, lorsque ces chercheurs d'emploi ont été interrogés sur les raisons qui les ont poussés à ne pas s'inscrire auprès d'une structure de promotion d'emploi, 57 % disaient ne pas connaître de telles structures, 20 % estimaient que ces structures ne peuvent pas les aider. De plus, 8,1 % des jeunes interrogés par l'ONG facilitant la promotion de l'entrepreneuriat agropastoral des jeunes (PEA-jeunes) ont mentionné qu'ils n'ont jamais été contactés pour la formation prévue après avoir été sélectionnée (Joachim & Didier, 2021).

À travers cette représentation taxonomique, on peut aussi situer et définir le secteur informel. Celui-ci peut être défini comme « un ensemble d'organisations à petite échelle où le salariat est absent (ou limité), où le capital avancé est faible, mais où il y a néanmoins circulation monétaire et production de biens et services onéreux » (Hugon, 2013). L'intérêt de cette définition est double. D'une part, l'entreprise informelle est reconnue comme une organisation économique (capital + travail) qui produit des biens et des services pour le consommateur. D'autre part, on reconnaît à l'entreprise informelle la possibilité de croissance à travers l'augmentation de son capital. Ce qui permet d'envisager la formalisation d'une entreprise informelle vers une entreprise formelle, performante et capable de contribuer à la croissance et au développement des pays concernés. C'est d'ailleurs pour cette finalité que dès le milieu des années 1980, le BIT, la Banque mondiale et quelques gouvernements des pays non industrialisés ont initié des stratégies visant à formaliser une partie du secteur informel (Feige, 1990).

1.1.3 Enjeux de la formalisation dans les économies africaines

Dans le rapport « the long shadow of informality : Challenge and policies Ohnsorge & Yu (2021), relèvent que les économies africaines sont marquées par la prédominance du secteur informel, une première analyse exhaustive menée par la banque mondiale sur le poids de l'informalité et ses conséquences pour une reprise économique privilégiant sur le long terme un développement vert, résilient et sans exclusion place à 70 % la représentation du

secteur informel dans les économies émergentes et en développement et contribue à pratiquement un tiers du PIB. En Afrique, ce constat s'accompagne d'un taux élevé de chômage et de sous-emploi, ce qui met en lumière les défis de développement économique auxquels le continent est confronté. Cet environnement reflète souvent une contradiction où, malgré une forte activité informelle, le développement économique reste limité (Ado, 2022).

D'après Lapeyre & Barussaud (2019), les politiques publiques visant à faciliter la transition vers l'économie formelle doivent être porteuses de solutions de rechange réelles pour la sécurisation des conditions de vie des acteurs populaires. En effet, face aux phénomènes de division sociale et du désordre normatif, l'État a la responsabilité de rendre supportable, praticable et pensable le « vivre ensemble » au sein de l'économie formelle. Par ailleurs, la crise économique et les insuffisances de création d'emplois sont aggravées par des politiques néo-libérales qui conduisent souvent à la précarité, laissant les travailleurs africains dans des situations difficiles (Bouquin & Georges, 2011).

Importance du secteur informel :

Le secteur informel joue un rôle crucial dans les économies africaines. Il contribue énormément à la création d'emplois et à la génération de revenus pour de nombreuses personnes qui n'ont pas accès à des emplois formels. Par ailleurs, ce secteur se révèle être une roue de sauvetage indispensable pour de nombreux individus qui n'ont pas accès aux emplois formels ou aux ressources économiques, jouant un rôle clé dans la subsistance de nombreux ménages (Moaaz & Mansour, 2023).

Défis de l'informalité :

L'informalité engendre plusieurs défis. Parmi eux, on note la précarité des conditions de travail, souvent marquées par l'absence de sécurité sociale et de protections perçues. En outre, les travailleurs informels font face à une faible productivité et à des difficultés d'accès au financement formel qui pourraient leur permettre de développer leurs activités (Ado, 2022). Au Cameroun par exemple, il est difficile, voire impossible pour un employé du secteur informel d'obtenir un financement quelconque pour la réalisation d'un projet vitale ;

les populations concernées se fient très souvent aux établissements financiers qui font aussi dans l'informel tels que les usuriers et les tontines où ils sont adhérents pour l'octroi d'un prêt quelconque.

Besoins de formalisation :

La formalisation des entreprises informelles est non seulement un besoin, mais surtout un impératif crucial pour le développement économique et social de l'Afrique. Elle peut conduire en termes d'avantages potentiels à un accroissement de la productivité, à la création d'emplois de qualité et à une meilleure gouvernance économique. L'intégration des entreprises informelles dans le cadre formel peut permettre aux gouvernements d'élargir leur base fiscale, ce qui leur offre la possibilité d'investir dans des services publics essentiels (Moaaz & Mansour, 2023).

Obstacles à la formalisation :

Malgré ces enjeux, la transition vers la formalisation se heurte à de nombreux obstacles. Parmi ceux-ci, on trouve des contraintes administratives et réglementaires qui compliquent le processus pour les entrepreneurs informels ; l'accès limité aux services financiers ou aux financements et la résistance au changement de la part des acteurs économiques informels constituent des freins considérables. Ces obstacles comprennent en outre un accès limité au financement, des taux d'imposition élevés, une administration fiscale corrompue, une main-d'œuvre insuffisamment formée, la concurrence du secteur informel et l'instabilité politique, pour ne citer que ceux-ci (Ado, 2022).

Stratégies de formalisation :

Pour favoriser la formalisation des entreprises, diverses stratégies peuvent être mises en œuvre. Par exemple, ces dernières peuvent inclure des politiques incitatives visant à réduire les contraintes administratives, l'accès à des formations sur l'entrepreneuriat formel et des solutions financières adaptées aux besoins des entrepreneurs informels. De plus, en s'appuyant sur de bonnes pratiques observées dans d'autres pays africains, des approches

innovantes peuvent aider à surmonter les barrières existantes. Pour Ado (2022), l'entrepreneuriat est un moyen important pour relancer la croissance économique et la compétitivité, ainsi que de lutter contre le chômage. Il est crucial pour l'État, en termes de stratégies efficaces pour la formalisation des entreprises informelles, de créer un environnement administratif favorable pour faciliter le processus et d'accompagner les bonnes volontés avec rationalité pour obtenir des résultats concrets.

En somme, les implications de la formalisation des entreprises informelles doivent être prises en compte dans la formulation des politiques publiques. Il est essentiel d'adopter des approches générales et inclusives qui tiennent compte des réalités économiques et sociales propres au continent. Cela implique de concevoir des politiques qui répondent réellement aux besoins et aux défis des acteurs du secteur informel et qui favorisent une transition fluide vers une plus grande formalité, plus durable et économique (Moaaz & Mansour, 2023).

1.2 ÉTAT DE L'ART DES TRAVAUX SUR LA FORMALISATION DES ENTREPRISES

La recension des écrits en rapport avec le problème que pose cette étude porte respectivement sur les « facteurs qui influencent la transition des entreprises informelles vers les entreprises formelles » et sur la « mise en évidence à la fois des obstacles et opportunités impliqués dans ce processus ». Pour cerner ce sujet, l'on s'est d'abord appesanti d'une part sur les travaux basés sur les facteurs entravant la formalisation, puis sur ceux facilitant la formalisation. D'autre part, il s'agira aussi de présenter les travaux d'auteurs ayant déjà abordé le sujet. Il s'agit pour nous de comprendre le mécanisme de formalisation des entreprises informelles en entreprises formelles en contexte camerounais.

1.2.1 Facteurs entravant la formalisation

La formalisation des entreprises, en particulier celle du secteur informel, est un enjeu majeur dans le contexte socio-économique contemporain. La plupart des études antérieures menées sur ce sujet mettent en lumière divers facteurs qui entravent ce processus. En effet, ces recherches décrivent généralement un environnement complexe où se rencontrent plusieurs obstacles qui constituent un frein à la formalisation.

1. Principales conclusions des études antérieures

Les précédentes recherches ont identifié plusieurs obstacles essentiels à la formalisation. Les procédures bureaucratiques complexes, les exigences de documentation onéreuses et un coût élevé associé à la conformité légale sont quelques exemples concrets. De plus, l'accès à un cadre légal adapté est souvent difficile, puisque l'exigence de maximiser les profits pousse les employeurs à maintenir des bas salaires dans le secteur informel ; cette situation crée donc une mentalité où la formalisation est perçue comme un obstacle plutôt qu'un avantage. D'autre part, l'absence de reconnaissance des droits du travail et des bénéfices, ainsi que la crainte de sanctions en cas de non-conformité, ne font qu'augmenter les difficultés rencontrées par les entrepreneurs du secteur informel. Par exemple, dans son rapport de 2020, la Banque mondiale révèle non seulement que les entreprises consacrent en moyenne 624 heures pour effectuer 44 paiements par an aux autorités fiscales, mais aussi que le taux d'imposition total reste l'un des plus élevés d'Afrique centrale, avec 57,7 % des bénéfices des entreprises contre 47,1 % au Gabon. La banque africaine de développement de la même année faisait savoir que même si le secteur informel offre des opportunités d'emploi et de revenus à plus de 50 % de la population active qui n'aurait autrement aucun moyen de survie, il constitue néanmoins un véritable obstacle à l'atteinte des objectifs d'émergence.

En général, de nombreux entrepreneurs voient l'informalité comme une étape essentielle à la croissance de leur entreprise. Le modèle de « l'escalier » présenté par Bouquin & Georges (2011) illustre bien la capacité des commerçants à rester dans l'informalité jusqu'à ce qu'ils

aient accumulé un capital suffisant, ce qui témoigne d'une stratégie d'adaptation concrète à leur réalité économique.

2. Obstacles réglementaires et administratifs

La complexité des procédures administratives et réglementaires constitue l'un des principaux freins à la formalisation. En outre, la lourdeur des démarches nécessaires à la formalisation constitue également un frein majeur au niveau administratif. D'après les travaux Bouquin & Georges (2011), il ressort de cela que les procédures bureaucratiques sont en général perçues comme compliquées et déroutantes, ce qui décourage de nombreux travailleurs informels. De plus, les exigences de documentation sont habituellement jugées excessives par les petites entreprises, car ces dernières peinent à mobiliser les informations et justificatifs demandés. Les dépenses très élevées liées à la conformité légale représentent un investissement difficile à réaliser pour des entrepreneurs, donc les bénéfices sont déjà précaires. Pour soutenir cette thèse, NYAGA (2020) relève que, bien qu'elles soient généralement moins performantes, les entreprises informelles peuvent être réticentes à se formaliser en raison du coût des réglementations lorsqu'elles évoluent dans un environnement où les institutions publiques sont faibles et/ou la très grande corruption au sein des administrations fiscales alourdit ce processus.

3. Contraintes économiques

L'une des problématiques récurrentes pour les entrepreneurs, associée à la transition vers le secteur formel, se caractérise soit au niveau financier ou en termes de temps et d'efforts. Amir & Gökmenoğlu (2023), dans leur étude portant sur l'analyse des déterminants de l'économie souterraine dans la région d'Europe centrale, orientale et du sud-est (CESEE), estiment que l'économie souterraine fait référence à des activités économiques dissimulées à des fins fiscales et la relation entre le développement financier, la charge fiscale, la qualité institutionnelle, l'ouverture commerciale, la liberté économique et la taille de l'économie souterraine ne sont pas en parfaite harmonie.

Le manque d'accès à des financements formels constitue un obstacle économique considérable. En effet, les entreprises informelles ne bénéficient pas de prêts et d'aides, ce qui les laisse dans une situation de précarité tout en limitant leur capacité à répondre aux exigences de conformité légale. De plus, les barrières à l'accès aux marchés formels, telles que le respect des normes de qualité ou des exigences de sécurité qui ne sont pas applicables au cadre informel, entravent davantage la transition.

4. Défis institutionnels

Peci (2017), dans ses travaux portant sur les déterminants institutionnels de la croissance des petites entreprises au Kosovo, a identifié plusieurs facteurs institutionnels influençant la croissance des petites entreprises. Parmi ces derniers, nous avons les changements fréquents des lois et règlements, le manque de professionnalisme et d'éthique parmi les fonctionnaires, et les coûts de transaction élevés qui mettent en lumière les obstacles rencontrés par les petites entreprises actives dans le commerce international. En outre, la performance et la croissance des petites entreprises au Kosovo sont impactées significativement par les activités injustes. Les décisions institutionnelles, la conformité transfrontalière, les autorisations et les licences ont un impact significatif sur la formalisation des entreprises. Dans cette perspective, Ndouna et al. (2022) pensent que la présence d'un vaste secteur informel dans les pays en développement est due à des politiques strictes de régulation du marché du travail, ce qui augmente le nombre d'emplois informels et entrave la création d'emplois dans le secteur formel.

En outre, on constate que les défis institutionnels tels que l'incapacité des autorités gouvernementales à mettre en œuvre des réformes efficaces sont un frein non négligeable à la formalisation. Ce phénomène est souvent plus amplifié par l'accumulation de la corruption et des pratiques clientélistes qui entravent l'application équitable des lois, rendant ainsi le processus de formalisation encore plus complexe tout en créant un climat d'angoisse et de méfiance chez les entrepreneurs.

5. Obstacles sociaux, culturels et cognitifs

Rubić (2013), dans son article “Je me débrouille”, aborde la persistance de l'économie informelle et du chômage en Croatie après la transition du socialisme au capitalisme. L'auteur pense qu'en raison des changements sur le marché du travail, des chômeurs licenciés dans les années 1990 ont été motivés à se tourner vers le secteur informel de subsistance malgré leurs limites de compétences, parce qu'il était très difficile pour eux de trouver un emploi formel. En dépit de cette situation, ils font preuve de résilience en façonnant leur vie quotidienne grâce à l'économie informelle. C'est la raison pour laquelle la mise en place de politiques sociales adaptées pour faire face au problème du chômage est nécessaire. Or, d'après de Joubert (2010) dans le document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) paru en 2010 au Cameroun, les entrepreneurs informels font part de leurs préoccupations concernant les conséquences de la formalisation sur leur souplesse opérationnelle et leur gestion. Par exemple, l'intégration de pratiques formelles nécessite une nouvelle organisation et une adaptation culturelle qui peuvent entraîner une perte de cohésion au sein de l'équipe, avec une crainte que les avantages de la formalisation soient incertains. Ce sont souvent les comportements hérités de la gestion familiale d'entreprises qui renforcent cette dynamique, d'où la méfiance envers les institutions formelles persiste.

Le chemin vers la formalisation est pavé d'obstacles variés qui nécessitent une approche générale pour être surmontés. Toutefois, les stratégies notamment celles visant à alléger le manque d'accès aux financements, les procédures administratives, la sensibilisation des acteurs économiques sur l'importance de la formalisation et l'accès difficile à l'information pour ne citer que ceux-là constituent des éléments clés sur lesquels il faut s'attarder pour favoriser la transition tant espérée.

1.2.2 Facteurs facilitant la formalisation

L'objectif majeur que se fixent la plupart des entreprises qui recourent à la formalisation de leurs activités dans un pays est sans doute la contribution à la croissance économique et au développement durable de ce dernier. Les recherches existantes sur la formalisation mettent en lumière plusieurs facteurs clés qui favorisent ce processus. Pour étude approfondie de la littérature sur les facteurs favorables à la formalisation, nous allons apporter des éléments précieux sur les aspects sociaux, économiques, institutionnels, politiques, culturels d'une part et présenter les perspectives théoriques et méthodologiques qui soutiennent la formalisation des entreprises d'autre part.

1. Synthèse des recherches existantes

D'après une étude conduite par Bouquin & Georges (2011), les conséquences positives de la formalisation, telles que l'accès à un marché plus vaste, l'augmentation de la productivité et une protection sociale accrue pour les travailleurs, sont les piliers de la formalisation. En effet, la formalisation des entreprises est souvent perçue comme une transition nécessaire malgré les difficultés qu'elle comporte. Plusieurs recherches révèlent que le passage de l'informel au formel est principalement motivé par une volonté d'obtenir de meilleures performances économiques, de bénéficier d'une protection légale, de certains droits qui leur sont habituellement refusés comme l'accès au financement et à l'information dans le cadre informel et de renforcer la crédibilité sur le marché comme gagner des marchés publics et avoir plus de visibilité dans l'espace public. I&P, dans son analyse, souligne que les entreprises qui s'engagent dans ce processus peuvent enregistrer une augmentation de 20 % de leurs profits en moyenne, soulignant ainsi les bénéfices économiques concrets associés à la formalisation.

2. Facteurs économiques

Les facteurs économiques jouent un rôle important dans la décision des entrepreneurs de formaliser leurs activités. En effet, l'accès aux marchés formels et la possibilité d'obtenir des financements formels sont essentiels pour les entreprises. Amir & Gökmenoğlu (2023), toujours dans leur étude portant sur l'analyse des déterminants de l'économie souterraine dans la région d'Europe centrale, orientale et du Sud-est (CESEE), mettent en exergue la relation entre l'ouverture commerciale, le développement financier, la fiscalité, la qualité des institutions, la liberté économique et la taille de l'économie souterraine. Ils estiment que l'élargissement de l'économie conduit à une augmentation du développement financier et de la charge fiscale, tandis que sa taille informelle est réduite par l'amélioration de la qualité des institutions, de l'ouverture commerciale et de la liberté économique. Cela étant dit, ce sont les recommandations politiques, surtout celles visant à combattre l'économie informelle, notamment les réformes fiscales et institutionnelles qui favorisent la confiance au sein des institutions. Les entreprises formelles bénéficient parfois de contrats gouvernementaux, ce qui représente un avantage économique considérable. Par exemple, l'étude menée par l'AFD/Banque mondiale souligne que les entreprises formelles à Dakar bénéficient d'un meilleur accès aux infrastructures, comme le local, l'eau et l'électricité, par rapport aux entreprises informelles. Il leur est également possible d'obtenir des financements formels qui leur sont habituellement accessibles du fait de leur statut formel.

3. Facteurs institutionnels

D'après l'OIT, la formalisation des entreprises est fortement encouragée par la mise en place des politiques publiques adaptées et accompagnées d'un environnement des affaires très robuste. Les éléments essentiels pour inciter la transition sont entre autres la simplification des procédures administratives et la création de programmes de soutien aux entrepreneurs informels. I&P dans son analyse de 2019 note que l'amélioration de la qualité des services publics est l'un des principaux alliés à la formalisation. L'offre des prestations fiables en rapport avec les cotisations peut permettre aux administrations de transformer la

perception de la formalisation d'un coût en un investissement bénéfique. Au Cameroun par exemple, en avril 2016, on a assisté au lancement du site web « MyBusiness.com » qui prend en compte le développement de guichets uniques qui simplifient les démarches administratives pour la création d'entreprises, la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation pour éduquer les entrepreneurs sur les avantages de la formalisation, et l'accompagnement des entrepreneurs à travers des programmes de formations techniques et professionnelles adaptés aux besoins des travailleurs informels.

4. Facteurs sociaux et culturels

Faustine et al. (2019), les normes sociales et culturelles influencent fortement la décision des entrepreneurs de formaliser leurs activités. En réalité, une société qui valorise la légalité et encourage la conformité est propice à la formalisation. La confiance envers les institutions publiques joue également un rôle vital ; lorsque les entrepreneurs estiment que les institutions fiscales ne sont pas corrompues, ils sont plus enclins à s'engager dans le processus de formalisation. Toutefois, le respect de la créativité et de l'initiative locales, la minimisation de la dépendance à l'égard des facteurs externes, la promotion de l'auto-organisation et de la créativité, l'encouragement de la consultation et de la négociation, et la promotion de la solidarité et du développement autonome par le biais de réseaux favorisent les employés informels à plus de bénéfice (Maldonado, 1993).

Par ailleurs, le secteur informel octroie un gain considérable à la plupart des entrepreneurs du secteur informel, même si en réalité, c'est la formalité qui produit plus de bénéfices. En effet, pour Giulietti et al. (2012), les origines rurales et les expériences de migration influencent la décision d'emploi, car il constate que les salaires des migrants auto-employés sont substantiellement plus élevés que s'ils avaient opté pour un travail salarié, même étant sélectionnés en fonction de leurs caractéristiques non observées.

5. Facteurs politiques

La volonté politique constitue un atout important pour la réduction de l'informalité. Avec la promotion de l'émancipation des femmes, l'évolution dans la formalisation des

entreprises s'est de plus en plus accentuée. Cette situation a considérablement amélioré les attentes traditionnelles de l'homme en tant que pourvoyeur, car selon une étude menée à Kampala, les femmes mariées contribuent désormais entre 50 et 70 % des revenus du foyer (Lange, 2003).

De plus, la volonté de promouvoir un tissu économique formel peut également passer par des initiatives pour réduire les lourdeurs administratives qui dissuadent les entrepreneurs d'opter pour un statut formel. En réalité, les autorités gouvernementales s'engagent de plus en plus à mettre en œuvre des réformes institutionnelles pour améliorer la transparence et l'efficacité du secteur public, tout en rendant les conditions plus favorables à la formalisation. Pour Abdiyeva et al. (2015), l'efficacité du système fiscal est favorable pour l'accomplissement des obligations fiscales par les contribuables. Cette mesure vise à améliorer la conformité fiscale et à développer l'efficacité des systèmes fiscaux.

6. Perspectives théoriques et méthodologiques

Les travaux sur la formalisation des entreprises de l'OIT (2021) se déclinent en différentes perspectives théoriques, allant de l'économie institutionnelle aux approches comportementales qui constituent des perspectives variées sur les motivations et les barrières à la formalisation. Cependant, il est crucial de reconnaître que l'adoption des méthodologies variées et adaptées pour appréhender la complexité de la formalisation constitue une approche globale prenant en compte les dimensions économiques, institutionnelles, sociales, culturelles et politiques ; cela est indispensable pour encourager une transition réussie de l'informel vers le formel, garantissant ainsi un développement économique inclusif et durable SALLA (2023), illustre davantage cette pensée dans son article intitulé « Effet du secteur informel sur la relation entre le chômage et la production : Le cas du Cameroun », où il examine l'importance du secteur informel dans l'économie camerounaise et son impact sur la dynamique du marché du travail. Il explore les défis posés par le secteur informel, qui occupe une part importante dans l'économie du pays et emploie une grande partie de la population active. En explorant les fondements théoriques et empiriques des effets du secteur informel, le chômage et la production sont indissociables. En réalité, la plupart des économies

accordent beaucoup d'importance à la relation entre le chômage, la production et l'emploi informel.

Schneider & Enste (2003), dans leur travail présenté au FMI portant sur la croissance de l'économie souterraine dans les pays en transition, examinent les facteurs qui contribuent à l'économie souterraine dans les économies en transition, mettent en évidence les facteurs les plus déterminants dans ces pays et fournissent des indications précieuses aux décideurs politiques pour lutter contre ce problème. L'étude souligne que l'économie souterraine atteint 35-44 % du PIB dans les pays en développement et est favorisée par une réglementation trop contraignante et une fiscalité élevée. Cette situation freine le passage vers le secteur formel. Au Nigéria, par exemple, l'économie informelle pèse jusqu'à 77 % du PIB. Schneider (2002) trouvent qu'il serait important de diminuer la charge fiscale et de simplifier les réglementations en place en vue de freiner la croissance de l'économie souterraine.

1.2.3 Principaux fondements théoriques de la formalisation des entreprises informelles

Les principaux fondements théoriques qui prennent en compte l'ensemble des aspects de la formalisation des entreprises informelles tout en adoptant une approche globale s'appuient principalement sur les contributions de trois auteurs reconnus dans le domaine des sciences de gestion. Il s'agit entre autres de Williams et de son approche holistique; ensuite de Simen et de son analyse contextuelle; en fin de Verstraete et de son paradigme de l'entrepreneur. Ensemble, les travaux de ces derniers apportent une base solide pour appréhender en profondeur tous les enjeux de la formalisation. En voici une aperçue de ces fondements et de leurs principales limites :

Approche holistique de Williams

Williams (2016) prône une approche globale pour mieux aborder la formalisation des entreprises informelles. Il fonde son approche sur l'idée que la formalisation doit être vue

comme un processus complexe qui prend en compte différentes dimensions telles que l'individu, l'organisation et l'environnement dans lequel ils évoluent. Selon lui, la formalisation ne doit pas être vue comme une succession d'étapes indépendantes, mais plutôt comme un processus cohérent qui prend en compte les motivations profondes des entrepreneurs et le contexte dans lequel ils évoluent. Autrement dit il insiste sur l'importance de combiner les initiatives incitatives et dissuasives et de les adapter selon les réalités locales des entrepreneurs. Cependant, une limite notable de cette approche réside dans le fait qu'elle met principalement l'accent sur l'emploi informel tout en négligeant un peu la question pourtant cruciale de la formalisation des entreprises sachant que ce sont ces entreprises qui créent les emplois informels.

Analyse contextuelle de Simen

À travers une analyse contextuelle, Simen (2018) développe une théorie de la formalisation des entreprises informelles en Afrique, en s'intéressant aux motivations des entrepreneurs à formaliser leurs activités ou à demeurer dans l'informel. Son analyse met l'accent sur l'intention et la volonté des entrepreneurs à s'engager dans ce processus. En d'autres termes, ce dernier insiste sur la nécessité de mener une analyse détaillée pour comprendre les choix de formalisation de certains entrepreneurs. Toutefois, une limite de cette analyse est qu'elle pourrait prêter à confusion en laissant croire que la formalisation se produira naturellement, sans aucune étude approfondie des leviers et des freins de ce processus.

Paradigme de l'entrepreneur de Verstraete

Le paradigme entrepreneurial de Verstraete (2001) examine les interactions qui peuvent exister entre l'individu, l'organisation et l'environnement. Pour lui, une approche globale de ces trois dimensions est nécessaire pour mieux cerner ce qui motive les entrepreneurs informels à se formaliser et pour élaborer des politiques de formalisation

efficaces. Pour cet auteur, l'intégration de la dimension cognitive de l'individu dans le processus entrepreneurial permet d'appréhender les diverses motivations à l'origine de la formalisation. Cependant, malgré le fait que sa réflexion soit précieuse, elle reste principalement orientée vers l'entrepreneuriat formel, négligeant un peu les problématiques propres aux entreprises informelles et ainsi que les défis liés à leur formalisation.

Les limites relevées dans les travaux de ces trois auteurs nous offrent l'opportunité d'enrichir le débat en orientant notre recherche vers une approche globale de la formalisation. Notre démarche vise à répondre à la problématique des facteurs influençant la décision de formalisation des entrepreneurs informels et à ceux les plus pertinents pour le Cameroun. Bien que Williams et Simen abordent l'importance de l'environnement dans leurs travaux, c'est l'approche de Verstraete (1997, 2001) qui le place au cœur de notre analyse. En effet, l'individu et l'organisation évoluent habituellement au sein d'un environnement, il est donc essentiel d'examiner cet écosystème pour mieux appréhender ce qui les motive à entreprendre dans l'informel et les éléments qu'ils considèrent importants pour les amener à se formaliser. Les deux prochains chapitres seront consacrés à l'examen, à la présentation et à l'analyse des données empiriques recueillies dans la littérature et sur le terrain.

1.3 CONTEXTE SPECIFIQUE DU CAMEROUN

1.3.1 Cadre socio-économique et politique

Avec une population dépassant 28 millions d'habitants, le Cameroun se trouve dans un contexte socio-économique complexe qui freine la transition des entreprises informelles vers le secteur formel. L'emploi informel y est prépondérant, puisque près de 90 % de la force active du pays est plongée dans l'informel d'après (OIT, 2020). Selon une enquête de la Banque mondiale (2021), l'inégale répartition de la population entre les zones urbaines et rurales, associée à un taux de pauvreté élevé de 37 %, accentue les défis économiques, notamment un PIB par habitant faible. Pour l'OCDE, la résistance des entreprises à la

formalisation nécessite un renforcement des politiques, une amélioration de l'accès aux ressources et à la formation. Cela étant dit, pour promouvoir l'inclusion économique au Cameroun, une attention accrue aux conditions socio-économiques et à l'efficacité des politiques est indispensable.

1.3.2 Dynamique du secteur informel au Cameroun

Le secteur informel au Cameroun est crucial pour l'économie. Ce secteur fournit des emplois aux populations vulnérables à travers diverses activités telles que le commerce de détail et l'agriculture de subsistance (OIT, 2020). Bien qu'il soit en croissance, les travaux de la Banque mondiale (2021) montrent que ces activités informelles sont soutenues par un manque d'opportunités dans le secteur formel, car plusieurs défis considérables font obstacle, spécialement un accès limité au financement, l'absence de protections sociales et la complexité des réglementations existantes. Il est donc essentiel d'améliorer les mécanismes de soutien, d'accroître l'accès à la microfinance et de sensibiliser les entrepreneurs aux avantages de la formalisation pour que le secteur informel puisse contribuer de manière significative à l'économie nationale et dont son avenir dépendra de la capacité des autorités à créer un environnement d'affaires favorable et à offrir des facilités pour encourager une transition réussie vers l'économie formelle.

1.3.3 Initiatives gouvernementales et programmes de formalisation

Pour favoriser et simplifier le processus de formalisation des entreprises informelles au Cameroun, le gouvernement a mis sur pied des initiatives qui visent à améliorer le développement économique et à intégrer les très petites entreprises (TPE) dans l'économie formelle, suivant les recommandations de l'OIT. Le BIT (2020) fait savoir qu'un cadre juridique a été établi, avec des lois et des règlements facilitant le processus de formalisation, notamment par des réformes d'enregistrement simplifiées et un régime fiscal allégé. La

collaboration entre le gouvernement, le secteur privé et des organisations civiles est essentielle pour optimiser les ressources et renforcer l'efficacité de ces initiatives. Par ailleurs, la complexité des démarches administratives et le manque de sensibilisation aux obligations fiscales demeurent parmi les principaux défis auxquels fait face la transition vers le formel. L'OCDE suggère à ce propos qu'il est capital d'adapter ces initiatives aux besoins des TPE et d'améliorer l'accès à l'éducation et à la transparence fiscale pour favoriser leur intégration dans l'économie nationale.

CHAPITRE 2

PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce second chapitre abordera dans une première partie la problématique qui a motivé le choix de ce thème. Après avoir posé le problème de recherche, défini les questions pertinentes et formulé les objectifs de recherche poursuivis, nous présenterons dans la seconde partie du chapitre, la méthodologie utilisée pour répondre à ces questions, en présentant en détail les outils, les techniques et procédures employées pour mener à bien cette étude.

2.1 PROBLÉMATIQUE

2.1.1 Formulation du problème

Les recherches en gestion, en particulier celles de la gestion de projet, ont prescrit un ensemble de règles nécessaires à la formalisation des entreprises. Partant de la thèse selon laquelle les petites entreprises, ainsi que les petites et moyennes entreprises (PME), sont les piliers de la croissance économique dans de nombreux pays en développement, y compris le Cameroun LOUKILI & MOKHTARI (2021), il est urgent d'accélérer la formalisation des entreprises pour atteindre les divers objectifs de développement entrepris par ces pays. Malgré cette importance, plusieurs entreprises trainent encore le pas pour se formaliser. Il s'ensuit des conséquences économiques et sociales négatives, dues à l'absence de protection juridique, à la faible productivité et à l'incapacité d'accéder à des financements formels (Filippetti & Savona, 2017).

Plusieurs actions ont déjà été entreprises pour appréhender la formalisation des petites entreprises au Cameroun, car cela constitue un enjeu majeur pour le développement économique et social du pays, vu qu'elle reste un processus complexe et difficile à atteindre pour de nombreuses entreprises. Par ailleurs, les déterminants de la formalisation des petites entreprises informelles camerounaises restent essentiels pour comprendre les éléments qui encouragent ou empêchent leur passage du secteur informel pour le formel, et pour identifier l'ensemble des actions et des mesures motivantes qui peuvent être mises en place pour impulser leur formalisation.

De plus, le passage des entreprises du secteur informel pour le formel peut conduire à une meilleure productivité, à une amélioration de la qualité des produits et services offerts, ainsi qu'à une hausse des emplois et des gains des entreprises (Abate, 2017). Il devient donc opportun pour mieux comprendre les facteurs qui favorisent ou entravent le passage des petites entreprises du secteur informel pour le formel de mener cette recherche, car elle pourrait contribuer à identifier les politiques et ainsi que les mesures incitatives qui pourraient être mises en place pour encourager la formalisation des petites entreprises camerounaises. Or de plus en plus, l'on observe la persistance des obstacles à la formalisation tels que la corruption, un accès difficile aux financements et à la bonne information, l'existence d'une multitude de statuts juridiques, un formalisme assez lourd, la peur d'entreprendre, la crainte de réussir et par conséquent une résistance au changement. Il se dégage ainsi de cette problématique le problème de l'échec à la formalisation des petites entreprises dû au non-respect des facteurs favorables à sa mise en œuvre.

2.1.2 Question de recherche

La problématique à approfondir pour ce travail tourne autour de deux questions principales :

- Quels sont les facteurs influençant la décision des entreprises informelles de se formaliser ?

- Quels sont les facteurs de formalisation les plus importants pour le Cameroun ?

Les deux questions précédentes se déclinent en plusieurs autres questions spécifiques comme suit :

Q1 Quels peuvent être les défis auxquels font face les entreprises pour se formaliser ?

Q2 Quels sont les avantages dont bénéficient les entreprises à la suite de cette formalisation ?

Q3 Quels sont les déterminants de la formalisation que les entrepreneurs et chefs d'entreprises informelles camerounais trouvent importants pour motiver leurs décisions de se formaliser ?

Q4 Sur quels déterminants les pouvoirs publics doivent-ils se focaliser pour favoriser la formalisation d'entreprises au Cameroun ?

2.1.3 Objectifs de l'étude

L'objectif principal de cette étude est d'identifier et de saisir ou alors de comprendre les facteurs qui influencent la décision des entreprises informelles de se formaliser, en mettant l'accent sur le contexte camerounais. Plus spécifiquement, il va s'agir de :

- Analyser les obstacles rencontrés par ces entreprises lors de leur transition vers le secteur formel ;
- Identifier les principales raisons qui motivent ou alors incitent les entreprises informelles à entreprendre le processus de formalisation au Cameroun ;
- Examiner les pratiques et les stratégies adoptées par les entreprises informelles ayant réussi leur transition vers le secteur formel dans les cinq dernières années ;

- Évaluer l'efficacité des mesures gouvernementales actuelles visant à encourager la formalisation et proposer des recommandations.

Pour atteindre ces objectifs, nous envisageons de faire passer un court sondage auprès des entrepreneurs et des chefs d'entreprises informelles et chez ceux ayant réussi à formaliser leurs entreprises au cours des cinq dernières années. Ainsi, nous pourrions contribuer à une meilleure compréhension des processus de transition économique et proposer des recommandations pertinentes pour encourager la formalisation des entreprises dans le pays.

2.2 MÉTHODOLOGIE

Savoie-Zajc & Karsenti (2004) définissent la méthodologie comme un ensemble cohérent et organisé de manières de conduire la recherche. Ainsi, la méthodologie permet de structurer la recherche et d'orienter la démarche scientifique nécessaire pour vérifier la pertinence des hypothèses de recherche. Elle est la partie du travail de recherche où le chercheur explique les méthodes, les techniques et les stratégies qui lui ont permis de collecter les informations sur le terrain. Dès lors, nous pouvons dire que la méthodologie est l'ensemble des méthodes et des techniques qui orientent l'élaboration d'une recherche et guident la démarche scientifique.

Au regard de la problématique de notre étude dont le but est d'évaluer et de cerner les principaux défis et opportunités de la formalisation des petites entreprises au Cameroun, la méthodologie adoptée pour cette recherche repose sur une revue de littérature systématique, renforcée ou encore appuyée par une analyse statistique afin de répondre aux questions fondamentales sur les facteurs qui favorisent ou entravent un projet de transition d'entreprises informelles vers des entreprises formelles en contexte particulier du Cameroun. Nambiema et al. (2021) définissent la revue systématique comme l'examen rigoureux d'une question précise, en utilisant des méthodes systématiques pour identifier, sélectionner et synthétiser les recherches pertinentes tout en évaluant leur qualité. Contrairement à la revue

de littérature générale qui est une analyse moins structurée qui donne un aperçu plus large d'un sujet sans la même profondeur d'évaluation, la revue systématique quant à elle est une approche plus rigoureuse et méthodologique qui vise à fournir des évidences claires sur une question précise. Nous avons opté pour revue systématique de la littérature pour la simple raison qu'elle permet de décrire de manière transparente toutes les démarches entreprises depuis la question de recherche jusqu'à la conclusion en utilisant une méthodologie très rigoureuse et reproductible basée sur un protocole où il est possible d'examiner et de critiquer les affirmations parfois contradictoires dans la littérature existante, mais surtout de contribuer à l'orientation de nouvelles politiques et à éclairer les prises de décisions.

Les deux prochains chapitres de cette étude seront organisés comme suit :

Pour le chapitre 3, la démarche méthodologique retenue est la revue de littérature systématique qui sera réalisée à partir des outils tels que Vosviewer, Scimat et Excel pour répondre aux questions spécifiques Q1 et Q2 ;

Pour le chapitre 4, c'est le questionnaire qui sera abordé pour répondre aux questions Q3 et Q4. Nous prendrons le soin d'analyser les résultats issus du sondage mené en ligne sur la plateforme Survey Monkey et effectuerons quelques analyses et tests à partir d'Excel ou de SPSS. Schématiquement, le tableau suivant présente l'organisation des deux prochains chapitres qui abordent à la fois les questions de recherche et les outils employés pour les traiter.

Tableau 1 : *Structure des chapitres*

Chapitres	Questions de recherche	Méthode suivie	Outils employés
Chapitre 3	Q1	Revue de la littérature systématique	Vosviewer
			Scimat
	Q2		Analyse statistique
Chapitre 4	Q3	Questionnaire	Excel
	Q4		SPSS

2.2.1 Encadrement éthique de la recherche

Il est très important et même nécessaire d'accorder une attention particulière aux impacts qu'un projet de recherche pourrait avoir sur ses participants. À ce propos Laplante (2005), estime que ce soit au chercheur qu'appartient la lourde responsabilité de veiller au respect du bien-être et aux droits des participants. Cela implique non seulement une communication claire sur les objectifs de la recherche et sur l'importance de leur participation, mais aussi l'anonymat permanent des participants, la préservation de leur dignité, une bonne garantie de la confidentialité et de la protection des données recueillies.

Dans le cadre de ce projet, les données et les informations recueillies sont conservées conformément aux normes de sécurité et de confidentialité de l'UQAR. De plus, un formulaire de consentement électronique (FICÉ) a été élaboré et soumis aux participants en même temps que le questionnaire en les spécifiant les objectifs, les modalités et les conditions de recherche. Cela a permis d'obtenir leur approbation pour répondre au sondage et fournir des données à exploiter exclusivement à des fins scientifiques. Ce projet de recherche a également été soumis au comité d'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'UQAR (C2-D32), qui l'a approuvé le 1er juin 2024 et un certificat d'éthique pour ce projet (2025-510) a été délivré à ce titre (voir annexe 2).

2.2.2 L'aperçu de l'analyse bibliométrique

Afin de dégager les principales tendances de la recherche sur les déterminants de la formalisation des petites entreprises informelles en contexte camerounais, nous allons recourir à une analyse bibliométrique. En effet, Donthu et al. (2021) la définissent comme étant un outil d'analyse quantitative couramment utilisé pour déceler les tendances émergentes d'un corpus de textes dans un domaine spécifique de la littérature existante en explorant sa structure intellectuelle. On recommande généralement ce genre d'analyse lorsque l'étude a une large portée et que l'ensemble des données sont trop volumineuses pour une analyse manuelle. Cette analyse a pour but de dresser une cartographie scientifique des

données provenant d'un corpus de documents préalablement établi. Selon Bardin (2013), cette analyse s'intéresse aux relations entre les différents éléments de la recherche bibliographique en mettant l'accent sur les cooccurrences, c'est-à-dire les présences simultanées de deux ou plusieurs éléments dans un même passage de texte (fragment de texte). Selon Mesa Fernández et al. (2022), la qualité et la réussite de notre analyse reposeront sur les sources utilisées pour créer la base de données, l'utilisation de mots-clés de recherche appropriés et les outils statistiques choisis pour faciliter l'analyse et la présentation des résultats.

L'analyse bibliométrique de notre étude s'appuiera sur les logiciels Vosviewer (Van Eck & Waltman, 2010) et Scimat (Cobo et al., 2012). Ces outils de cartographie aideront à visualiser les progrès de la recherche sur la transition des entreprises informelles vers les entreprises formelles et à repérer les principales tendances de recherche des dix dernières années. Scopus, Web of Science et ABI-INFORM sont les trois bases de données distinctes constituées pour extraire le corpus de textes nécessaire pour cette analyse.

2.2.3 Description des outils utilisés

Vosviewer est un logiciel spécialisé dans la création et l'exploration de cartes fondées sur des analyses des cooccurrences, des co-auteurs, des citations et des couplages bibliographiques (Arruda et al., 2022). Pour cette étude, cet outil sera employé pour analyser le corpus de revues scientifiques rassemblé. Grâce aux nombreuses fonctionnalités de ce logiciel, nous allons extraire des représentations en réseau générées de façon ordonnée en fonction de l'occurrence des mots, ainsi que la visualisation temporelle qui relie les différents groupes de termes aux dates de publications des articles concernés.

Scimat, pour sa part, est un logiciel conçu pour détecter les sous-structures contenues dans un domaine de recherche par le biais d'une analyse bibliométrique, plus précisément ici l'analyse des cooccurrences. Selon Cobo et al. (2012), cet outil offre la possibilité de créer des diagrammes stratégiques qui organisent les différents thèmes abordés dans le domaine

étudié et des cartes d'évolution pour illustrer l'évolution des thèmes au fil du temps. Un avantage clé de Scimat est la possibilité de subdiviser la période d'analyse à laquelle on s'intéresse. Pour cette analyse, les décennies concernées vont de 1993 à 2024 et seront divisées en trois sous-périodes comme suit : de 1993 à 2009, de 2010 à 2017, et de 2018 à 2024, afin de mettre en lumière les thèmes de la recherche explorés au fil du temps.

En ce qui concerne le diagramme stratégique, il répertorie dans un espace à deux dimensions chaque thème détecté pour une période donnée, en les classant en fonction de leur densité et de leur centralité. Pour Callon et al. (1991), la densité d'un agrégat reflète sa cohérence et son intégration dans les problèmes de recherche liés au domaine étudié. La centralité de son côté évalue le degré d'interaction d'un agrégat avec les autres. Un agrégat (cluster) qui entretient de nombreux liens forts avec les autres verra sa centralité s'élever, signifiant son importance fondamentale pour la communauté scientifique. On identifie ainsi quatre types d'agrégats au diagramme stratégique : les thèmes moteurs de la recherche (Quadrant 1) sont des thèmes qui combinent une forte densité et une forte centralité, les thèmes de base et transversaux avec un potentiel de centralité (Quadrant 2) se distinguent par une centralité élevée, les thèmes émergents ou en déclin (Quadrant 3) qui possèdent à la fois une faible densité et une faible centralité et les thèmes bien développés et spécialisés, mais à faible présence (Quadrant 4) qui montrent une forte densité. Le schéma de synthèse ci-dessous illustre bien le diagramme stratégique.

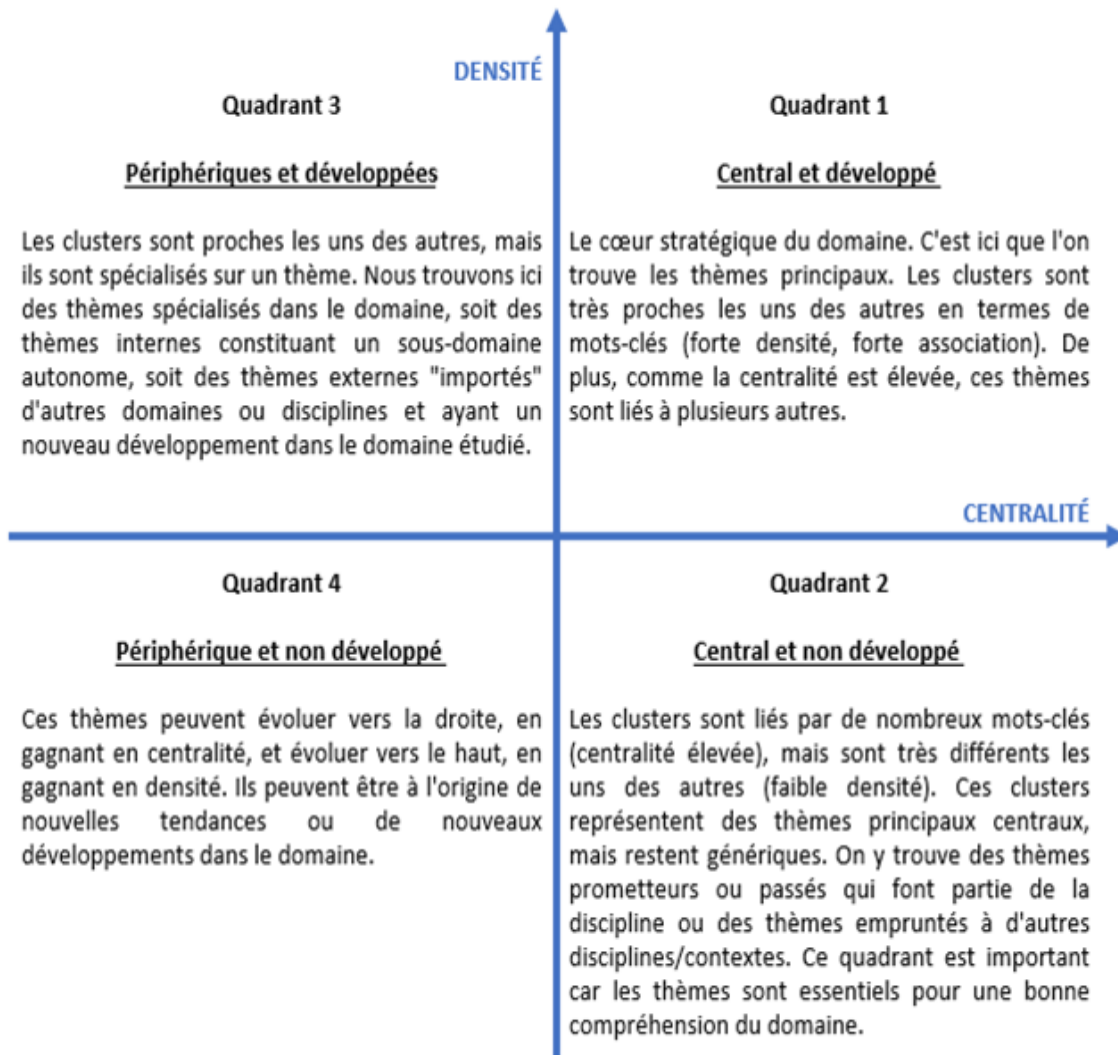


Figure 2. *Interprétation du diagramme stratégique*

CHAPITRE 3

RECUEIL DES ARTICLES, ANALYSE ET RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous nous intéressons à l'ensemble des études qui ont été réalisées au sujet des facteurs qui peuvent favoriser ou alors entraver un projet de transition d'entreprise informelle en entreprise formelle de façon général. Cela étant dit, il s'agira d'apporter, comme annoncé dans le précédent chapitre, des réponses aux questions spécifiques de recherche Q1 et Q2, puis de décrire les différents facteurs présentés dans la littérature comme facilitant ou entravant la formalisation des entreprises exerçant dans l'informel. Plus précisément, le chapitre se contentera d'exposer en particulier l'ensemble des conclusions issues des différentes analyses réalisées lors de cette recherche documentaire.

3.1 ANALYSE BIBLIOMÉTRIQUE

Le résultat d'une analyse bibliométrique peut être généralement influencé par la combinaison des mots-clés utilisés pour interroger les bases de données. Dans le cadre de cette recherche, il s'agit de trois bases de données qui sont concernées, à savoir Scopus, Web of science et ABI-Inform. D'après les chercheurs Wang et al. (2012), ce processus désigne « l'effet d'indexation ». C'est-à-dire cette démarche qui consiste à analyser et classer le contenu d'une base de données en utilisant des indexeurs automatiques. Il peut toutefois arriver que ces indexeurs soient parfois trop généraux et incohérents, ce qui entraîne des résultats de recherche imprécis ou même non concluants (Hahm et al., 2013). Nous avons

donc choisi pour cette étude de nous concentrer sur les mots-clés des auteurs, les titres et les résumés des documents afin de mieux décrire leur contenu.

Étant donné que cette recherche traite de la formalisation des entreprises informelles en entreprises formelles ou encore de la transition des entreprises informelles vers des entreprises formelles, les termes clés utilisés pour décrire ce champ d'études sont les suivants :

- Nous avons opté pour une approche globale des expressions (« transition d'entreprises informelles », « entreprises informelles », « entreprises formelles », « formalisation des entreprises ») afin de mieux expliquer chaque aspect du champ d'études concerné par le processus dans les documents de recherche.
- S'agissant du contexte camerounais, nous avons choisi des termes clés comme : « Cameroun », « Afrique subsaharienne » dans le but de restreindre les documents aux contextes géographiques appropriés.

Finalement, nous nous sommes appuyés sur le plan concept que nous avons préalablement conçu à partir des expressions ci-dessus et avons par la suite employé les connecteurs logiques AND, OR, et NOT pour interroger les trois bases de données mentionnées précédemment. Ces trois bases de données ont utilisé la même requête finale suivante :

("informal business" OR "informal economy" OR "informal enterprise" AND transition OR formalisation OR formalization AND determinant* OR obstacle*)

L'interrogation des bases de données SCOPUS, WEB OF SCIENCE et ABI-INFORM lorsque nous nous intéressons uniquement aux publications sous forme d'articles a fourni les résultats préliminaires suivants : 96 résultats au total, répartis en raison de 24 articles de SCOPUS, 30 articles de WEB OF SCIENCE et 42 articles de ABI-INFORM.

Le corpus des documents requis pour l'analyse a été constitué après avoir interrogé nos trois bases de données. Dans l'ordre suivant, nous avons interrogé les bases Scopus, Web

of science et ABI-INFORM ; ensuite, nous avons trié les résultats en fonction des critères mentionnés dans le tableau 1. Après avoir exclu ou éliminé les doublons, nous avons obtenu cette fois-ci un total de 71 articles pertinents repartis de la manière suivante : 16 résultats de Scopus, 20 de Web of science et 35 de ABI-INFORM.

Tableau 2 *Filtres de recherche appliqués pour la sélection des documents des différentes bases de données*

Filtres appliqués	Description des filtres
Thématique	Inclusion des articles traitant spécifiquement de la transition ou de la formalisation d'entreprises informelles
Langue	Prise en compte des documents uniquement rédigés en anglais ou en français
Type de document	Seules les publications d'articles sont retenues pour l'étude
Période de publication	Inclure les articles publiés au cours des trois dernières décennies
Accessibilité	Prise en compte des documents accessibles en texte intégral
Doublons	Exclusion des documents en double pour garantir l'analyse unique de chaque source et ainsi éviter les répétitions
Références anonymes	Exclure les documents sans source identifiable ou sans auteur
Publication non scientifique	Exclure les blogues, les articles d'opinion et de presse non académiques

On peut également observer les éléments suivants en nous référant à l'ensemble de nos bases de données consignées dans End Note :

- Entre 1997 et 2007, il y a vraiment eu peu de publications sur la transition des entreprises informelles, témoignant d'un premier éclairage sur le sujet.
- Ce n'est qu'à partir de 2008 jusqu'à 2017 qu'on a eu le soupçon d'un deuxième éveil des auteurs sur le sujet. Mais il n'en est effectivement rien, car cette période n'est pas totalement

différente de la précédente, avec légèrement un peu plus de publications qui traitent de la thématique de recherche.

- C'est effectivement à partir de 2018 jusqu'en 2024 que nous avons pu avoir une hausse du nombre de publications scientifiques sur cette thématique.

Ces éléments mettent en évidence l'intérêt grandissant de la recherche sur le sujet et sur l'enthousiasme observé au cours de cette dernière décennie sur cette thématique.

Le tableau 3 nous montre les résultats obtenus de manière incrémentale pour chaque base de données après l'application des divers critères de sélection. Finalement, notre corpus de documents, faisant office de base pour les prochaines analyses, sera composé de 71 articles scientifiques.

Tableau 3 *Résultats de la recherche documentaire sur l'ensemble des trois bases de données explorées*

Filtres appliqués	Scopus	Web of science	ABI-INFORM
Recherches initiales	24	30	42
Filtres	0	0	0
Langue anglaise	24	30	42
Articles libres d'accès	21	28	39
Doublons	5	8	4
Résultat final	16	20	35
Total article	71		

Une fois notre base de données constituée, il nous faut à présent trier les mots semblables dans celle-ci. Par se procéder, on renforce la présence des expressions concernées en éliminant les doublons en ce qui concerne leur orthographe ou leur sens. Le tableau 3 ci-dessous présente bien les termes similaires.

Tableau 4 *Traitement des expressions semblables*

Expressions semblables	Expressions conservées
Transition from informal enterprises to formality / transition from informal enterprises / formalization of informal enterprises	Formalization of informal enterprises
Transition to formality/economic transition	Transition to formality
Informal enterprises / informal sector	Informal enterprises
Obstacles to formalization / obstacles to formalization	Obstacles to formalization
Improved access to finance/access to finance	access to finance
Formalization costs/ Formalization expenses	Formalization costs
Training on formalization/training programs	Training programs
Cultural and psychological barriers/cultural and mental barriers/cultural and cognitive barriers	cultural and cognitive barriers
Employment dynamics / Labour market	Employment dynamics
Legal framework/legal context/ Legal and legal environment	Legal and legal environment
Inefficient bureaucracy / complexity of administrative procedures	Complexity of administrative procedures
Political atmosphere/ political climate / political environment	Political climate
Tax incentives / tax benefits	Tax incentives
Tax barriers /tax obstacles/fiscal constraints	Tax obstacles
Organizational failures/institutional dysfunctions/institutional problems	Institutional problems
Cameroon/ Cameroonian/ Cameroonian	Cameroon

Grâce à cette première analyse, nous avons pu organiser l'ensemble des énoncés écrits ou conservés en vue d'effectuer leur analyse linguistique et ensuite d'apprêter le terrain pour les analyses plus approfondies à l'aide des logiciels de traitement bibliométrique tels que Vosviewer et Scimat.

Cela nous a permis de mieux cerner les facteurs présentés au fil du temps par les chercheurs comme facilitant ou entravant la formalisation des entreprises informelles en général et d'en vérifier l'importance relative des facteurs repérés par la suite dans le contexte camerounais.

3.2 RÉSULTATS ET DISCUSSION

Seront traités dans cette section, les résultats des diverses analyses et discussions en rapport avec les interrogations initialement formulées afin d'atteindre les objectifs de cette étude.

3.2.1 Analyse VOSVIEWER

À travers l'analyse des cooccurrences des mots-clés sur le logiciel Vosviewer, nous avons pu ressortir la visualisation des réseaux présentés dans les figures 3 à 9. Le seuil d'occurrence retenu pour élaborer les cartes lors de cette analyse a été établi à 3, ce qui implique qu'un mot ou un groupe de mots-clés ne sera considéré que s'il apparaît au moins 3 fois dans toute la base de données. Pour ce seuil, le logiciel a repéré, sur l'ensemble des 587 mots-clés que contient la base de données, 70 mots-clés qui ont une fréquence d'apparition d'au moins 3 fois et 5 clusters ou groupes. Nous avons pris le soin au cours de l'analyse de supprimer les expressions jugées superflues et de nous concentrer sur le reste afin d'élaborer les graphiques. Il s'agit entre autres des mots-clés formulés sous forme de « codes » ou de « chiffres » et des termes comme « article », « transition d'entreprises informelles » ou ceux désignant des pays comme le « Cameroun » par exemple.

Le réseau formé par les 70 mots-clés identifiés par le logiciel Vosviewer est présenté dans la figure 3. Celle-ci met en lumière la présence des 5 clusters ci-dessous :

- Le graphe 4 illustré par le cluster 1 (en rouge) comprend 17 mots-clés qui se concentrent beaucoup plus sur les problèmes liés à « l'emploi ». Ce mot-clé est le plus représentatif du groupe avec 24 comme nombre d'occurrences d'apparition et une force totale de liaison chiffrée à 187.

- Le cluster 2 représenté (en jaune) par la figure 5 est constitué de 16 mots-clés abordant globalement « l'économie informelle ». Il s'agit du mot-clé le plus développé du groupe et de toute l'analyse avec un nombre d'occurrences chiffré à 57 et une force totale de liaison établie à 365.

- Dans la figure 6, le cluster 3 (en vert) est composé de 14 mots-clés qui traitent majoritairement les sujets liés aux « économies en transition ». La force totale de liaison de ce mot-clé est de 164 pour 17 occurrences.

- Le cluster 4 présenté (en bleu) dans la figure 7 comprend 13 mots-clés qui tournent autour de « l'entrepreneuriat ». Il compte 14 occurrences pour une force totale de liaison de 102.

- Dans le graphique 8, on peut observer que le cluster 5 (en gris) comporte 10 mots-clés qui s'intéressent aux facteurs sociaux à l'instar du « chômage » qui est présent 6 fois avec une force de liaison de 45.

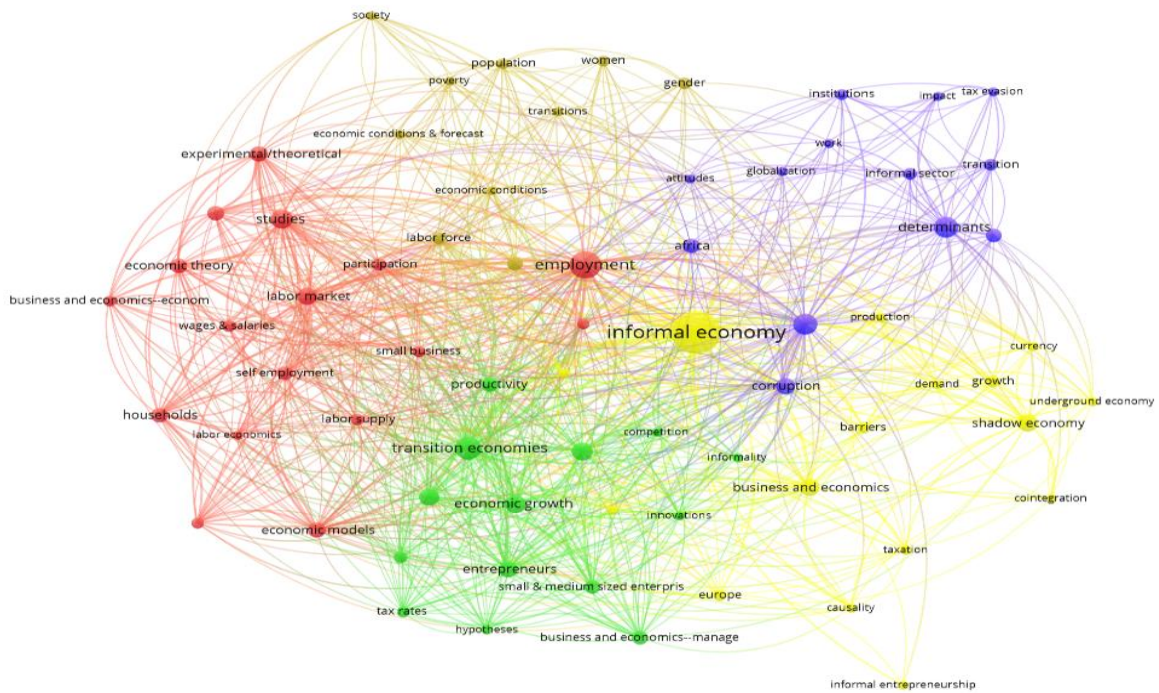


Figure 3. *Network Visualization*

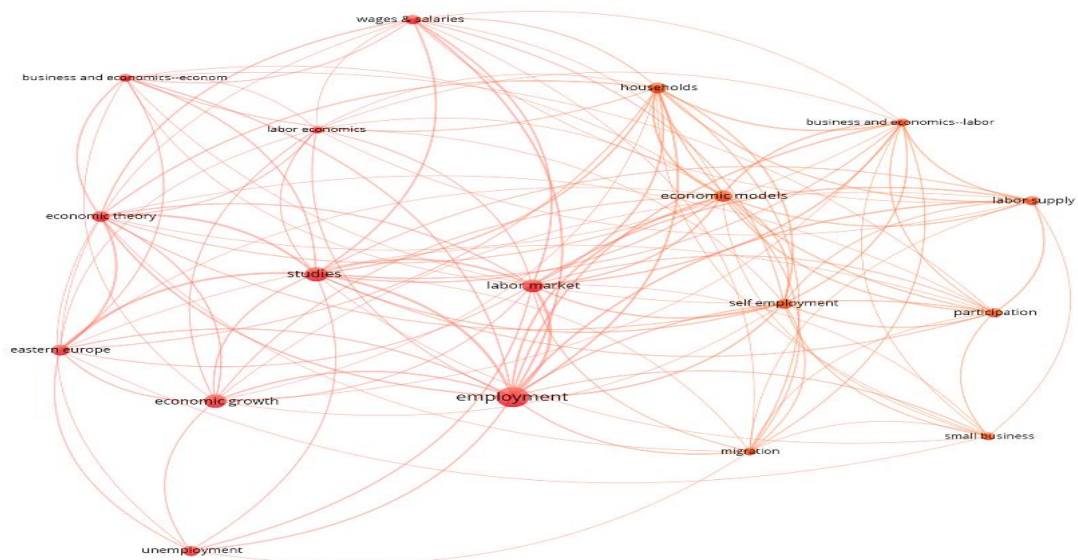


Figure 4. *Visualisation du cluster 1*

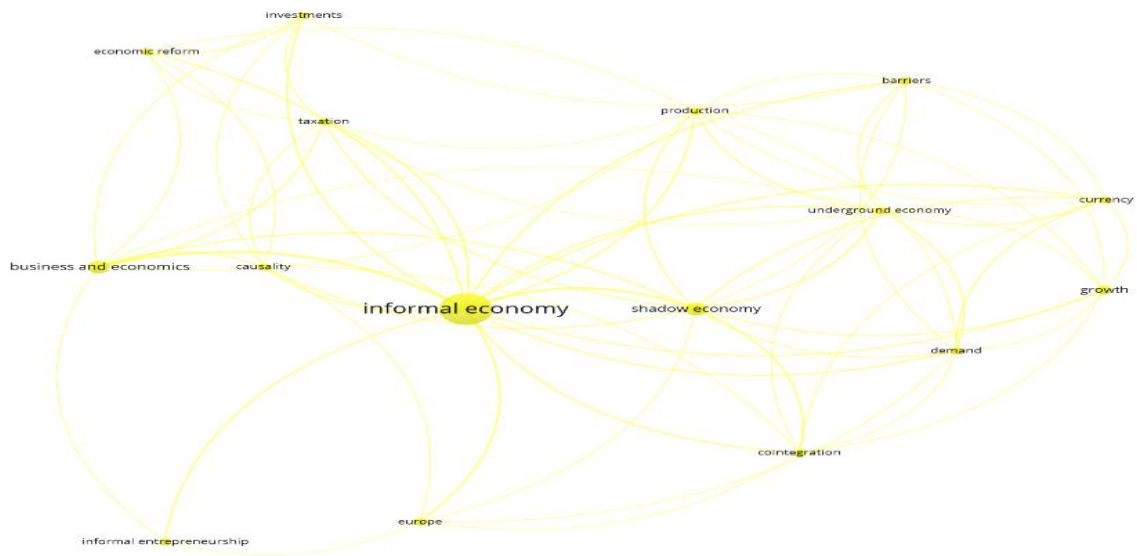


Figure 5. *Visualisation du cluster 2*

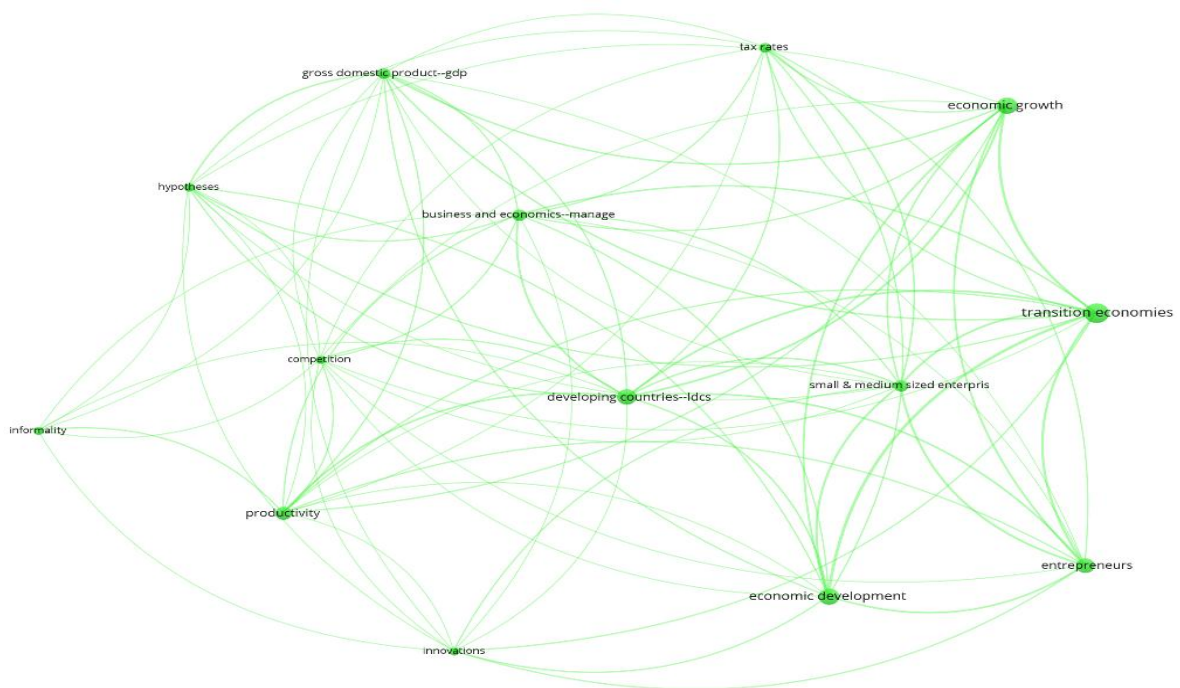


Figure 6. *Visualisation du cluster 3*

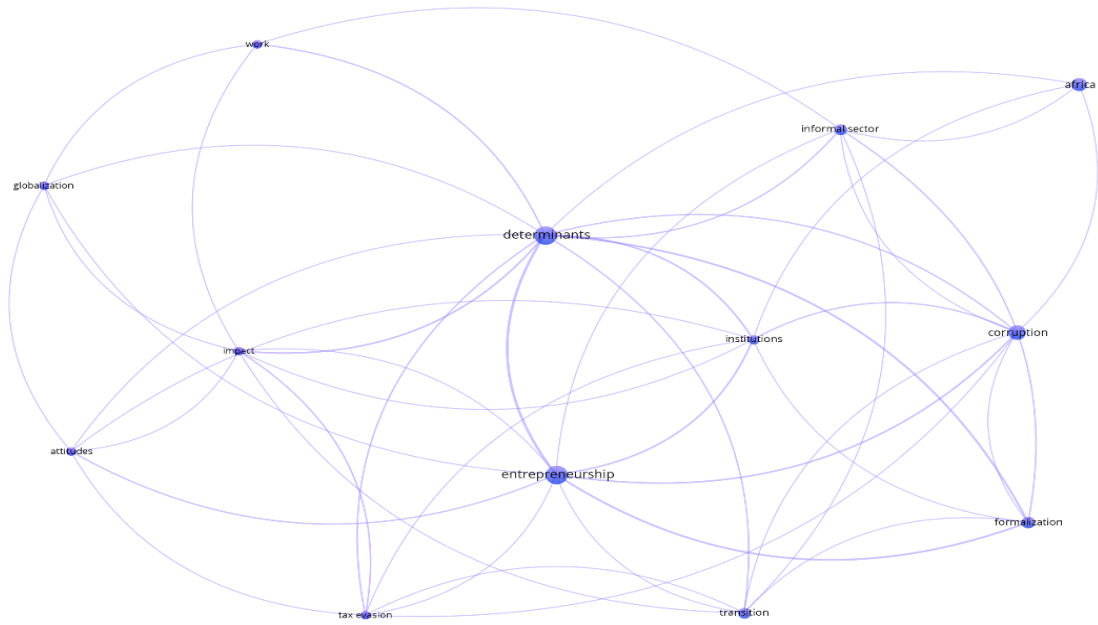


Figure 7. *Visualisation du cluster 4*

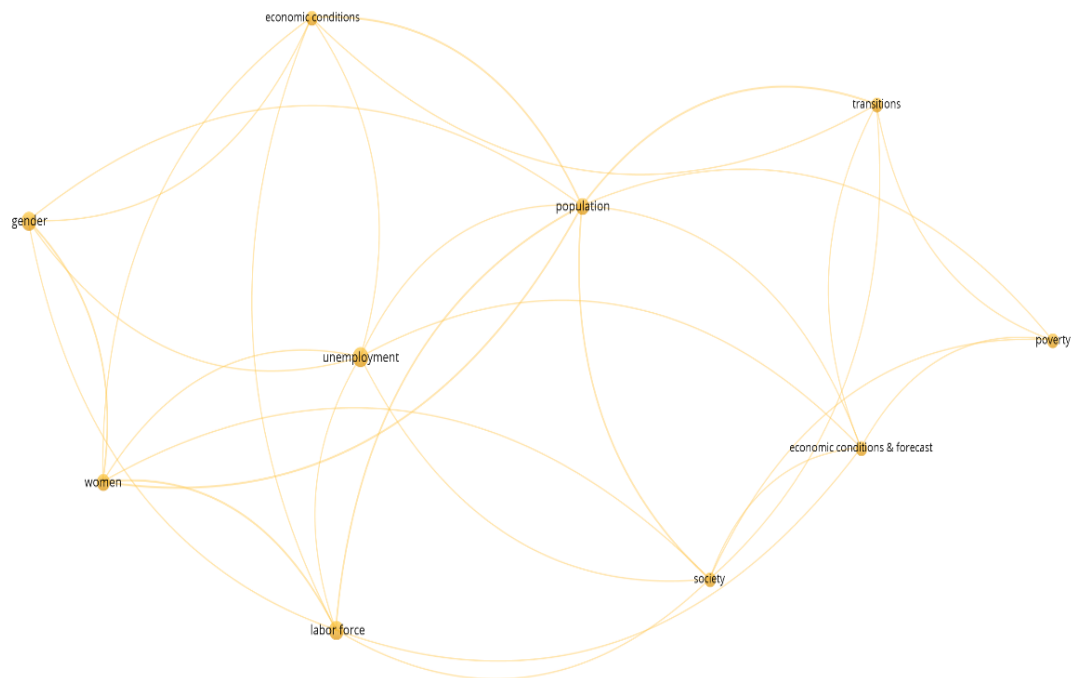


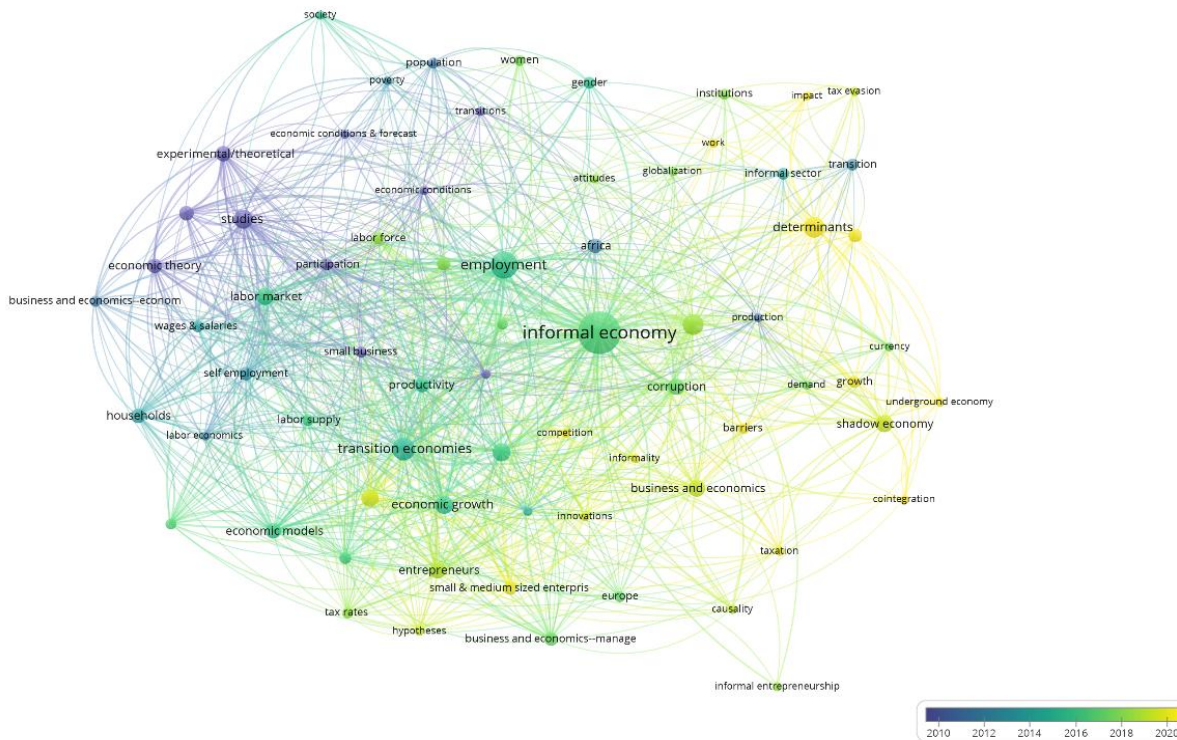
Figure 8. *Visualisation du cluster 5*

Les autres concepts suivants sont également représentatifs et peuvent être mis en relation avec la transition des entreprises informelles :

- Shadow Economy / Économie souterraine
- Business and economies / Entreprises et économies
- Labor market / Marché du travail
- Economic growth / Croissance économique
- Economic development / Développement économique
- Studies / Études
- Developing countries / Pays en développement

La figure 9 illustre parfaitement l'émergence ou l'apparition des mots-clés au fil du temps. Contrairement à la figure 4 ci-dessus qui montre les mots-clés selon leurs occurrences, ce graphique utilise plutôt la couleur d'un mot-clé pour présenter la période où il est le plus mentionné. En d'autres termes, il permet d'observer à la fois les mots-clés émergents, mais aussi les anciens. La période généralement retenue par Vosviewer pour présenter l'évolution des mots-clés au fil du temps est de 10 ans. Elle l'a établi de 2010 à 2020 pour le cas de cette analyse. Les expressions essentielles (anciennes et nouvelles) que l'on peut prendre en compte pour cette figure sont les suivantes :

- Entre (2010 et 2014), on peut considérer les termes comme studies, economic theory, self employment ou small business ;
- De (2014 à 2018), on observe qu'en même des termes moins récents comme informal economy, employment, economic models, productivity, labor market ou encore corruption ;
- Les termes plus récents de (2018 à 2020) : entrepreneurs, developing countries, formalization, informality, competition, barriers, small & medium sized enterprise ou encore taxation ;

Figure 9. *Overlay Visualization*

Aux vues de ce qui précède, on peut ainsi affirmer que la recherche au sujet de la transition des entreprises informelles en entreprises formelles, en particulier au Cameroun, est une thématique en plein essor, avec des études qui se positionnent davantage sur les aides financières et sociales, l'accès aux informations, les sensibilisations et les encouragements, mais surtout des facteurs sociaux. De l'autre côté, nous avons des défis persistants dans le domaine comme les problèmes institutionnels associés à l'environnement juridique et légal, les contraintes liées aux finances aux infrastructures et aux ressources, mais surtout les obstacles liés aux contraintes fiscales, réglementaires et administratives.

3.2.2 Analyse statistique des articles recueillis

Cette analyse a été réalisée afin de répondre aux questions de recherche. L'analyse statistique a été effectuée sur la même sélection de documents scientifiques que celle utilisée pour l'analyse bibliométrique.

L'objectif de cette étude est de caractériser plus précisément les facteurs qui favorisent ou entravent la transition des entreprises informelles vers des entreprises formelles en contexte camerounais. Ce mémoire se concentre donc sur les documents spécifiant les variables et conditions liées à cette transition. Ainsi, il est possible de caractériser quels facteurs sont les plus étudiés par les chercheurs, lesquels sont les plus influents ou importants, et dans quelles conditions ces facteurs sont les plus significatifs pour promouvoir ou entraver cette transition.

Afin de mener une analyse approfondie de ces facteurs, nous avons conçu un tableau récapitulatif qui se base sur les principales catégories de facteurs identifiées dans la littérature existante que nous avons nommée « grandes familles de facteurs ». Ce tableau répertorie ces facteurs et permet de mesurer et de visualiser l'importance relative de chaque facteur en se basant sur leur fréquence d'occurrence, facilitant ainsi une meilleure compréhension de l'ensemble de ces facteurs.

Il est toujours question dans cette section de répondre aux questions spécifiques concernant les facteurs facilitant ou entravant la transition des entreprises informelles vers des entreprises formelles dans le contexte particulier du Cameroun. Dans l'ensemble, sur les 71 articles retenus dans End Note, après filtrage rigoureux des 96 publications sur le sujet, 161 facteurs au total ont été identifiés et repartis entre 14 grandes familles de facteurs avec leur fréquence d'apparition comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Tableau 5 *Grandes catégories ou familles de facteurs*

Catégories de facteurs facilitant ou entravant la formalisation d'entreprises	TOTAL
L'accès à l'information	3
Les pressions du marché et la concurrence	10
Les contraintes financières	17
Les facteurs sociaux	24
Le soutien financier et social	19
Les problèmes institutionnels	24
Les obstacles fiscaux	8
La sensibilisation et l'incitation	4
Les obstacles culturels et cognitifs	2
Les contraintes réglementaires et administratives	14
Les infrastructures et les ressources	3
Les politiques macroéconomiques et sociales	4
Le climat politique	20
L'environnement légal et juridique	9

Les données consignées dans ce tableau ont permis de générer l'histogramme groupé des grandes familles de facteurs ci-dessous en figure 10.

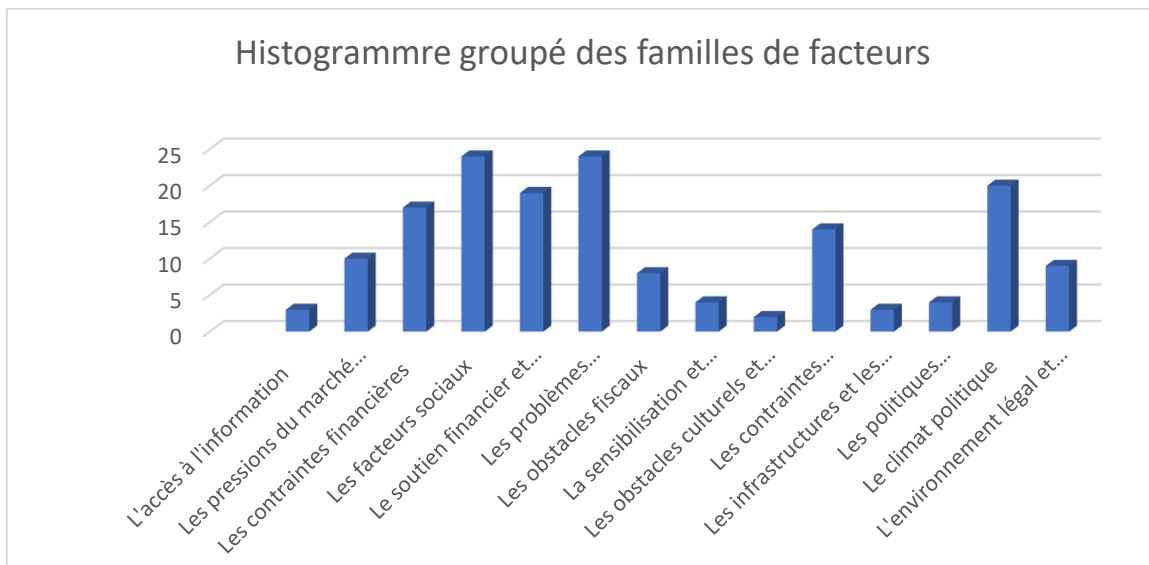


Figure 10. *Histogramme des catégories de facteurs*

Selon les informations qui ressortent des figures 1 à 10, les principaux obstacles à la mise en place de la formalisation des entreprises informelles semblent être les problèmes institutionnels, les facteurs sociaux comme le chômage, le climat politique qui prévaut, les contraintes financières et le soutien financier et social. Ces facteurs sont fréquemment mentionnés dans la littérature, ce qui fait d'eux des éléments clés pour la transition des entreprises informelles.

De manière détaillée, les facteurs sociaux et les problèmes institutionnels sont en tête avec 24 occurrences chacun, ce qui témoigne de l'importance de ces conditions dans la transition vers la formalité. Par exemple, les réseaux sociaux et les perceptions sociales de la formalisation sont des éléments importants sur lesquels il s'appuie pour inciter les entreprises qui veulent se réglementer. De la même manière, bien que les politiques publiques et le soutien gouvernemental soient cruciaux, ils peuvent aussi représenter des obstacles, surtout lorsqu'ils ne sont pas alignés correctement avec les réalités et les capacités des entreprises informelles.

Le climat politique se classe en deuxième position avec 20 occurrences, ce qui met en évidence l'influence du contexte politique sur la volonté des entreprises informelles de se formaliser. Le soutien financier et social et les contraintes financières suivent de près, avec respectivement 19 et 17 occurrences chacun, ce qui révèle l'importance des aides sociales et de l'accès aux financements pour la procédure de formalisation.

Parmi les autres catégories de facteurs, on retrouve les restrictions réglementaires et administratives, les pressions du marché et de la concurrence, ainsi que l'environnement juridique et légal avec 14, 10 et 9 occurrences pour ne citer que ceux-ci. Ces derniers permettent de bien cerner les dynamiques et les obstacles auxquels les entreprises font face lors de leur processus de formalisation.

L'étude réalisée à l'aide de Vosviewer et Excel s'est basée sur la cooccurrence des mots-clés et a permis de relever dans la littérature existante non seulement les facteurs les plus importants, mais aussi des tendances générales et persistantes de ces facteurs au fil du temps.

Toutefois, afin d’approfondir les analyses et de mettre en lumière les orientations des travaux récents, nous avons jugé opportun de compléter cette étude en y ajoutant une autre analyse à partir du logiciel Scimat.

3.2.3 Analyse SCIMAT

L’analyse avec le logiciel Scimat nous permet d’approfondir l’étude des cooccurrences de mots-clés de notre base de données. À l’aide de Scimat, nous avons pu configurer une analyse basée sur les mots, avec un réseau de cooccurrence et un indice d’équivalence pour la normalisation. Les centres simples sont utilisés comme algorithme des clusters ou de groupage, avec des tailles maximales et minimales des clusters définies respectivement à 9 et 3. L’indice d’inclusion et l’indice de Jaccard ont été employés pour mesurer et évaluer l’évolution des thèmes. Les données ont été réduites en limitant la fréquence minimale d’apparition des éléments à 2. Les résultats de l’analyse sont exposés de manière longitudinale comportant des « overlapping map » et des « evolution map », ainsi que des périodes définies allant de 1993 à 2024. Les illustrations graphiques ci-dessous permettent non seulement de voir comment les thèmes et les clusters ont évolué au fil du temps, mais aussi ce d’avoir une vision détaillée et dynamique de la formalisation des entreprises informelles.

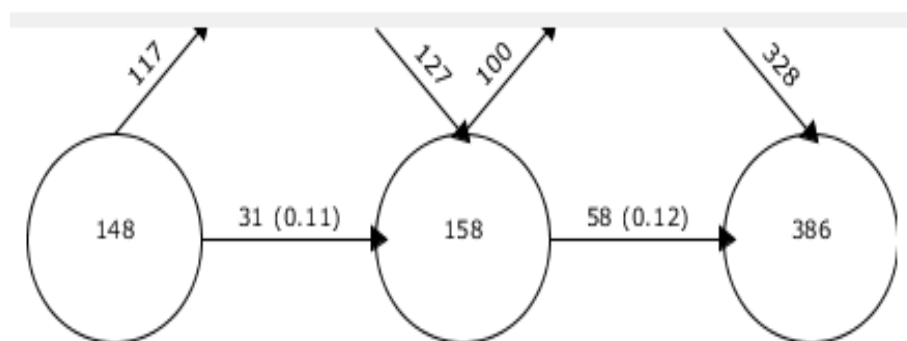


Figure 11. *Overlapping map*

La figure 11 ci-dessus illustre les évolutions de la thématique à travers 3 différentes périodes. Chaque période et le nombre d'agrégats associés sont représentés par des cercles, tandis que les flèches montrent le flux des mots-clés d'une période à l'autre. Au cours de la première période (1993-2009), on peut identifier 3 thèmes pour un total de 148 mots-clés, avec 117 mots-clés propres à cette période. La seconde période (2010-2017), qui comporte 158 termes regroupés en un seul thème, est composée de 31 mots-clés provenant de la première période et de 127 nouveaux mots-clés. De plus, 100 de ces termes sont spécifiques à cette deuxième période, tandis que 58 sont conservés dans la troisième période (2018-2024). La dernière période compte 386 mots-clés, dont 328 nouveaux. Le chiffre entre parenthèses indique le taux de similitude entre les périodes concernées.

3.2.3.1 Résultats de la période 1993-2009

Les thèmes « INFORMAL-ECONOMY » et « ECONOMIC-DEVELOPMENT » sont les plus denses et les plus centraux de cette sous-période, avec respectivement 129.66 et 100 pour la densité puis 47.89 et 6.67 pour la centralité. L'économie informelle est un vecteur d'intérêt, puisqu'elle représente un obstacle majeur à la formalisation des entreprises informelles. L'intérêt manifeste et croissant des chercheurs pour le développement économique, c'est aussi fait ressenti avec des recherches qui gravitent autour des analyses portant sur les économies de marché, les théories économiques, les petits business, les études et la croissance économique pour favoriser la transition comme l'illustre les figures 12 et 13 ci-dessous.

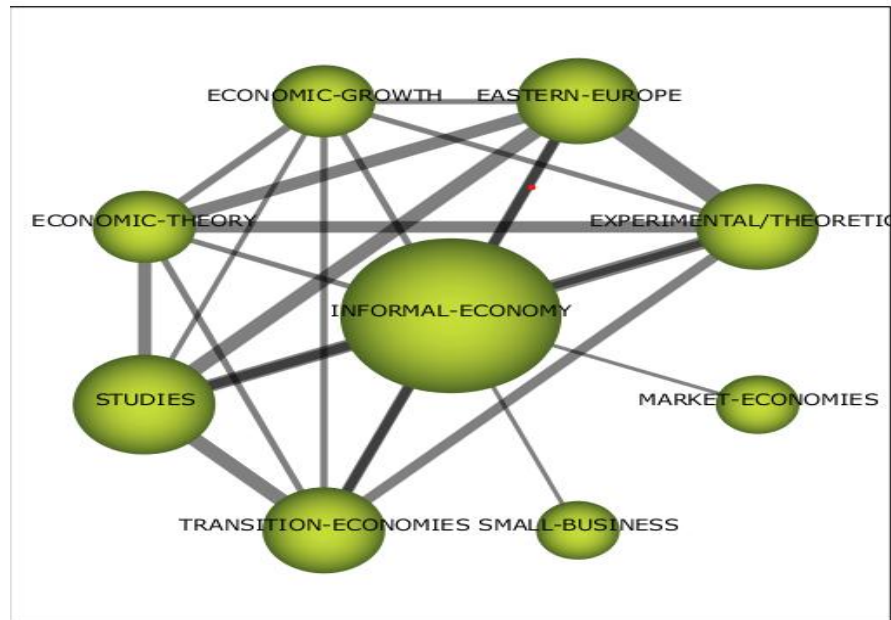


Figure 12. *Visualization INFORMAL-ECONOMY*

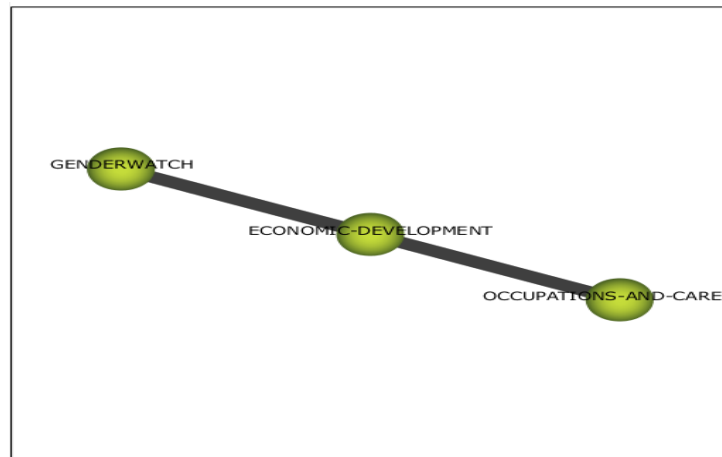


Figure 13. *Visualization ECONOMIC-DEVELOPMENT*

3.2.3.2 Résultats de la période 2010-2017

Cette sous-période repose sur un seul thème central « employment », avec une densité chiffrée à 127,25 et une centralité de 30,47. Cela démontre le fort intérêt des chercheurs à examiner l'importance de l'emploi et les mécanismes à appliquer pour encourager le passage vers des emplois formels. La figure 14 ci-dessous montre l'intérêt croissant des auteurs pour des sujets comme entre autres le marché du travail, les théories économiques, les études ou encore l'auto-emploi.

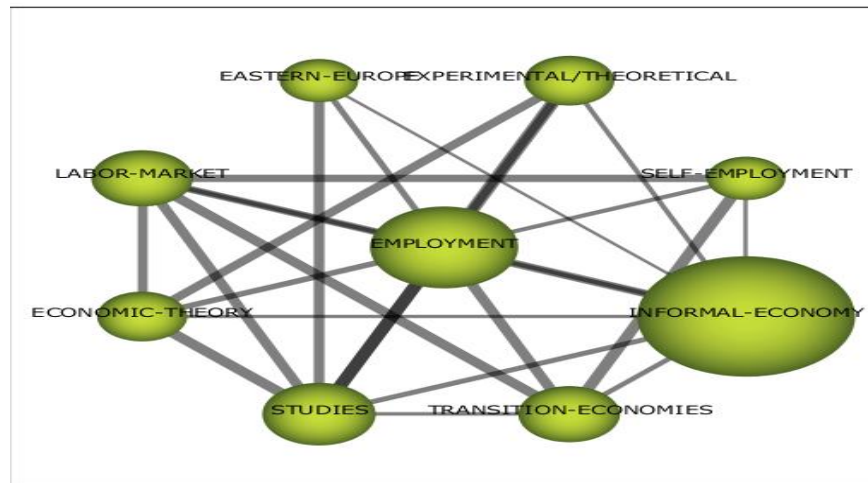


Figure 14. *Cluster visualization EMPLOYMENT*

3.2.3.3 Résultats de la période 2018-2024

C'est à cette troisième et dernière période caractérisée par la forte centralité des agrégats « Informal-Economy », « Productivity » et « Determinants » que l'on assiste à l'apparition et à l'émergence de nombreux thèmes importants comme économie souterraine, entrepreneuriat, emploi, économies en transition, pays en développement, modèles économiques, main-d'œuvre et marché du travail. Cette forte centralité démontre que ces thématiques de recherche deviennent de plus en plus importantes pour l'éducation et la sensibilisation des entreprises ou des entrepreneurs informels. Par ailleurs, on observe que le thème économie informelle est passé de la période 1 (1993-2009) à la période 3 (2018-2024),

il est donc susceptible de demeurer un thème central encore pour les prochaines années. Les figures 15 ; 16 et 17 suivantes illustrent bien les évolutions de cette dernière période.

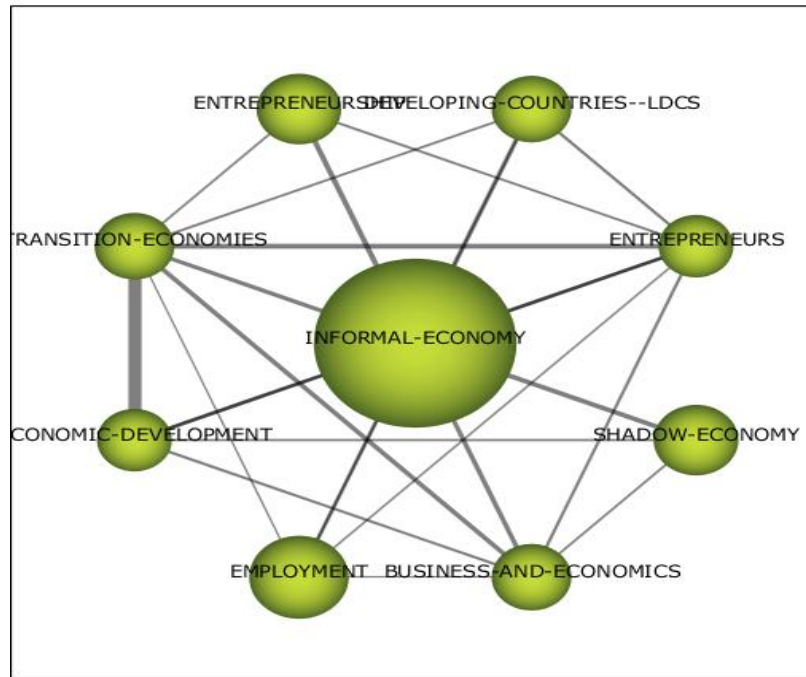


Figure 15. *Visualization INFORMAL-ECONOMY*



Figure 16. *Visualization PRODUCTIVITY*

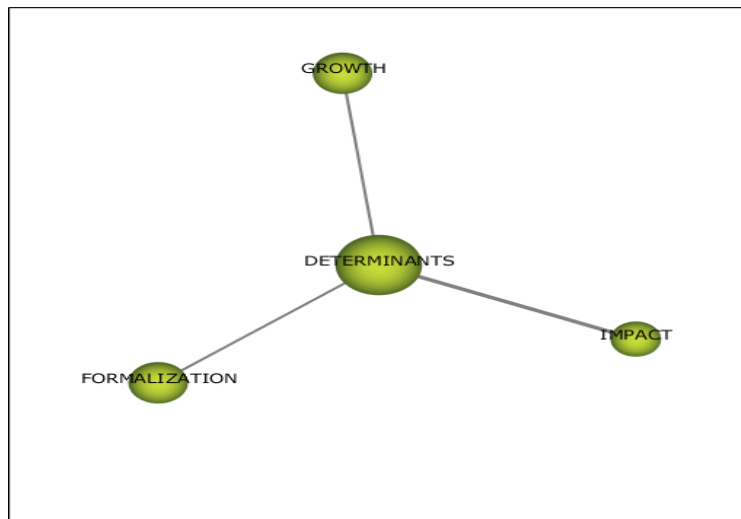


Figure 17. *Visualization DETERMINANTS*

Les diagrammes stratégiques issus de l'analyse de ces trois périodes sont représentés dans les figures 18 ; 19 et 20 suivantes :

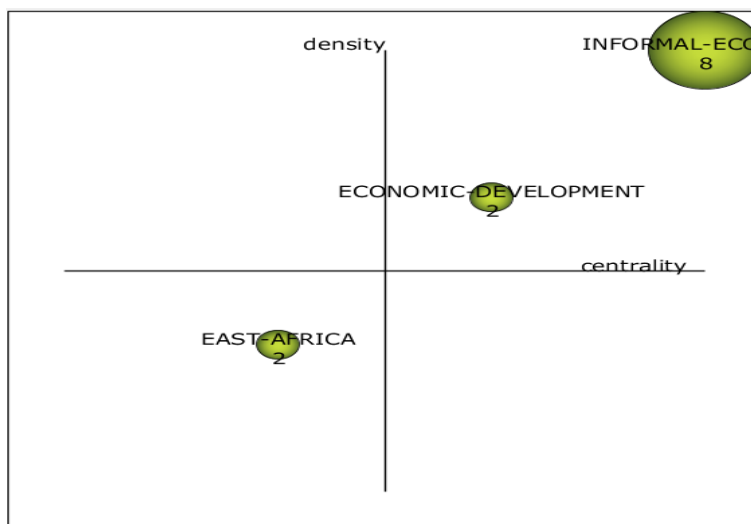


Figure 18. *Diagramme stratégique 1993-2009*

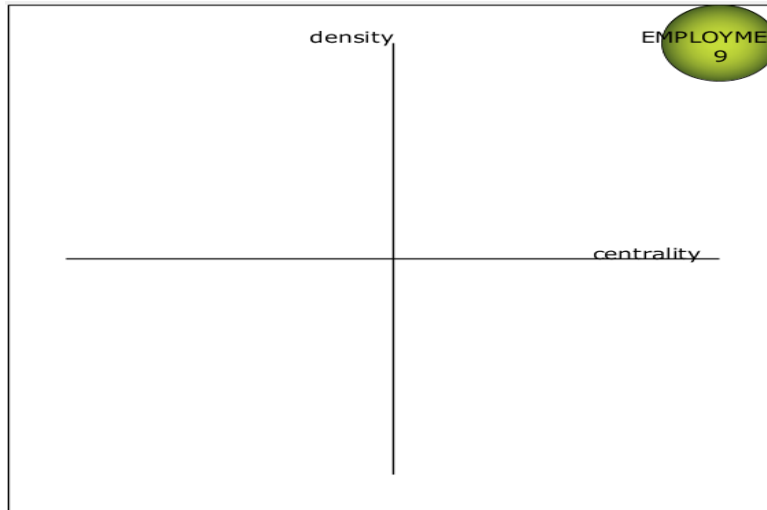


Figure 19. *Diagramme stratégique 2010-2017*

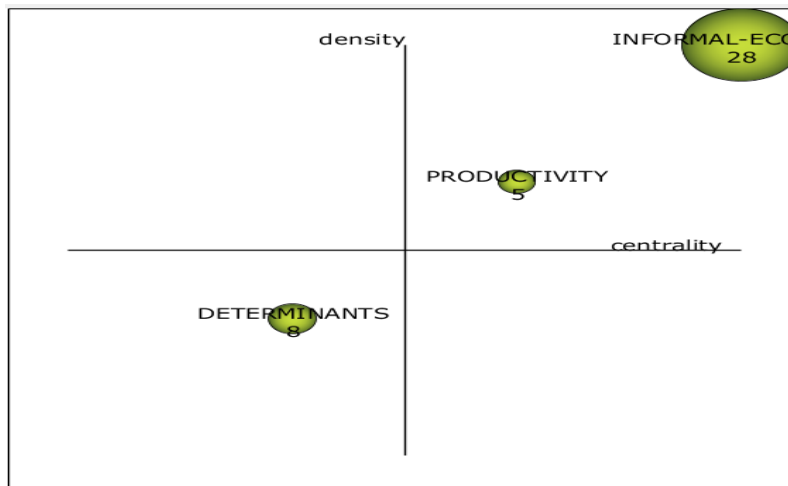


Figure 20. *Diagramme stratégique 2018-2024*

Ces diagrammes stratégiques nous ont permis de suivre l'évolution des principaux thèmes abordés par les chercheurs au cours des trois périodes. On peut retenir que les thèmes centraux de la recherche sur la transition des entreprises informelles vers des entreprises formelles tournent autour de l'économie informelle à la première période avec 8 documents traités, de l'emploi à la deuxième période avec 9 documents traités, et une fois de plus de

l'économie informelle à la troisième période avec 28 documents traités jusqu'à présent. Toutefois, on constate que les sujets les plus intéressants traités au cours de ces dernières années de recherche concernent principalement l'économie informelle, la productivité et les déterminants de la formalisation. (cf. diagramme stratégique 2018-2024 ci-dessus).

Les résultats obtenus à travers cette analyse Scimat viennent renforcer ceux obtenus grâce à l'analyse de Vosviewer. Les principales difficultés pour la transition des entreprises informelles sont presque toutes identiques. Et en examinant attentivement les différents groupes repérés par Scimat, on constate que les chercheurs ont également abordé des sujets tels que Economic growth, Economic development, studies, productivity, déterminants et informal economy.

En somme, ces analyses montrent que les facteurs sociaux, les problèmes institutionnels, le climat politique et le soutien financier et social sont les plus déterminants pour la formalisation des entreprises informelles. Grâce à ces résultats, il est possible de cibler des mesures particulières afin d'améliorer le processus de formalisation et de favoriser le développement des entreprises étant dans cette situation.

3.3 SYNTHÈSE DU CHAPITRE 3

L'objectif principal de ce chapitre était d'examiner les tendances dominantes des facteurs qui soutiennent ou entravent la transition des entreprises informelles vers des entreprises formelles. Nous avons pu repérer les principaux facteurs influents à travers une analyse bibliométrique approfondie et des outils statistiques tels que Vosviewer, Excel et Scimat, afin d'analyser leur fréquence d'apparition dans la littérature et d'évaluer leur importance relative. Pour mener à bien ces analyses et rester cohérent, nous avons opté rechercher ces facteurs les plus déterminants en tenant compte des réalités et des différents poids que peuvent avoir ces derniers sur le développement économique et social d'un pays.

Selon les résultats obtenus, les principaux défis à la formalisation des entreprises informelles sont les difficultés institutionnelles, les facteurs sociaux tels que le chômage, le contexte politique, les contraintes financières ainsi que le soutien financier et social. Dans ce contexte, les facteurs sociaux comme le chômage par exemple et les difficultés institutionnelles sont les principaux obstacles à la formalisation qui ont été repérés avec 24 occurrences chacun, ce qui démontre l'importance de ces exigences dans la transition vers la formalité. Le contexte politique suit avec 20 occurrences, ce qui souligne l'influence du climat politique. L'importance des aides sociales et de l'accès aux financements pour la formalisation est également mise en évidence avec respectivement 19 et 17 occurrences.

Au cours de la dernière décennie, nous avons aussi pu constater plusieurs bénéfices, notamment une croissance significative de la recherche sur le sujet, suivi d'une hausse considérable du nombre de publications récentes et un intérêt grandissant pour l'accès à l'information, les aides financières et sociales et les initiatives de sensibilisation.

Toutefois, ces avantages sont accompagnés par des défis majeurs. Le passage vers la formalité peut engendrer des dépenses, à la fois financières et administratives, ce qui constitue un obstacle important pour de nombreuses entreprises. De plus, la complexité du cadre réglementaire et juridique peut dissuader les entrepreneurs de s'engager dans cette voie. Finalement, il est possible que l'accès aux infrastructures et à la technologie soit limité, en particulier dans les régions moins développées ou éloignées. Grâce à cette analyse, nous pouvons avoir une meilleure compréhension des dynamiques spécifiques au Cameroun et repérer les leviers potentiels pour cette transition.

Le chapitre 4 examinera les opinions des chefs d'entreprises et des entrepreneurs camerounais qui sont les principales parties prenantes de ce processus afin de recueillir leurs avis sur ce qui pourrait favoriser ou empêcher le passage d'une entreprise de l'informel pour le formel et les initiatives ainsi que les politiques susceptibles d'encourager et favoriser cette transition vers la formalité.

CHAPITRE 4

LES FACTEURS DE FORMALISATION AU CAMEROUN : QUESTIONNAIRE, ANALYSE ET RÉSULTATS

4.1 INTRODUCTION

Il convient de rappeler que la revue de littérature systématique a été menée dans le but d'identifier les facteurs déterminants recensés dans la littérature existante. Elle a également servi de base à l'élaboration du questionnaire, en s'appuyant sur ces facteurs identifiés. Cela étant dit, il s'agira cette autre fois d'apporter, comme précédemment annoncé dans le chapitre 2, des réponses aux questions spécifiques de recherche Q3 et Q4. Il est donc question dans ce chapitre de mettre l'accent sur les entrepreneurs et chefs d'entreprises camerounais, qu'ils évoluent dans le secteur formel ou informel, et plus particulièrement sur ceux ayant récemment entrepris un processus de formalisation au cours des cinq dernières années ou exerçant encore dans l'informel. À travers une enquête, nous analyserons les facteurs que ces acteurs considèrent comme déterminants dans leur décision de formaliser leur entreprise. De plus, nous recueillerons leur évaluation du degré d'importance accordé à chacun de ces facteurs en fonction de leur influence perçue sur le processus de formalisation.

Ce chapitre débute par une brève présentation du questionnaire (4.2) suivie par la description des résultats (4.3) organisés en deux parties : la première se concentre sur les caractéristiques personnelles et professionnelles du manager et la seconde sur celles de l'entreprise. Ensuite, nous analyserons les résultats (4.4) en mettant cette fois-ci l'accent sur les facteurs qui favorisent ou freinent la formalisation des entreprises et conclurons cette section par une analyse des tendances observées, en comparant les données issues de la littérature aux résultats du sondage. La cinquième section (4.5) analysera l'influence potentielle de certaines variables de contrôle sur l'importance relative des différents déterminants de la formalisation et le chapitre se terminera par une synthèse (4.6).

4.2 PRÉSENTATION DU QUESTIONNAIRE

Afin de renforcer l'étude bibliométrique et statistique et surtout pour bien situer notre étude au contexte camerounais, un questionnaire a été conçu. Ce dernier a pour objectif d'explorer l'expérience des entrepreneurs et gestionnaires d'entreprises camerounais (participants) en ce qui concerne la transition des entreprises informelles vers la formalité, ainsi que leur perception des obstacles et des opportunités associés à cette démarche. Cette approche via le questionnaire permettra d'explorer en profondeur les facteurs influençant la décision des entreprises informelles de se formaliser en mettant l'accent sur les facteurs les plus importants. Ensuite, à partir des résultats obtenus, nous chercherons à cerner les principales raisons qui motivent ou alors freinent les entreprises informelles dans leur élan vers la formalisation au Cameroun.

La démarche utilisée pour rejoindre les répondants est la méthode d'échantillonnage par boule de neige, associée à un recrutement direct sur le terrain, dans les espaces urbains et sur des marchés connus pour leur forte présence d'activités informelles. Cette méthode s'est révélée efficace puisqu'elle a permis d'atteindre une large population, qui, en raison de l'absence de registre officiel, aurait difficilement été accessible. Afin de contacter des entrepreneurs récemment formalisés, nous avons eu recours aux réseaux professionnels et aux répertoires d'entreprises disponibles auprès des plateformes numériques de promotion des petites entreprises et des administrations locales, en ciblant celles ayant effectué leur transition vers le formel au cours des cinq dernières années. Ces démarches ont facilité l'accès à la fois aux acteurs du secteur informel et à ceux ayant récemment complété un processus de formalisation.

Cela étant dit, ce questionnaire explorera l'expérience des participants en matière de formalisation d'entreprises, les difficultés rencontrées et leur point de vue sur les facteurs clés favorisant ou entravant cette transition. Le questionnaire distribué aux participants est disponible en annexe ci-dessous (voir annexe). Survey Monkey, l'outil de sondage en ligne gratuit et spécialisé dans la collecte et l'analyse de données (Plaisent et al., 2019) est celui

qui a été utilisé pour concevoir ce questionnaire qui permettra de recueillir des données cohérentes, comparable et quantifiable sur les facteurs influençant la formalisation.

4.3 DESCRIPTION DES RESULTATS

Cette section expose de manière structurée les données recueillies auprès des participants. L'accent est mis sur des points clés en lien avec les caractéristiques personnelles et professionnelles des répondants et les caractéristiques propres à l'entreprise.

4.3.1 Caractéristiques personnelles et professionnelles des participants

La phase de collecte de données a permis d'atteindre un total de 120 participants, parmi lesquels 40 (33,33) % sont des entrepreneurs et chefs d'entreprises à la tête des entreprises formelles et les 80 (66,67) % autres participants exercent encore dans l'informel (figure 21). Sur les 120 répondants, seuls 92 ont intégralement rempli le questionnaire. Les informations ont été recueillies à l'aide de l'outil de sondage en ligne Survey Monkey et les résultats obtenus traités grâce aux logiciels Excel et SPSS.

➤ Genre des participants :

- 51,52 % et 48,48 % représentent respectivement le pourcentage des hommes et des femmes qui travaillent dans le secteur formel (figure 22).
- 50,72 %, 46,38 % et 2,90 % qui exercent dans l'informel sont respectivement des hommes, des femmes et le reste n'a pas voulu répondre (figure 23).

Ce sondage a particulièrement recueilli les réponses auprès des entrepreneurs et des chefs d'entreprises issus du secteur formel et informel en nous appuyant sur un ensemble de caractéristiques ou de variables de la population ciblée.

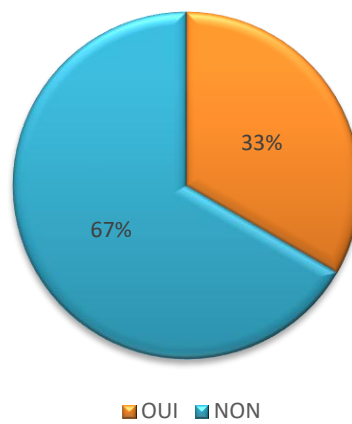


Figure 21. *Proportion des participants formels et informels*

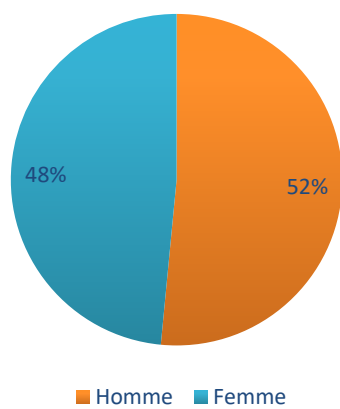


Figure 22. *Genre des participants du formel*

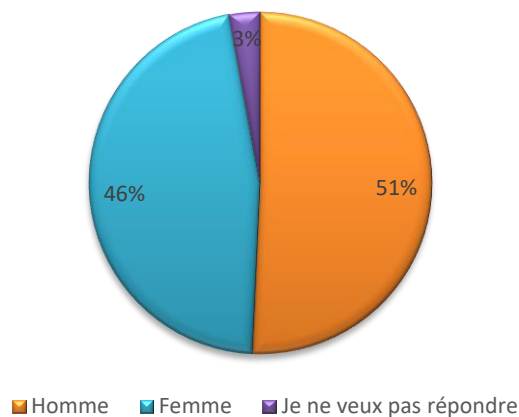


Figure 23. *Genre des participants de l'informel*

➤ Tranche d'âge des participants :

- 66,67 % soit plus de la moitié des participants exerçant dans le formel ont entre 18 et 35 ans, 21,21 % ont au plus 45 ans, le reste, 9,09 % et 3,03 % ont entre 46 et 65 ans et plus de 65 ans (figure 24).
- 69,12 % des participants qui travaillent encore dans l'informel ont au plus 35 ans, 25 % ont entre 36 et 45 ans et 5,88 % ont au plus 65 ans (figure 25).

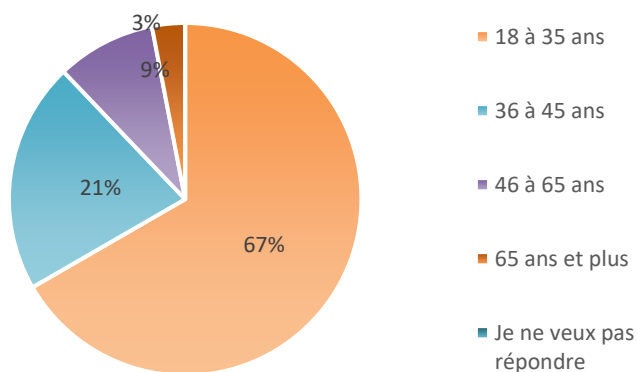


Figure 24. *Tranche d'âge des participants formel*

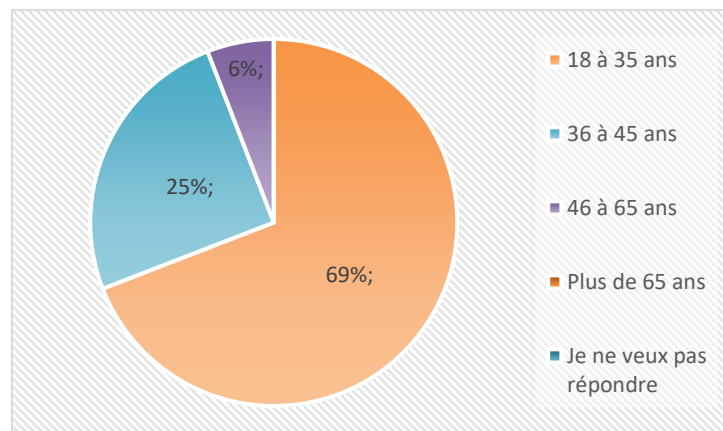


Figure 25. *Tranche d'âge des participants informel*

➤ Niveau d'étude des participants :

- Seuls 3,03 % des participants exerçant dans le formel ont confirmé n'avoir aucun niveau scolaire, de même 3,03 % ont un niveau primaire, pour les niveaux secondaires et supérieurs, on a respectivement 18,18% et 75,76 % (figure 26).
- Près de 3/4 des participants travaillant dans l'informel, soit 73,91 % ont un niveau d'étude supérieure et le reste 26,09 % ont un niveau secondaire (figure 27).

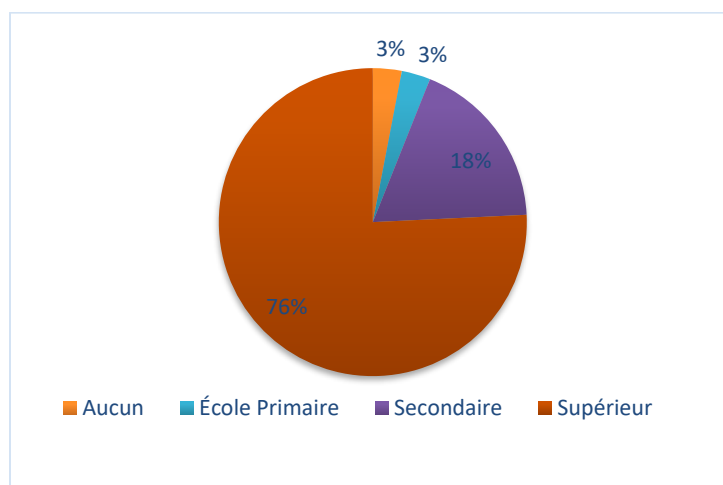


Figure 26. *Niveau d'étude des participants formels*

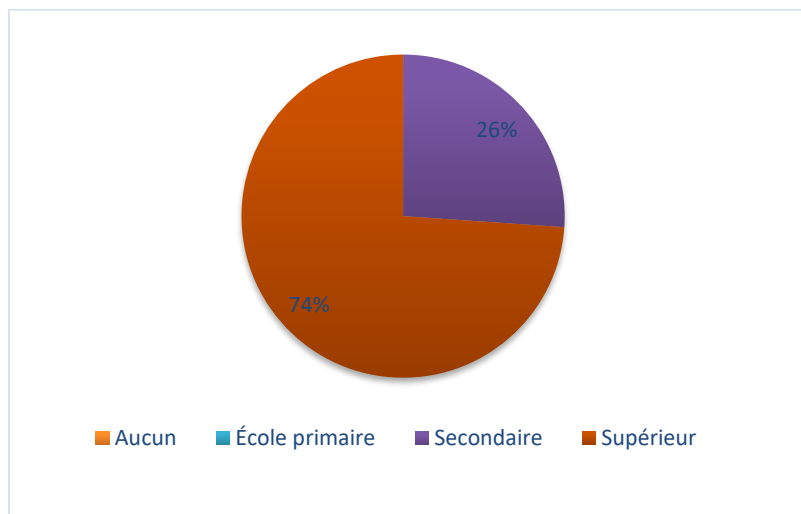


Figure 27. Niveau d'étude des participants informels

➤ Nombre d'années d'expérience :

- 25,81 % des répondants sont devenus formels depuis moins de 1 an, 12,90 % depuis 1 an, 35,48% entre 2 et 5 ans, et 25,81 % depuis plus de 5 ans (figure 28).
- 16,92 % des participants évoluent dans l'informel depuis moins de 1 an et depuis 1 an, 43,08% entre 2 et 5 ans, et 23,08 % sont dans l'informel depuis plus de 5 ans (figure 29).

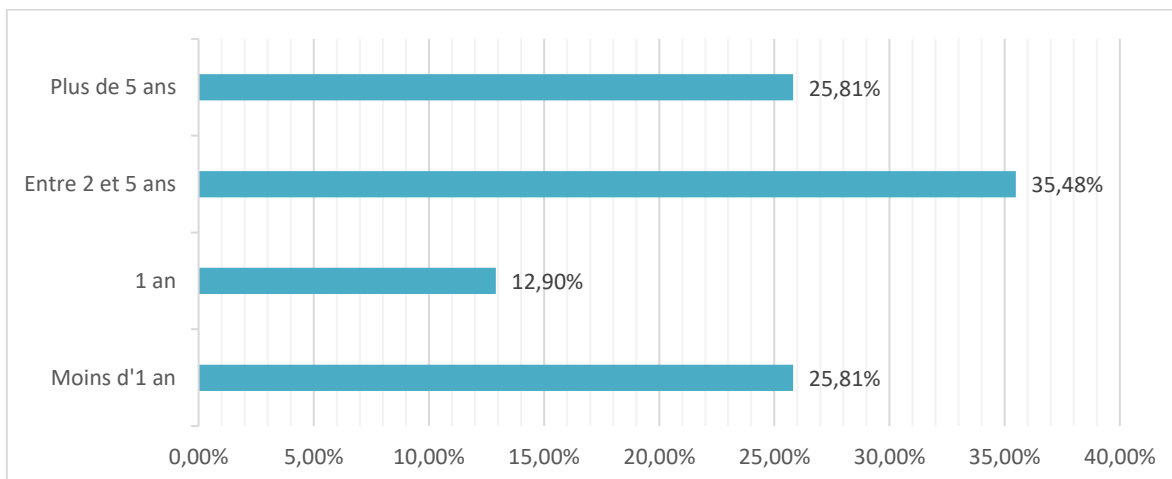


Figure 28. Années d'expérience dans le formel

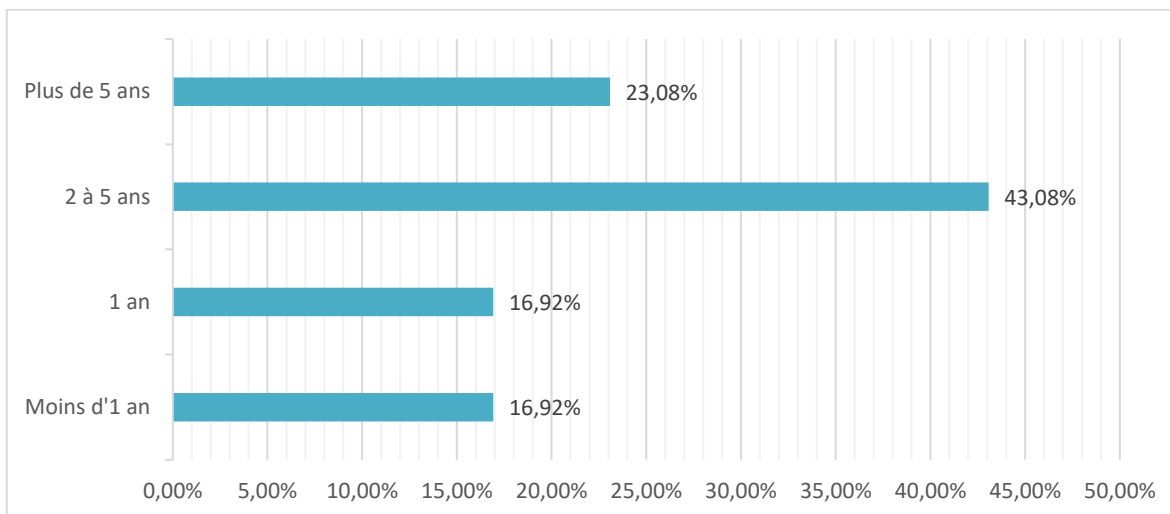


Figure 29. *Années d'expérience dans l'informel*

4.3.2 Caractéristiques de l'entreprise

➤ Secteur d'activité :

Les données issues du sondage révèlent que le secteur commercial est le plus prédominant chez les répondants, représentant jusqu'à 56,25 % des entreprises formelles et 56,92 % des entreprises informelles. Cette observation montre la place importante qu'occupe le commerce au sein de l'économie camerounaise. Par ailleurs, la faible proportion d'entreprises informelles exerçant dans les secteurs de l'industrie et de l'artisanat, respectivement 9,23 % et 10,77 %, pourrait signaler un déséquilibre sectoriel qui requiert une attention particulière. Les détails sur le secteur d'activité sont présentés dans les figures 30 et 31 ci-dessous.

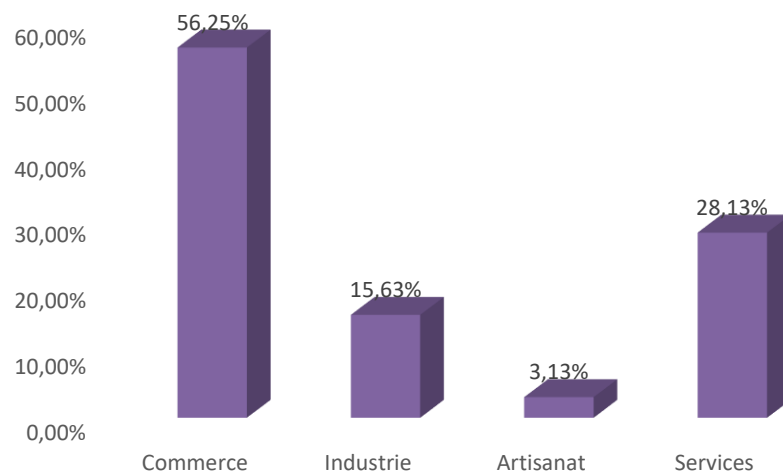


Figure 30. *Secteur d'activité des entreprises formelles*

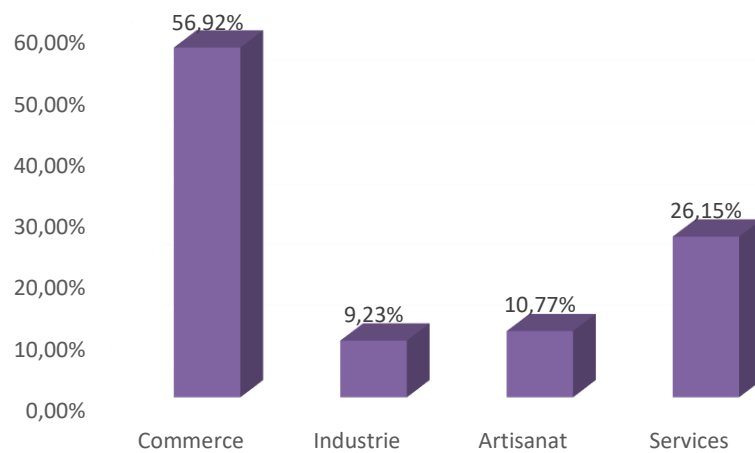


Figure 31. *Secteur d'activité des entreprises informelles*

➤ Localisation géographique :

Les résultats révèlent que 75 % des participants issus des entreprises formelles sont basés en milieu urbain contre 25 % en zone rurale (figure 32). De l'autre côté, nous avons 68,18 % d'entrepreneurs informels qui sont installés en ville, tandis que 31,82 % exercent en zone rurale (figure 33). Ces résultats indiquent la préférence des entrepreneurs formels et

informels pour le milieu urbain comme centre de leurs affaires, probablement en raison de l'accessibilité du marché et des nombreuses opportunités économiques.

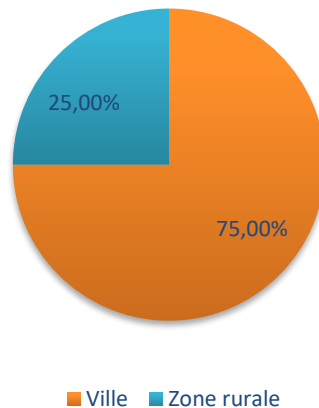


Figure 32. *Localisation des entreprises formelles*

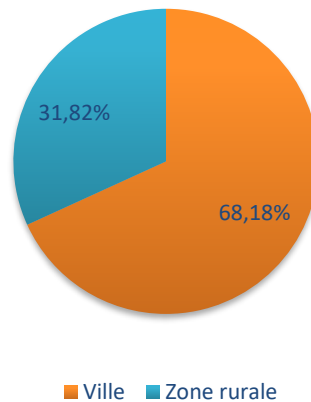


Figure 33. *Localisation des entreprises informelles*

➤ Tenue d'une comptabilité :

Selon nos résultats, 93,55 % des entrepreneurs formels déclarent tenir une comptabilité dans leurs entreprises contre seulement 59,09 % chez les entrepreneurs informels (figures 34 et 35). Cet écart montre que contrairement aux entrepreneurs informels, ceux du formel ont

une gestion financière plus structurée, ce qui peut renforcer leur crédibilité sur le marché et leur faciliter l'obtention de financements.

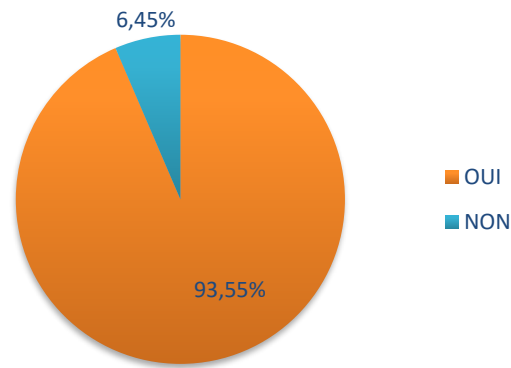


Figure 34. *Tenue d'une comptabilité chez les entreprises formelles*

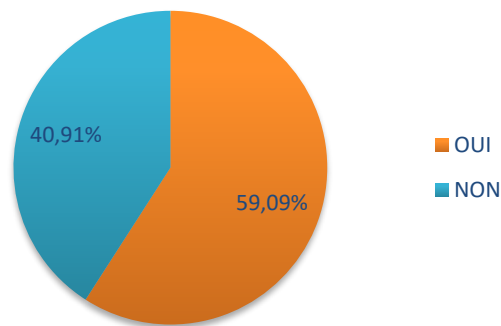


Figure 35. *Tenue d'une comptabilité chez les entreprises informelles*

➤ Élaboration d'un plan d'affaires :

Seuls 59,70 % d'entrepreneurs informels prétendent avoir élaboré un plan d'affaires, tandis que plus de 90,63 % des répondants provenant des entreprises formelles disent avoir monté un plan d'affaires (figures 36 et 37). Ce constat montre que la planification stratégique est beaucoup plus encouragée chez les entreprises formelles que chez celles informelles qui ont très souvent une organisation beaucoup moins développée.

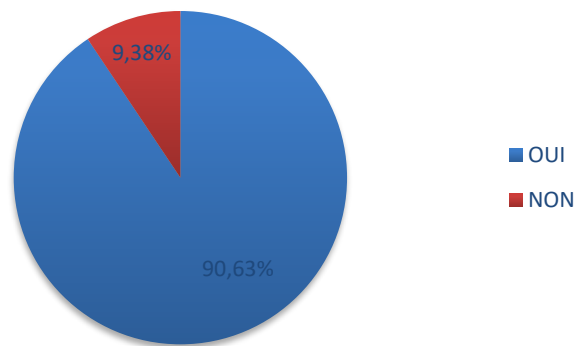


Figure 36. Élaboration d'un plan d'affaires entreprises formelles

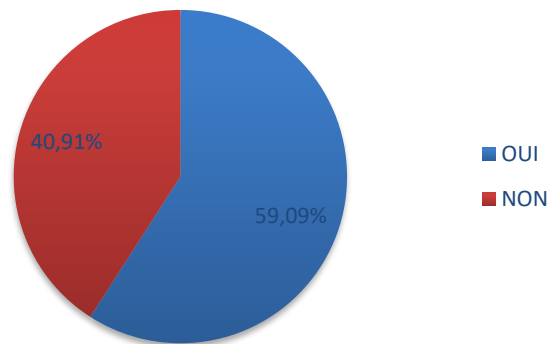


Figure 37. Élaboration d'un plan d'affaires entreprises informelles

4.4 ANALYSE DES RÉSULTATS

Cette section de la recherche vise principalement à analyser les résultats obtenus auprès des participants en mettant en évidence les facteurs déterminant la transition des entreprises informelles vers le secteur formel au Cameroun. Afin d'assurer une meilleure clarté, l'étude examinera les motivations, les obstacles rencontrés ainsi que les perceptions des participants concernant la formalisation, dans le but de mieux appréhender les défis liés à ce processus.

Pour étayer cette analyse, des tests de Khi-deux de Pearson seront mobilisés, ainsi qu'une mise en perspective des convergences et divergences entre les tendances identifiées dans la littérature existante et les résultats du sondage réalisé.

4.4.1 Facteurs favorisant la formalisation

Quels sont les facteurs qui ont joué un rôle important dans votre décision de formaliser votre entreprise ou qui pourraient vous amener à formaliser votre entreprise ?

Les facteurs les plus importants issus de nos résultats que les entrepreneurs informels et formels estiment avoir été cruciaux pour les pousser à quitter le secteur informel pour rejoindre le formel ou qui peuvent les amener à se formaliser dans l'avenir sont représentés dans les figures 38 à 47.

La lutte contre la corruption se positionne à 58,88 % en tête des facteurs que les entrepreneurs considèrent comme étant très importants dans leur décision de formalisation et qu'il faut ardemment combattre pour les pousser à se formaliser. Il s'agit probablement là d'une façon pour eux de dire qu'un environnement d'affaires transparent où il n'existe pas de paiement de pots-de-vin est essentiel pour les inciter à la formalisation.

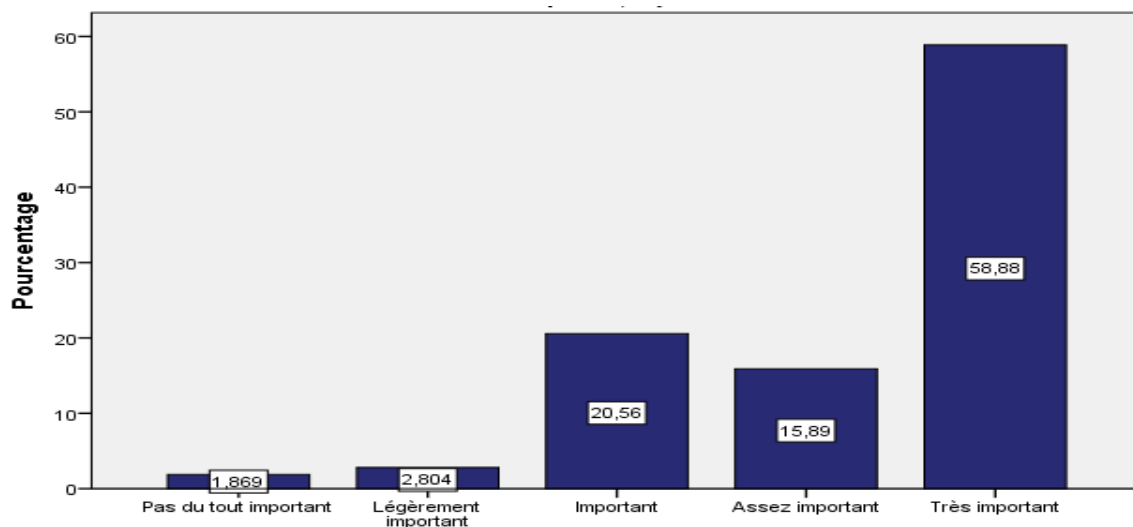


Figure 38. *Facteur lutte contre la corruption*

La volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise : Avec un taux de 47,12 % ; ce facteur démontre que les entrepreneurs aspirent de plus en plus à pérenniser leurs activités et pensent qu'il serait très important pour eux d'en tenir compte surtout s'ils aspirent à une meilleure protection et d'opportunités.

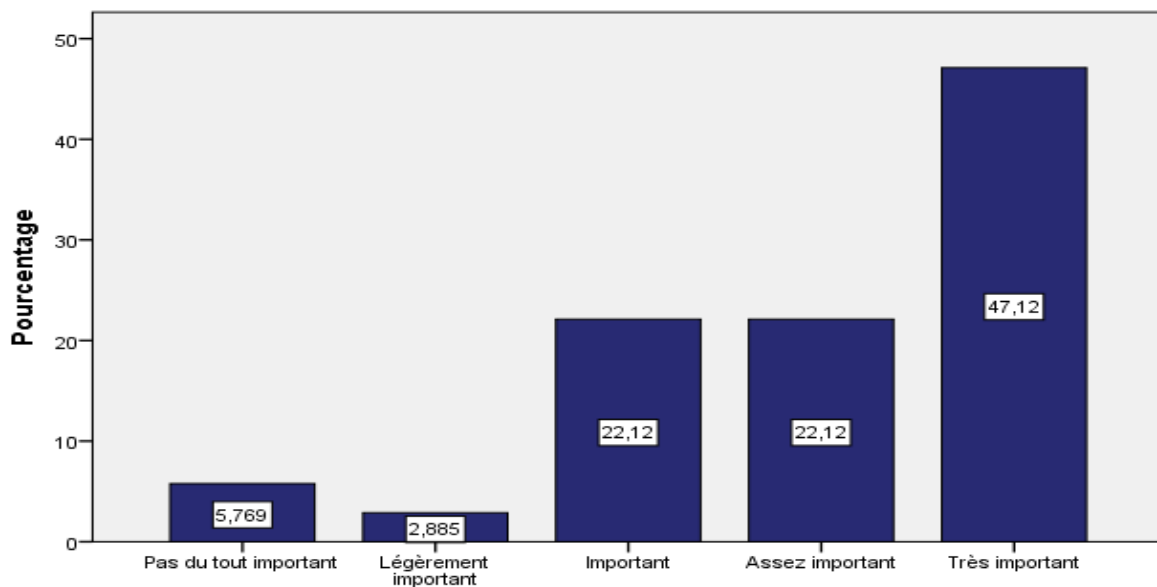


Figure 39. *Facteur volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise*

L'accès aux marchés publics est, lui aussi, un facteur jugé très important à 40,95 % par les participants. Avec une moyenne pondérée à 3,83, ce facteur montre que la possibilité de participer aux appels d'offres publics reste au centre des préoccupations des entrepreneurs et pourrait davantage les amener à migrer vers le statut formel dans l'avenir.

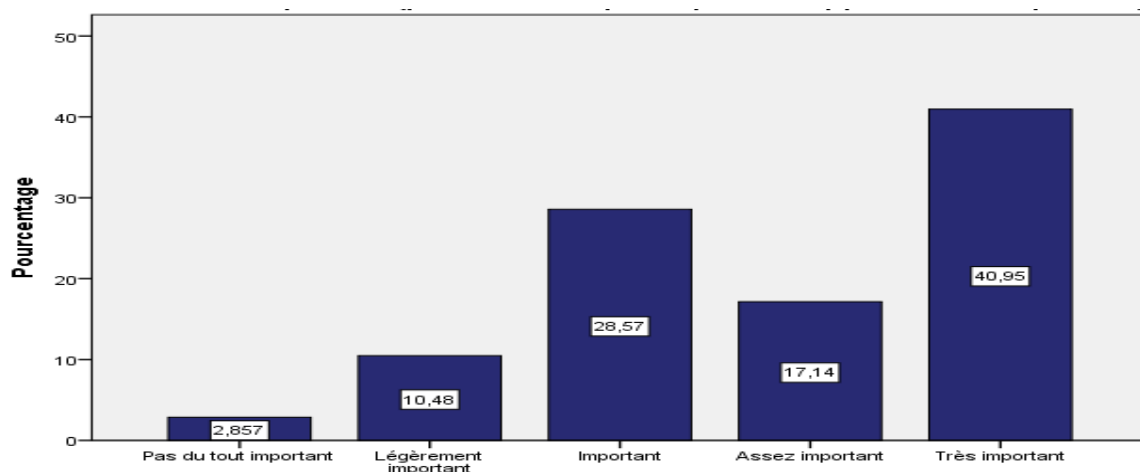


Figure 40. *Facteur accès aux marchés publics*

L'amélioration de l'accès au financement : 3,82 répondants sur 5 estiment qu'il serait très important (33,96 %) et même indispensable de faciliter l'accès aux prêts et aux financements pour soutenir la croissance de leur entreprise.

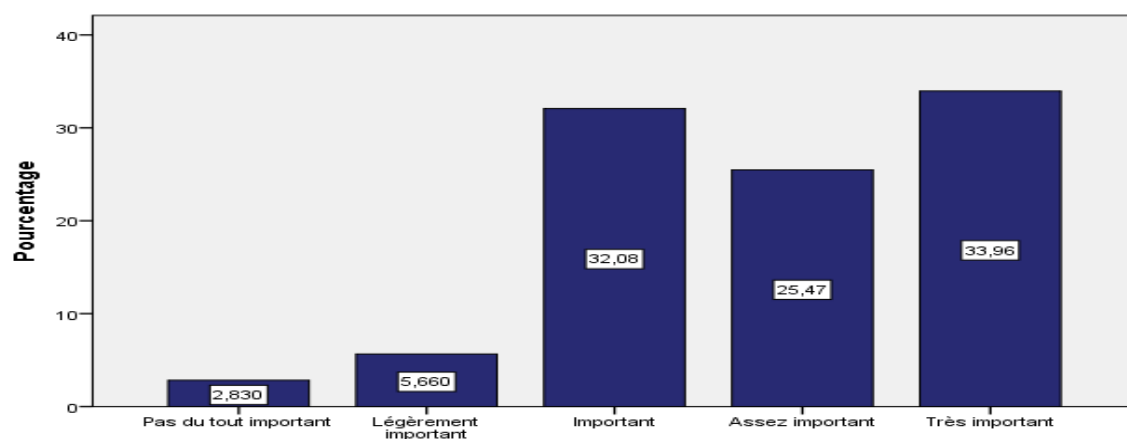


Figure 41. *Facteur amélioration de l'accès au financement*

Accroître la réputation et donc la crédibilité, la légitimité et la longévité de l'entreprise apparaît être le principal objectif que se sont fixé les entrepreneurs, puisque ces derniers considèrent à 36,54 % ce facteur comme étant très important pour les amener à formaliser leurs entreprises.

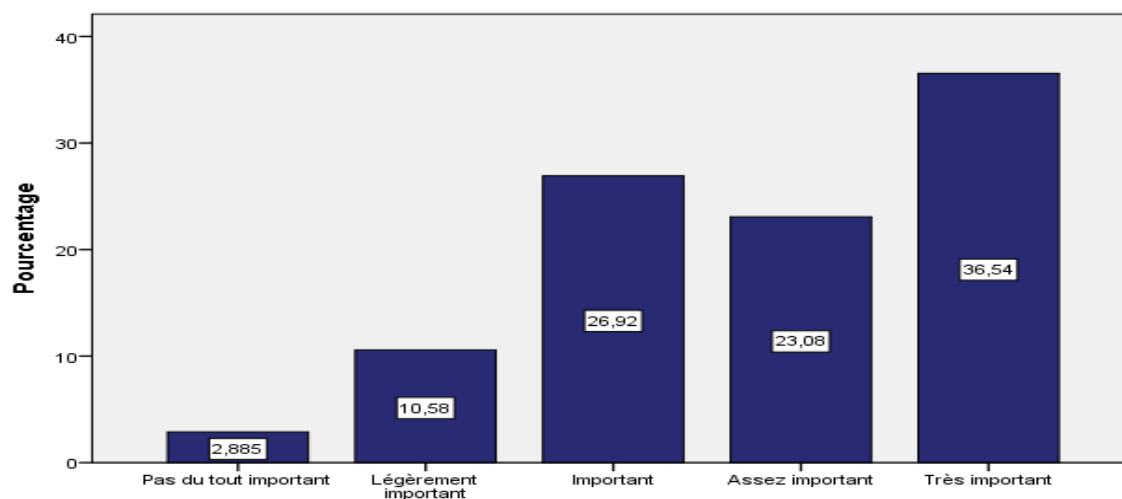


Figure 42. *Facteur accroître la réputation, la légitimité et la crédibilité de l'entreprise*

La recherche d'une meilleure protection juridique est un facteur considéré comme étant très important à 36,54 % par les entrepreneurs qui attachent une importance particulière à la sécurité juridique que pourrait leur offrir le statut formel.

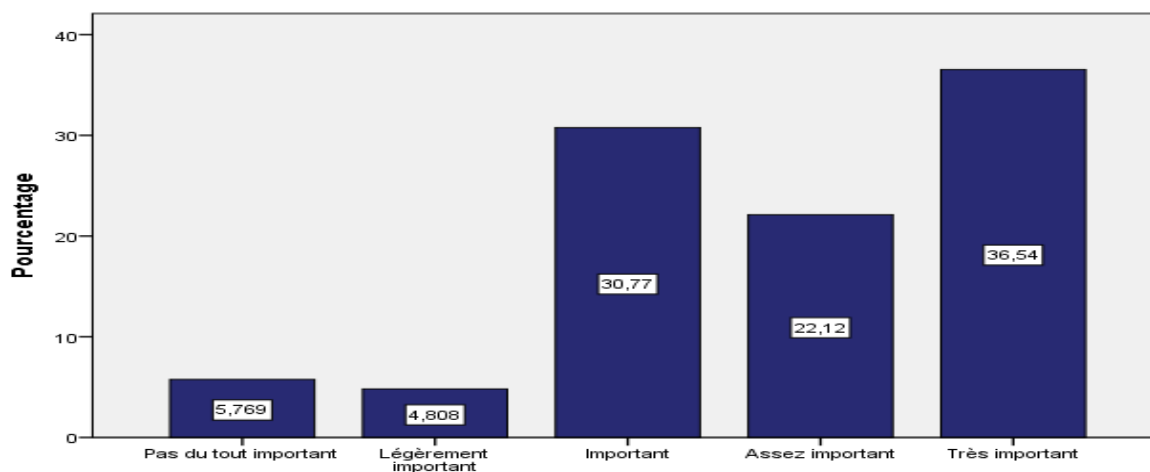


Figure 43. *Facteur recherche d'une meilleure protection juridique*

La sensibilisation sur les avantages de la formalisation : en moyenne, 3,77 répondants sur 5 pensent que la mise sur pied et la multiplication des campagnes de sensibilisation sur les bienfaits de la formalisation pourraient augmenter leur désir de s'engager dans ce processus. Ils estiment à 36,19 % que ce facteur est très important pour eux.

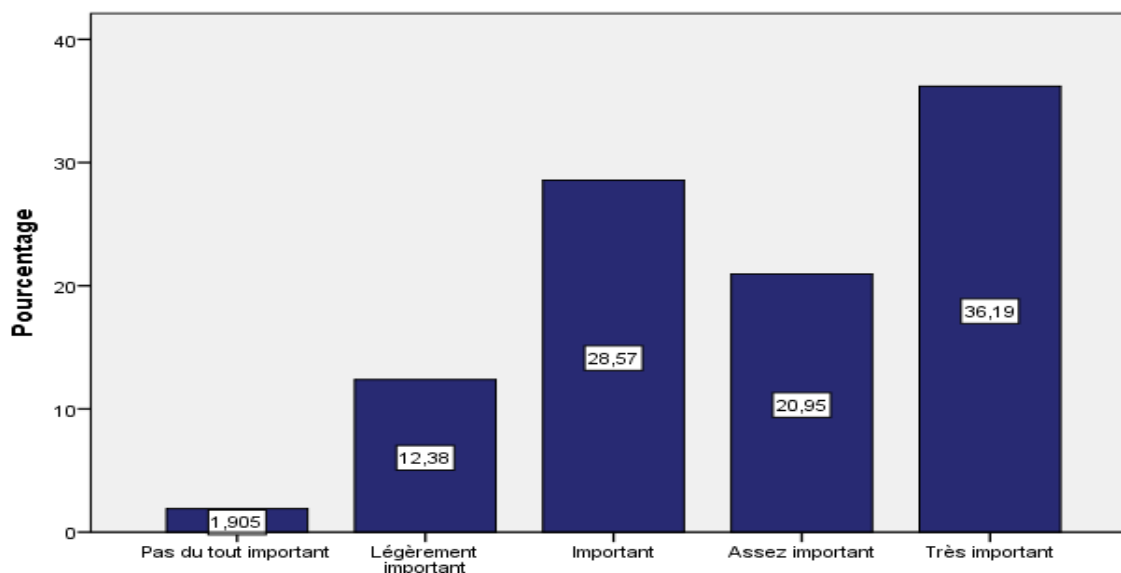


Figure 44. *Facteur sensibilisation sur les avantages de la formalisation*

La facilitation de l'accès à l'information : 3,74 entrepreneurs en moyenne sur 5 ayant participé au sondage pensent qu'en rendant l'information facilement accessible, cela leur permettrait non seulement de renforcer leur volonté de s'engager dans le processus de formalisation, mais surtout de mieux le comprendre. Ce facteur est jugé très important par les participants à 31,43 %.

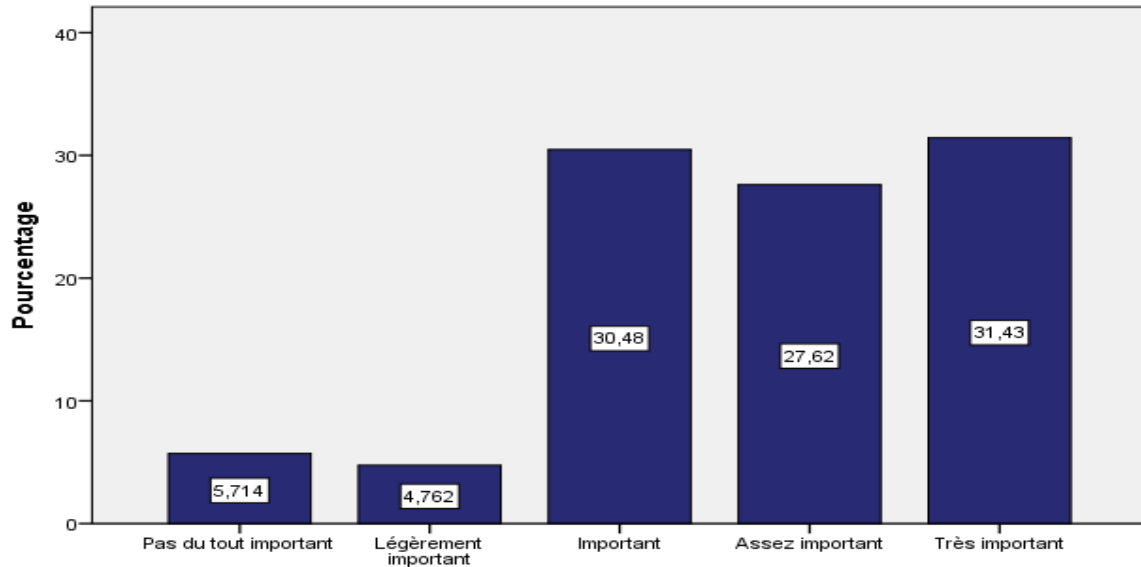


Figure 45. *Facteur facilitation de l'accès à l'information*

La simplification des procédures administratives : en moyenne, 3,61 participants sur 5 ont trouvé ce facteur important (40 %). Ce qui veut dire qu'ils trouvent que la réduction des étapes administratives facilite le passage vers le statut formel.

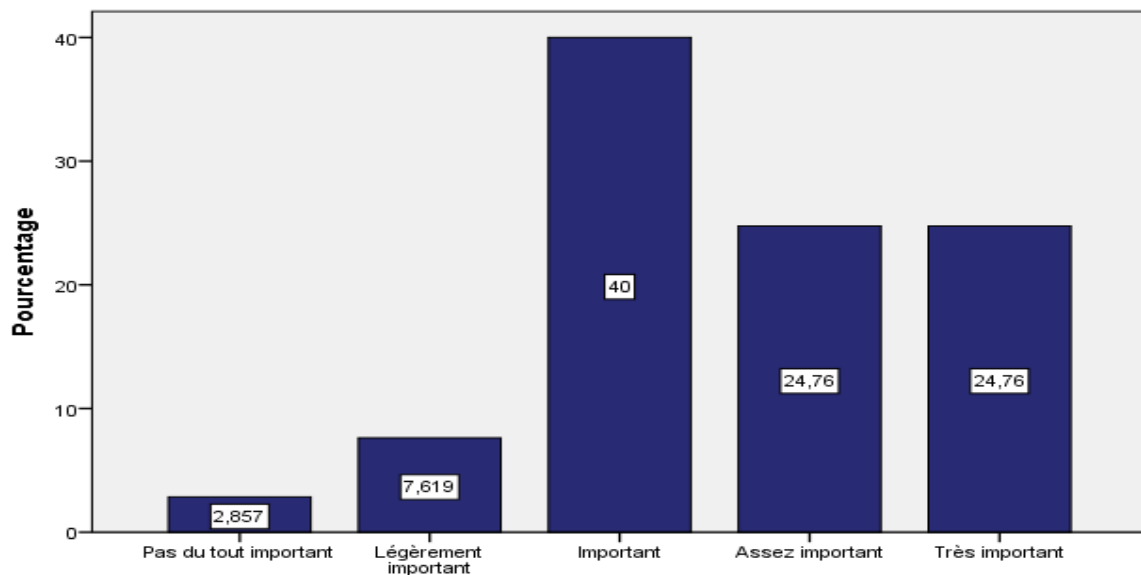


Figure 46. *Facteur simplification des procédures administratives*

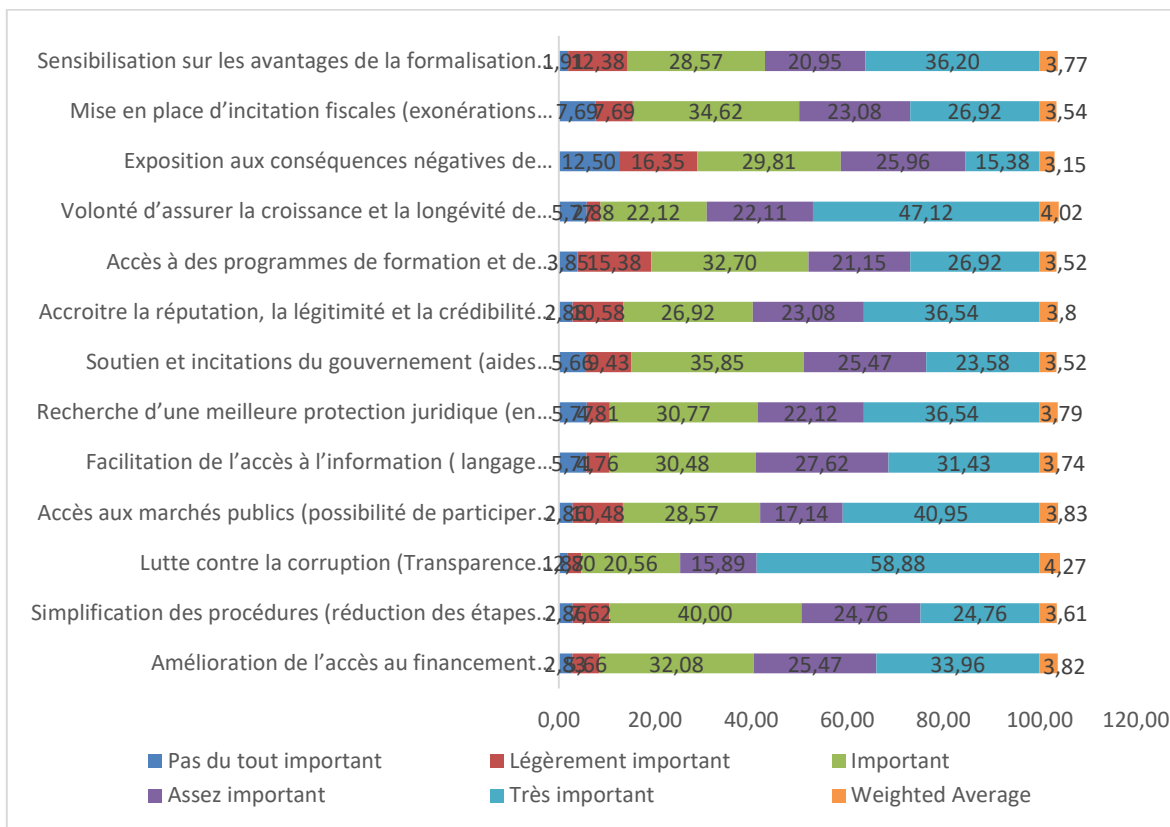


Figure 47. Ensemble des facteurs favorables ou susceptibles d'encourager la décision de formalisation.

Ces facteurs sont interdépendants et se renforcent mutuellement. La volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise est indissociable de l'accès aux marchés publics, car en se formalisant, les entrepreneurs recherchent d'importants contrats variés susceptibles de stimuler leur expansion économique. Parallèlement, la lutte contre la corruption et la recherche d'une meilleure protection juridique sont, elles aussi, étroitement liées puisque la confiance des entrepreneurs ne sera renforcée en cas de litige que si le système judiciaire est fiable et l'administration plus transparente. En simplifiant les procédures administratives, en luttant efficacement contre la corruption, en offrant une excellente protection juridique, en facilitant l'accès à l'information et aux marchés, cela accroît la volonté des entrepreneurs d'assurer la croissance et la longévité de leurs entreprises et les encourage davantage à franchir le pas vers la légalité.

4.4.1.1 Test Khi-carré de Pearson

Le test du Khi-deux de Pearson est une statistique permettant d'évaluer si deux distributions sont équivalentes ou significativement différentes (Hamuli & Agbada, 2023). Il est généralement considéré comme significatif lorsque la valeur p est inférieure à 0,05. L'objectif ici est d'examiner s'il existe une différence statistiquement notable entre les perceptions des individus en fonction de leur appartenance à une entreprise formelle ou informelle. Plus précisément, il s'agit d'analyser, à l'aide de cette statistique, si les participants accordent une importance différenciée aux divers facteurs favorisant la formalisation selon qu'ils évoluent dans le secteur informel (distributions en vert) ou dans le secteur formel (distributions en bleu). Les résultats de l'analyse indiquent que les seules différences statistiquement significatives entre les deux distributions concernent l'accès aux marchés publics ($p = 0,036$) et le soutien ainsi que les incitations du gouvernement ($p = 0,047$).

En ce qui concerne l'accès aux marchés publics ($p = 0,036$), une divergence marquée d'opinions est observée entre les entrepreneurs du secteur formel et ceux du secteur informel. Les acteurs encore dans l'informel perçoivent cet accès comme un facteur déterminant pouvant les inciter à se formaliser. Bien que les entrepreneurs du secteur formel reconnaissent également l'importance de cet élément, ils le jugent relativement moins déterminant que ceux opérant dans l'informel.

Tableau 6 *Khi carré de Pearson pour l'accès aux marchés publics*

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	10,280 ^a	4	,036
Rapport de vraisemblance	13,537	4	,009
Association linéaire par linéaire	,436	1	,509
Nombre d'observations valides	105		

a. 3 cellules (30,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,94.

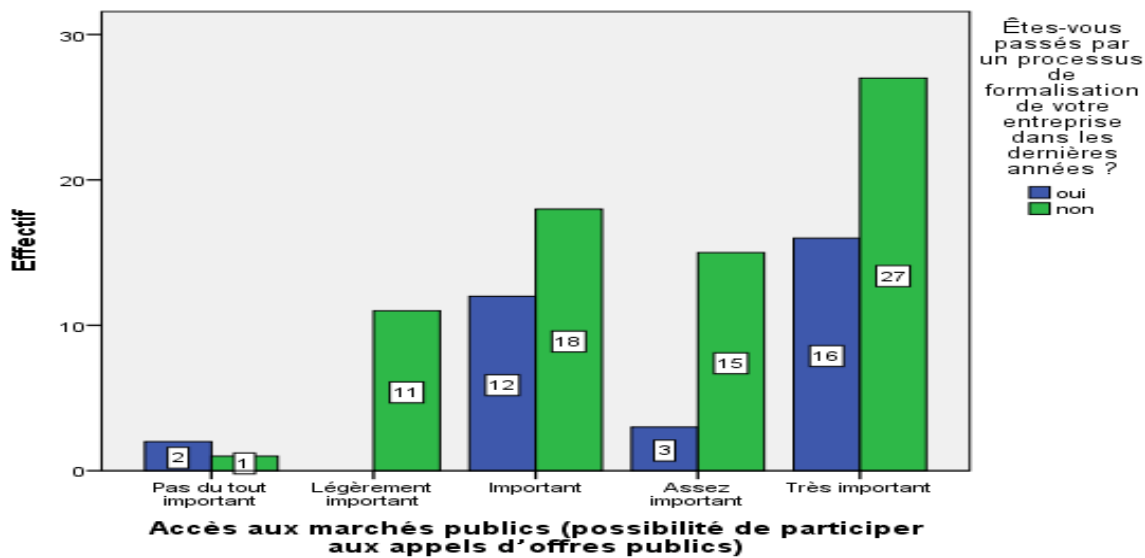


Figure 48. Diagramme en barres du facteur accès aux marchés publics

Le soutien et les incitations du gouvernement (,047) ; on peut observer à partir de la figure 43 ci-dessous que ceux qui sont dans l'informel ont confiance que le gouvernement va les aider. Ce qui n'est pas le cas chez ceux qui se sont déjà formalisés, qui trouvent que ce facteur n'était pas aussi important.

Tableau 7 Khi carré de Pearson pour le soutien et incitation du gouvernement

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	9,630 ^a	4	,047
Rapport de vraisemblance	9,076	4	,059
Association linéaire par linéaire	3,574	1	,059
Nombre d'observations valides	106		

a. 3 cellules (30,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 1,87.

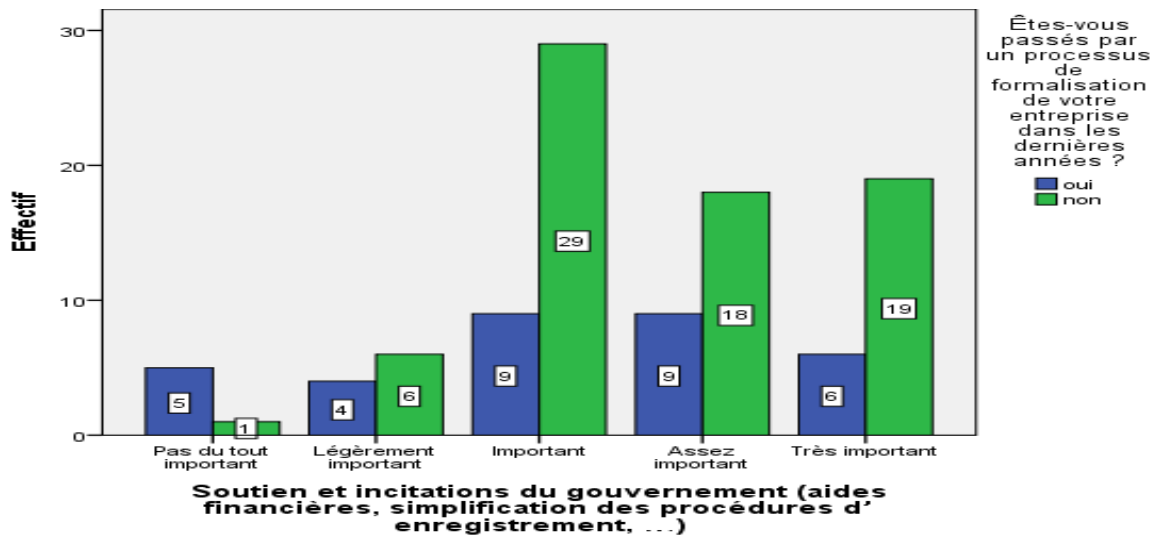


Figure 49. Diagramme en barres du facteur soutien et incitations du gouvernement

4.4.2 Obstacles à la formalisation

Quels sont les obstacles majeurs que vous avez rencontrés lors de la transition de votre entreprise de l'informel pour le formel ou qui vous dissuadent de formaliser votre entreprise ?

Les obstacles majeurs rencontrés par les entrepreneurs lors de leur passage du statut informel pour le formel ou ceux qui les empêchent de quitter le statut informel pour rallier le formel sont consignés dans la figure 50 à 56 et résumés comme suit :

Le niveau élevé d'imposition révèle une grande préoccupation du côté des entrepreneurs. En effet, ces derniers considèrent que ce facteur est très important à 50,49 %. Ce qui démontre qu'ils trouvent que les charges fiscales et la complexité du système fiscal peuvent les démotiver à formaliser leurs entreprises.

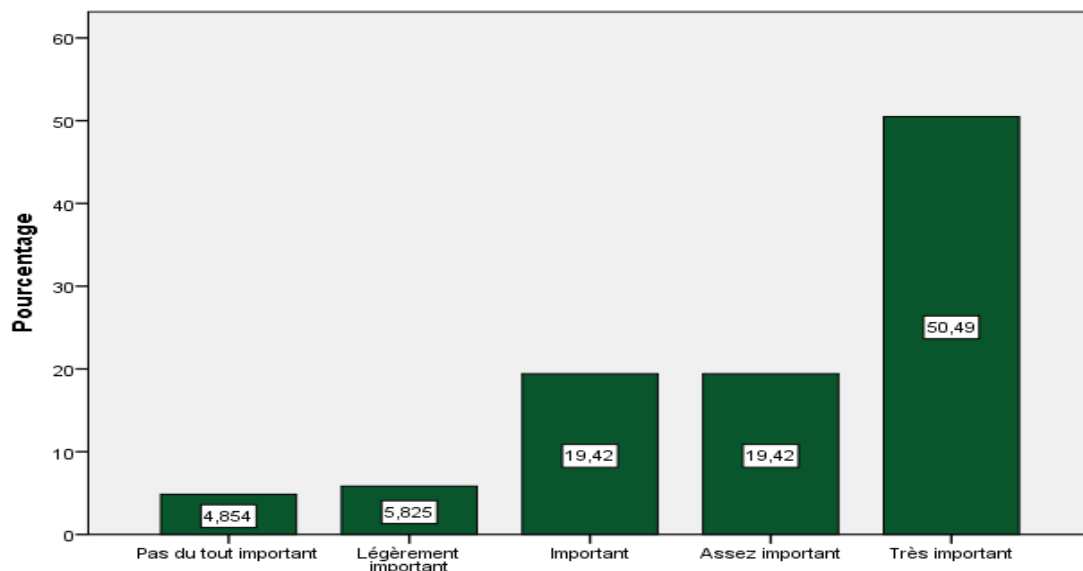


Figure 50. *Diagramme en barres du facteur niveau élevé d'imposition*

Difficultés d'accès au financement : ce facteur est jugé très important (42,31 %) par les entrepreneurs. On constate qu'au Cameroun, de nombreux entrepreneurs n'arrivent pas à bien se déployer et à développer leur activité à cause de l'inaccessibilité des financements à laquelle ils font face au quotidien.

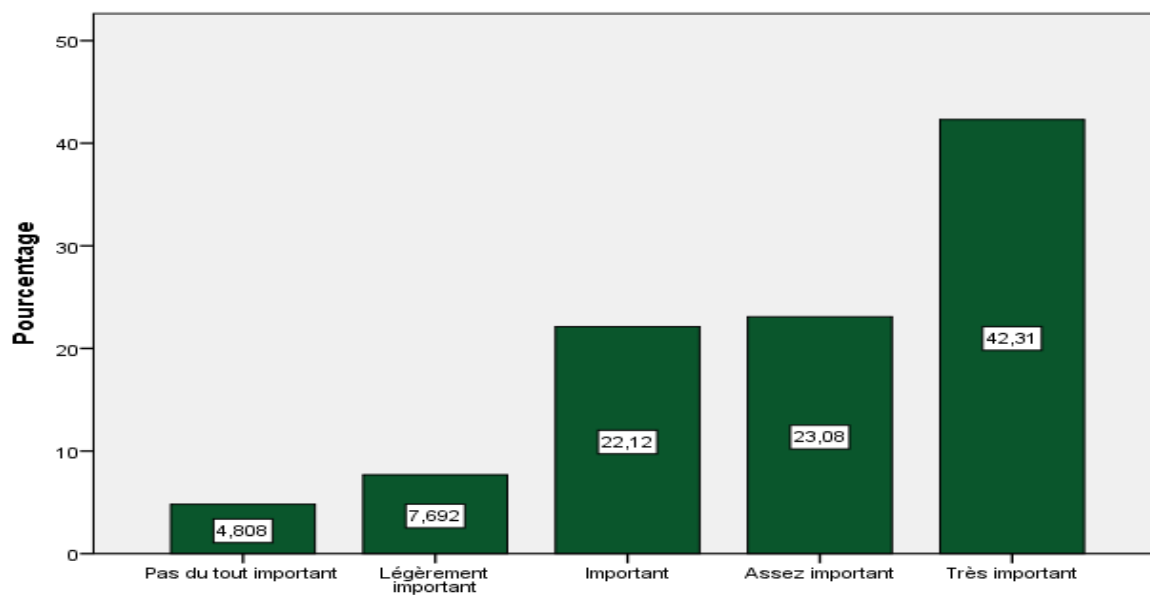


Figure 51. *Diagramme en barres du facteur difficultés d'accès au financement*

Complexité des procédures bureaucratiques : la majorité des entrepreneurs ayant participé au sondage estiment que le temps nécessaire pour une transition de l’informel au formel est très long, pénible et fatigant. Cette complexité administrative constitue un frein dans l’engagement de ces derniers à se formaliser, raison pour laquelle ils considèrent que ce facteur est très important (33,01 %).

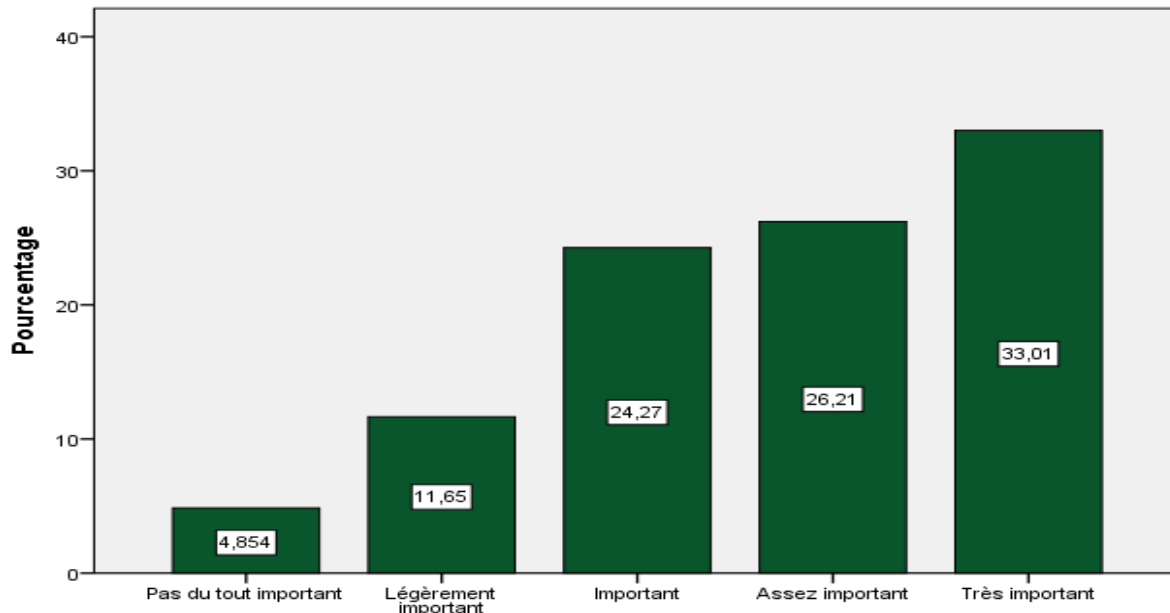


Figure 52. *Diagramme en barres du facteur complexité des procédures*

Corruption au sein des administrations (paiement des pots-de-vin ...) 3,63 entrepreneurs informels sur 5 estiment que l’existence des coûts dissimulés et des interactions malsaines sont des actes de corruption au sein des administrations qui freinent leur volonté de se formaliser. Ils estiment que ce facteur est très important à 37,50 % et mérite d’être pris en compte par les autorités.

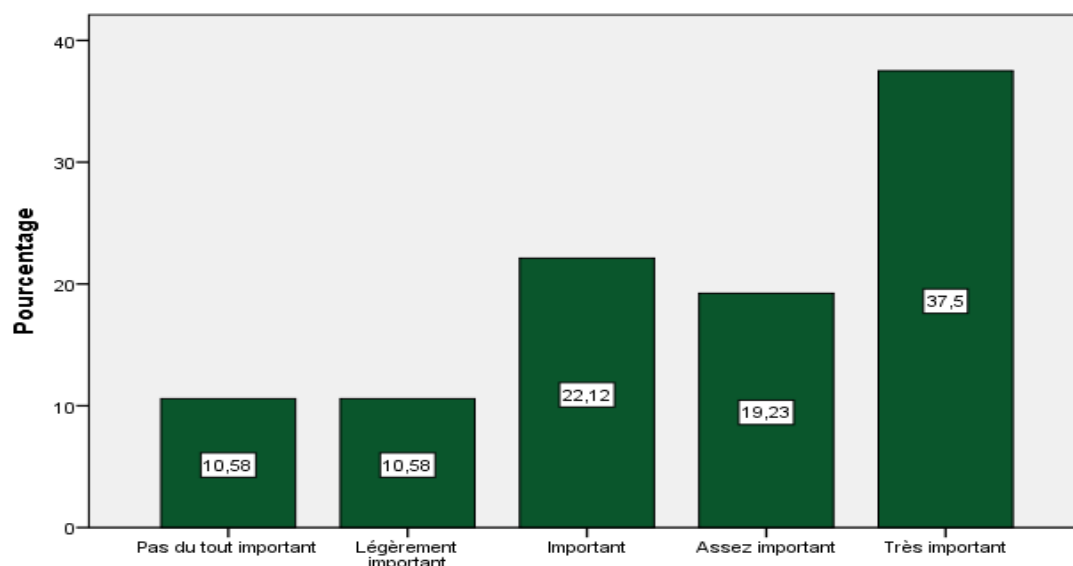


Figure 53. *Diagramme en barres du facteur Corruption*

Coûts et frais de formalisation élevés : la plupart des petites entreprises sont limitées financièrement et trouvent excessifs les frais associés à la formalisation de leur entreprise. Cette situation limite leur motivation à intégrer le secteur formel. C'est certainement pour cette raison qu'ils ont jugé ce facteur important (34,31 %).

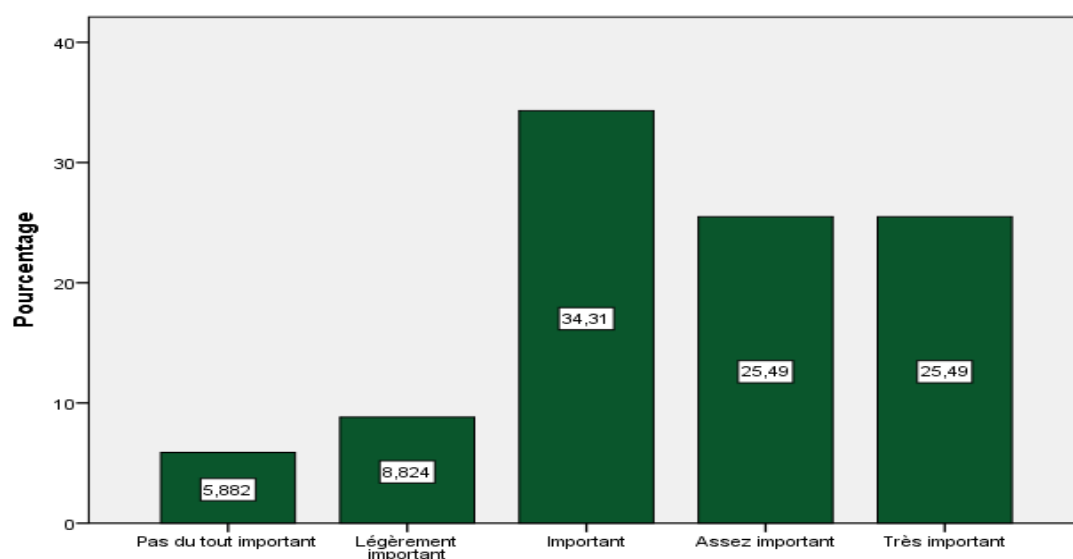


Figure 54. *Diagramme en barres du facteur coûts et frais de formalisation élevés*

Difficultés d'accès au marché formel : le score reçu par ce facteur est de 3,49 sur 5. Il souligne les obstacles que rencontrent les entrepreneurs pour entrer sur le marché formel, ce qui ralentit leur transition et par conséquent accroît considérablement l'incertitude économique chez eux. Ils considèrent à 31,07 % que ce facteur est important parmi ceux qui les empêchent de rejoindre le secteur formel.

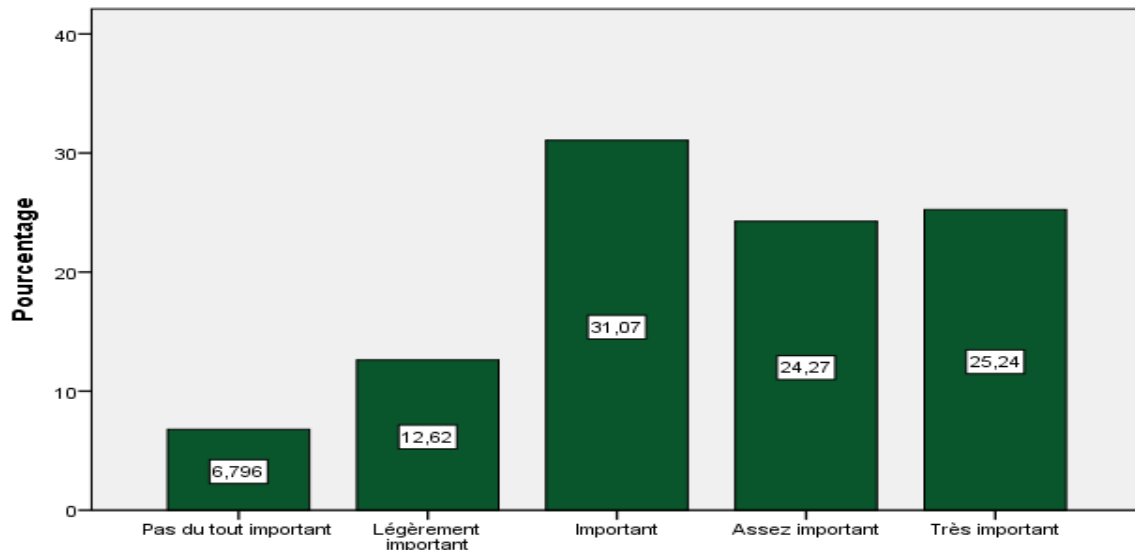


Figure 55. *Diagramme en barres du facteur difficultés d'accès au marché formel*

Ces différents obstacles susmentionnés sont récapitulés dans la figure 56 ci-dessous. Ils créent non seulement un climat d'incertitude et de risque, mais interagissent de manière synergique sur la décision de formalisation des entreprises. Par exemple, les difficultés d'accès au financement et l'inaccessibilité du marché formel peuvent décourager les entrepreneurs désireux de se formaliser. Cela est d'autant plus vrai, car ceux qui manquent de ressources craignent de ne pas pouvoir obtenir de prêts des institutions formelles et de faire face à une forte concurrence sur le marché. D'un autre côté, la complexité des procédures bureaucratiques associée à un accès insuffisant aux ressources et aux infrastructures peut renforcer le sentiment que le temps et les ressources engagées lors du processus de formalisation ne pourraient jamais être compensés par les gains issus du

processus. Parallèlement, le niveau assez élevé d'imposition et la corruption au sein des administrations (paiements des pots-de-vin) augmentent la méfiance des entrepreneurs et les incitent à rester dans l'informel. La combinaison de tous ces facteurs constitue un environnement défavorable dans le processus de formalisation des entreprises au Cameroun.

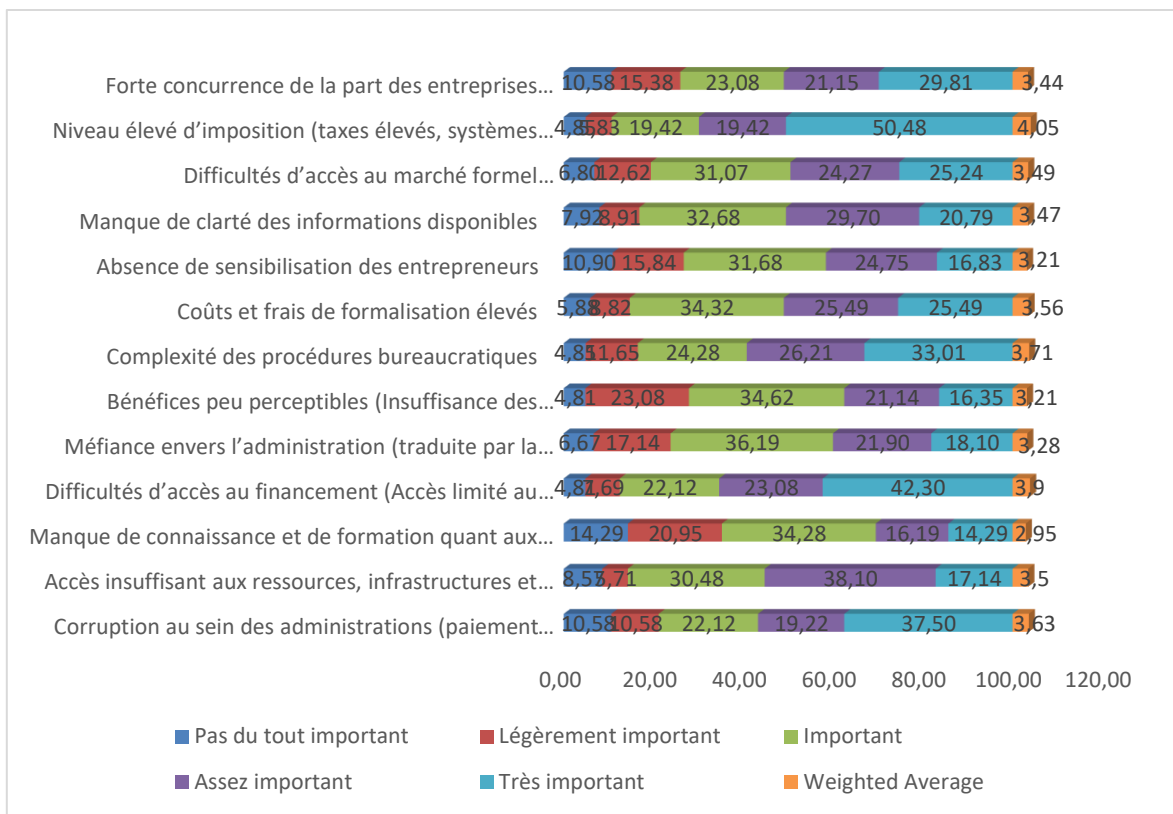


Figure 56. *Obstacles rencontrés et susceptibles d'entraver la décision de formalisation*

4.4.2.1 Test Khi-carré de Pearson

Comme ce fut le cas pour les tests de khi deux de Pearson effectués ci-dessus s'agissant des facteurs favorables à la formalisation d'entreprise, nous allons une fois de plus de vérifier s'il existe une différence significative du point de vue statistique selon que l'on

est déjà dans une entreprise informelle ou formelle. C'est-à-dire que nous chercherons cette fois encore à savoir à l'aide de la statistique du Khi 2 de Pearson si les participants ont pensé différemment au sujet de l'importance relative des différents facteurs entravant la formalisation selon qu'ils soient dans l'informel (distributions en vert) ou le formel (distributions en bleu).

Les seuls khi-carré de Pearson qui résultent de notre analyse et pour lesquels il existe une différence significative en dessous de (,05) entre les deux distributions sont présentés comme suit :

Le manque de connaissance et de formation quant aux exigences légales ... (,010) ; à partir du diagramme en barres ci-dessous, on peut bien observer que sur les 105 participants ayant pris part au sondage, 29 d'entre eux travaillent encore de façon informelle et estiment vraiment que ce facteur est un frein important qui les pousse à demeurer dans l'informel contre seulement 07 participants qui travaillent dans le formel qui ont estimé que ce facteur constituait un obstacle important lors de leur formalisation.

Tableau 8 *Khi 2 de Pearson du manque de connaissance et de formation quant aux exigences légales*

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	13,373 ^a	4	,010
Rapport de vraisemblance	13,267	4	,010
Association linéaire par linéaire	,603	1	,438
Nombre d'observations valides	105		

a. 2 cellules (20,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 4,57.

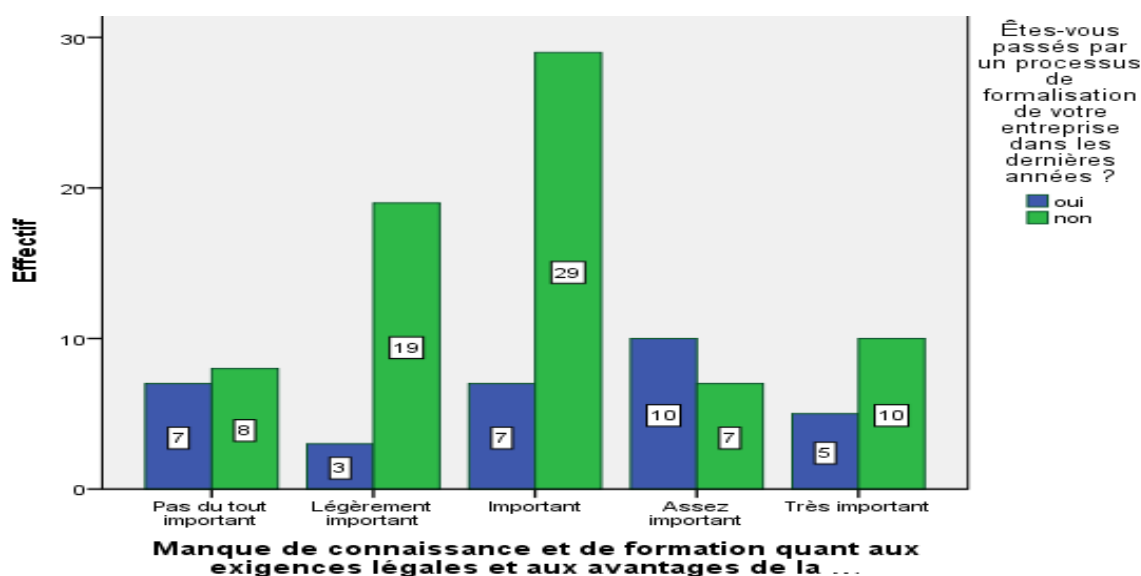


Figure 57. Diagramme en barres du manque de connaissance et de formation ...

La méfiance envers l'administration (,017) ; 29 entrepreneurs encore informels contre 09 déjà formels pensent que la crainte des contrôles fiscaux abusifs et les sanctions augmentent leur méfiance envers l'administration et représente un obstacle important pour la formalisation d'entreprises.

Tableau 9 Khi 2 de Pearson de la méfiance envers l'administration

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	12,052 ^a	4	,017
Rapport de vraisemblance	11,520	4	,021
Association linéaire par linéaire	,275	1	,600
Nombre d'observations valides	105		

a. 2 cellules (20,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 2,13.

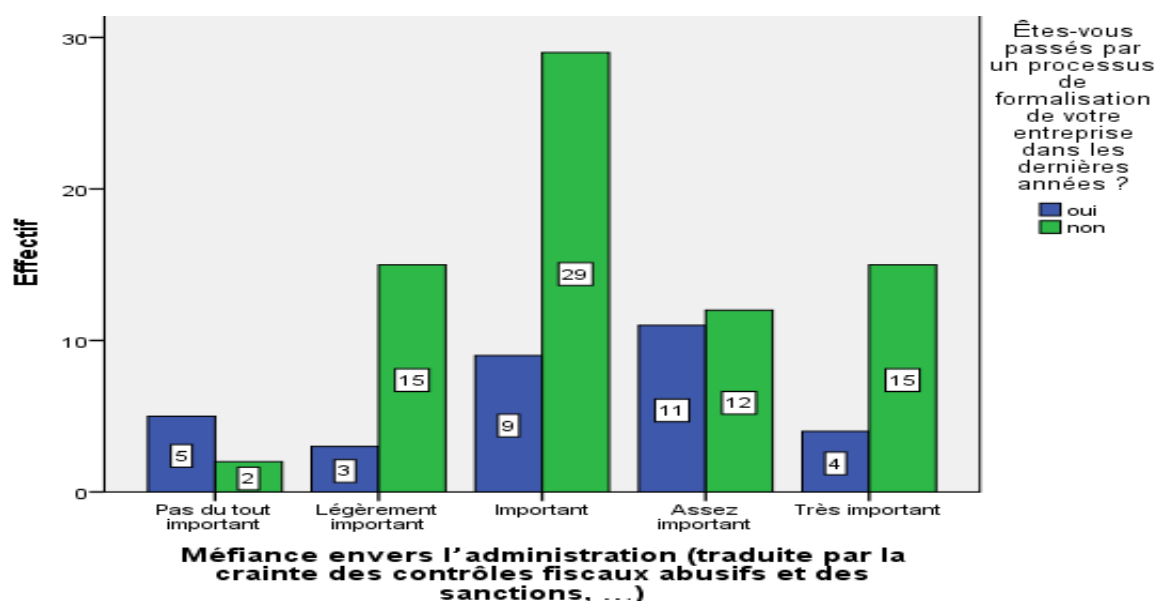


Figure 58. Diagramme en barres de la méfiance envers l'administration

Les coûts et frais de formalisation élevés (,027) ; 26 et 21 entrepreneurs informels contre 09 et 05 formels, trouvent respectivement « important » et « assez important » les charges liées à la formalisation comme étant excessives et constituant un énorme frein pour la formalisation.

Tableau 10 Khi 2 de Pearson des coûts et frais de formalisation élevés

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	10,926 ^a	4	,027
Rapport de vraisemblance	10,339	4	,035
Association linéaire par linéaire	,667	1	,414
Nombre d'observations valides	102		

a. 3 cellules (30,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 1,82.

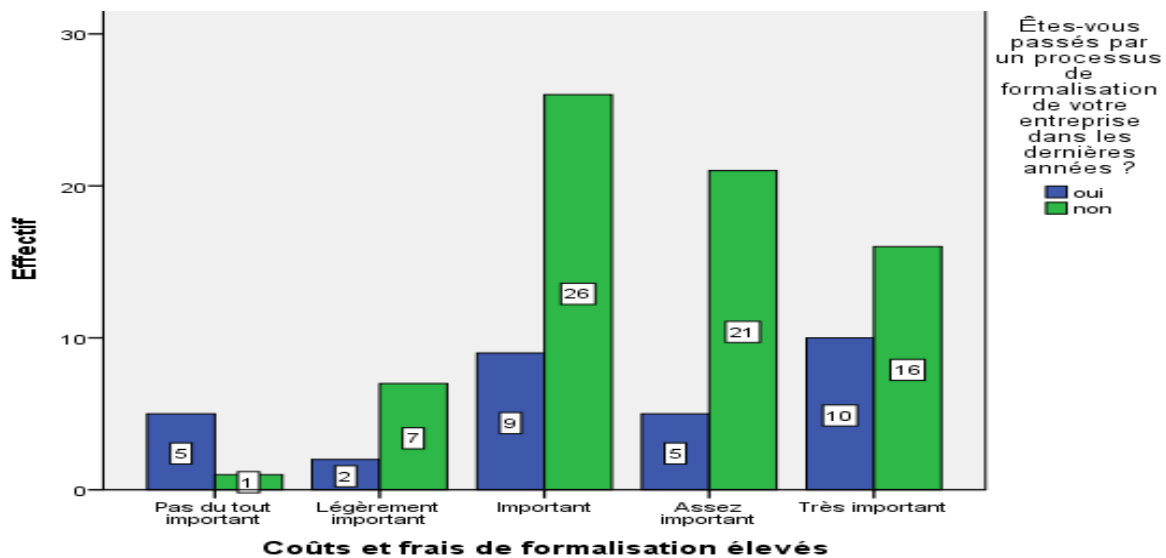


Figure 59. *Diagramme en barres coûts et frais de formalisation élevés*

Le manque de clarté de l'information disponible (,017) ; on remarque très bien que ceux qui sont dans l'informel considèrent largement le fait que l'information disponible soit floue comme un frein important à la formalisation comparativement à ceux qui sont déjà dans le formel qui considèrent également ce facteur comme important, mais relativement moins que ceux exerçant dans l'informel.

Tableau 11 *Khi 2 de Pearson du manque de clarté de l'information disponible*

Tests du Khi-deux			
	Valeur	ddl	Signification asymptotique (bilatérale)
Khi-deux de Pearson	12,005 ^a	4	,017
Rapport de vraisemblance	11,825	4	,019
Association linéaire par linéaire	,206	1	,650
Nombre d'observations valides	101		

a. 2 cellules (20,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 2,46.

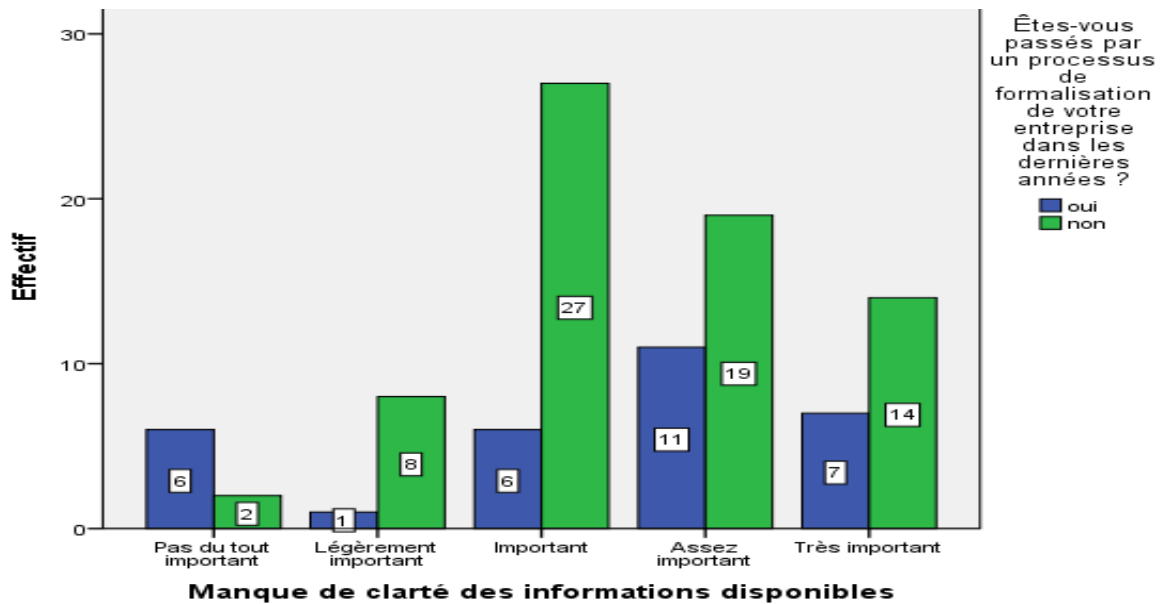


Figure 60. *Diagramme en barres du manque de clarté de l'information disponible*

4.4.3 Analyse comparative des tendances observées chez les entrepreneurs par rapport à celles de la littérature

Celle-ci porte essentiellement sur la comparaison entre les données issues de la littérature existante et les résultats du sondage réalisé sur le passage des entreprises informelles vers le secteur formel au Cameroun. Plus précisément, il s'agit ici de mettre en évidence les points communs et les divergences observées entre la littérature et les données récoltées sur le terrain auprès des entrepreneurs camerounais au sujet des facteurs qui influencent la formalisation. Cette analyse s'appuie principalement sur les données observées dans le tableau comparatif qui suit :

Tableau 12 *Comparaison entre les données issues de la littérature et celles résultantes du sondage*

Grandes familles de facteurs facilitants et entravants la formalisation	Résultats issus de la littérature (en % des 71 articles retenus)	Résultats issus du questionnaire (moyennes de 0 à 5 après regroupement des grandes familles de facteurs)
Les problèmes institutionnels	33,8028169	3,95
Les facteurs sociaux	33,8028169	3,7
Le climat politique	28,16901408	0
Le soutien financier et social	26,76056338	3,67
Les contraintes financières	23,94366197	3,9
Les contraintes réglementaires et administratives	19,71830986	3,66
Les pressions du marché et la concurrence	14,08450704	3,465
L'environnement légal et juridique	12,67605634	3,47
Les obstacles fiscaux	11,26760563	3,71
La sensibilisation et l'incitation	5,633802817	3,5
Les politiques macroéconomiques et sociales	5,633802817	0
Les infrastructures et les ressources	4,225352113	3,665
L'accès à l'information	4,225352113	3,605
Les obstacles culturels et cognitifs	2,816901408	3,08

Les résultats de l'enquête menée auprès des entrepreneurs camerounais viennent enrichir et affiner les conclusions issues de la revue de littérature sur la transition vers la formalisation des entreprises. Cette revue a permis d'identifier plusieurs catégories de facteurs influençant ce processus, parmi lesquels certains se distinguent particulièrement.

Parmi ces facteurs, les aspects financiers apparaissent comme déterminants. En effet, les contraintes financières, telles que l'accès limité aux financements et aux aides adaptées, sont considérées comme des obstacles majeurs par environ 24 % des publications retenues pour cette étude. Cette tendance est confirmée par les résultats de l'enquête, qui attribuent à ce facteur un niveau d'importance de 3,9/5, indiquant ainsi que les répondants le perçoivent comme un élément crucial dans leur démarche de formalisation. La convergence entre ces

deux sources met en évidence la reconnaissance généralisée de l'impact des contraintes financières sur le passage à la formalisation.

À l'instar des défis financiers, les obstacles institutionnels sont également jugés essentiels, tant par les entrepreneurs que par les études antérieures analysées. Ainsi, 33,8 % des publications recensées dans la revue de littérature soulignent leur poids dans la transition vers le formel. De manière concordante, les résultats du questionnaire attribuent à ce facteur une importance de 3,95/5, confirmant ainsi sa prégnance dans les perceptions des entrepreneurs.

Par ailleurs, le soutien financier et social émerge comme un facteur déterminant, à la fois dans la littérature académique et dans les résultats de l'enquête. Il est mentionné dans 26,76 % des études examinées, témoignant de l'attention qu'il suscite chez les chercheurs. De manière cohérente, le questionnaire révèle un niveau d'importance de 3,67/5, indiquant que les entrepreneurs reconnaissent son rôle crucial dans le processus de formalisation. Cette convergence suggère la nécessité de renforcer les efforts financiers et sociaux afin de faciliter cette transition.

Les facteurs sociaux, quant à eux, sont abordés dans 33,8 % des publications analysées, illustrant leur pertinence dans les recherches sur la formalisation. Cette tendance se reflète également dans les résultats du questionnaire, où ils obtiennent un score d'importance de 3,7/5, témoignant du fait que les répondants considèrent ces éléments comme indispensables à une transition réussie. L'alignement entre les perceptions des entrepreneurs et les conclusions académiques renforce ainsi la légitimité de ces facteurs dans les processus de formalisation.

Les contraintes réglementaires et administratives occupent également une place notable, bien qu'elles soient mentionnées dans seulement 19,72 % des études retenues, traduisant ainsi un intérêt modéré de la part des chercheurs. Toutefois, l'enquête attribue à ce facteur un niveau d'importance de 3,66/5, indiquant que les entrepreneurs le considèrent comme un levier significatif pour encourager la formalisation. Cette correspondance entre

les résultats de l'enquête et ceux de la littérature souligne une fois de plus l'alignement entre les perceptions des acteurs de terrain et les analyses académiques.

En revanche, une divergence marquée est observée concernant certains facteurs, notamment les obstacles fiscaux, les infrastructures et les ressources, l'accès à l'information et la sensibilisation, ainsi que les incitations. En effet, alors que ces éléments sont relativement peu mentionnés dans la littérature, les résultats du questionnaire indiquent un niveau d'importance moyen de 3,7/5, suggérant que les entrepreneurs les considèrent comme des enjeux majeurs pour la formalisation. Cette disparité révèle que ces préoccupations sont particulièrement saillantes pour les entrepreneurs, malgré leur faible traitement dans les recherches antérieures.

Enfin, le facteur du climat politique constitue un cas particulier. Bien qu'il soit mentionné dans 28,17 % des études analysées, il n'a fait l'objet d'aucune évaluation spécifique dans les résultats du questionnaire, ce qui explique la valeur nulle attribuée. Pourtant, une question ouverte invitait les répondants à suggérer d'éventuels facteurs additionnels, mais aucun n'a évoqué cet aspect. Cette absence suggère une dissonance notable, indiquant que, contrairement aux conclusions de la littérature académique, l'environnement politique ne semble pas exercer une influence significative sur la perception des entrepreneurs camerounais quant à leur transition vers le secteur formel. Un constat similaire s'observe pour les politiques macroéconomiques et sociales : bien que celles-ci soient abordées de manière marginale dans la littérature (5,63 %), elles ne font l'objet d'aucune évaluation spécifique, les répondants n'ayant formulé aucune mention à ce sujet.

4.5 ANALYSES BIVARIÉES

Partant du postulat selon lequel une variable interagit nécessairement avec les composantes de son environnement, cette étude s'est attachée à analyser l'influence de facteurs tels que le genre, l'âge, le niveau d'instruction, le secteur d'activité, la taille de

l'entreprise et son ancienneté sur la perception des entrepreneurs quant aux éléments facilitant ou entravant la transition vers le secteur formel au Cameroun. Ces variables de contrôle ou contextuelles sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Certaines questions ont été exclues afin d'éviter d'introduire des biais liés à des combinaisons complexes. L'analyse bivariée a été réalisée à l'aide du logiciel SPSS, permettant d'appliquer des tests statistiques avancés afin d'examiner les relations ou influences entre ces variables. La méthode retenue est le test du Khi-deux, qui permet d'évaluer la dépendance entre ces différentes variables et d'identifier d'éventuelles associations significatives.

4.5.1 Description des variables

Nous rappelons une fois de plus que la présente recherche se focalise sur des éléments spécifiques; en l'occurrence sur les perceptions des entrepreneurs et chefs d'entreprises au sujet des facteurs qui favorisent ou entravent la formalisation d'entreprise et du niveau d'importance qu'ils accordent à chacun d'eux. Nous envisageons de considérer trois catégories de variables pour cette analyse. Il s'agit entre autres des variables indépendantes, c'est-à-dire celles-là qui influencent la décision de formalisation des entreprises, des variables dépendantes qui résultent de l'influence de ces variables indépendantes et des variables de contrôle qu'il faut impérativement stabiliser afin de minimiser leurs influences sur la relation entre les deux précédentes variables. Le tableau ci-contre décrit l'ensemble des variables considérées lors de cette étude.

Tableau 13 *Catégorisation des variables étudiées*

Variables	Type	Description
Profil de l'entreprise		
Taille de l'entreprise	Quantitative	Nombre d'employés de l'entreprise
Membres de la famille	Quantitative	Membres de la famille travaillant dans l'entreprise
Statut actuel de l'entreprise	Qualitative	Informelle ou formelle
Secteur d'activité	Qualitative	Commerce, Industrie, Artisanat, Service
Ancienneté de l'entreprise	Quantitative	Nombre d'années d'existence de l'entreprise
Localisation géographique	Qualitative	Siège de l'entreprise
Appartenance à une formation politique	Qualitative	Faire partie ou non d'une formation politique
Tenue de comptabilité	Qualitative	Pratique ou absence de tenue comptable
Mode de création	Qualitative	Création sans ou avec plan d'affaire
Type de structure de l'entreprise	Qualitative	Travail pour son propre compte (Autonome) ou pour autrui (sous-traitance)
Profil du manager		
Âge	Quantitative	Âge du manager
Genre	Qualitative	Homme, Femme
Expérience professionnelle	Quantitative	Nombre d'années d'expérience manager dans son secteur
Niveau d'instruction	Qualitative	Niveau d'étude détenu par la manager
Environnement du manager		
Facteurs favorables à la formalisation	Quantitative / Qualitative	Certains sont mesurables et d'autres pas
Facteurs entravant la formalisation	Quantitative / Qualitative	Certains sont mesurables et d'autres pas
Niveau de satisfaction du manager dans son secteur	Qualitative	Dépend d'un manager à l'autre

Sur la base de ce tableau, nous pouvons à présent ressortir les variables de contrôle sur lesquelles nous allons nous appuyer pour vérifier l'influence de l'appréciation que les entrepreneurs peuvent avoir au sujet des facteurs qui favorisent ou entravent la formalisation des entreprises et du niveau d'importance qu'ils accordent à chacun de ses facteurs.

Tableau 14 *Variables de contrôle retenues pour l'analyse*

Variables	Définitions
Taille de l'entreprise	Combien d'employés travaillent dans votre entreprise?
Membres de la famille	Parmi vos employés combien font partie de votre famille?
Secteur d'activité	À quel secteur d'activité appartient votre entreprise?
Ancienneté de l'entreprise	Depuis combien d'années votre entreprise évolue-t-elle dans l'informel ou le formel?
Âge	Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous?
Genre	Quel est votre genre?
Niveau d'instruction	Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé?

4.5.2 Résultats des tests de dépendance

Le tableau 15 ci-dessous présente l'ensemble des relations identifiées entre l'ensemble des variables retenues pour l'analyse. On peut observer que la plupart des variables de contrôle exercent une influence sur les résultats, à l'exception de la variable genre. Chacune des relations identifiées affiche une signification asymptotique du Khi 2 $< 0,05$ avec des valeurs de Phi et V de Cramer et de Gamma permettant, selon le contexte d'évaluer l'intensité ou la force de ces relations. Dans le cadre de cette analyse, nous ne discuterons que des relations les plus importantes significativement pour ne pas être très exhaustif.

Le coefficient phi est utilisé pour mesurer l'association entre deux variables binaires dans un tableau 2×2. Il varie entre 0 et 1, où 0 indique l'absence d'association et 1 une association parfaite. Il est simple à interpréter mais limité aux tableaux 2×2.

Le V de Cramer est une extension du phi adaptée aux tableaux de contingence de toute taille ($r \times c$). Il mesure uniquement la force de l'association, sans indiquer sa direction. Il est utile pour comparer des variables catégoriques ayant plus de deux modalités. Sa valeur varie entre 0 (aucune association) et 1 (association parfaite).

Le coefficient gamma est conçu pour les variables ordinales, où les catégories ont un ordre logique (ex. : niveaux d'éducation, échelle de satisfaction). Contrairement aux autres, il indique à la fois la force et la direction de l'association. Il varie entre -1 (relation inverse parfaite) et 1 (relation directe parfaite), avec 0 indiquant l'absence de lien.

Tableau 15 *Relations de dépendance entre les variables identifiées*

Variables	Combinaisons possibles	Khi 2		Phi	V de Cramer	Gamma
		Valeurs	Signification			
			asymptotique			
Ancienneté dans la formalisation	Membres de la famille	13,908 ^a	,031	,383	,271	,442
	Taille de l'entreprise	34,857 ^a	,000	,603	,348	,413
	Tranche d'âge	31,352 ^a	,000	,574	,332	,748
Secteur d'activité	Tenue d'une comptabilité	8,657 ^a	,034	,305	,305	,431
	Localisation de l'entreprise (Ville ou zone rurale)	8,980 ^a	,030	,309	,309	,018
	Niveau d'instruction	13,558 ^a	,035	,380	,269	-,113
Taille de l'entreprise	Membres de la famille	21,402 ^a	,002	,467	,330	,673
	Tenue d'une comptabilité	8,223 ^a	,042	,291	,291	-,422
	Élaboration d'un plan d'affaires	12,070 ^a	,007	,349	,349	-,535
	Tranche d'âge	19,802 ^a	,019	,450	,260	,468
Membres de la famille	Tenue d'une comptabilité	8,562 ^a	,014	,299	,299	-,587
	Tranche d'âge	23,417 ^a	,001	,489	,346	,694
Tenue d'une comptabilité	Élaboration d'un plan d'affaires	35,680 ^a	,000	,606	,606	,903
Appartenance à une formation politique	Tranche d'âge	10,377 ^a	,016	,327	,327	-,378
	Niveau d'instruction	11,535 ^a	,003	,343	,343	,636
Élaboration d'un plan d'affaires	Niveau d'instruction	8,789 ^a	,012	,298	,298	-,547

➤ Impact de la variable âge

Le logiciel SPSS a mis en évidence une relation entre l'âge des répondants et son influence sur trois aspects : l'ancienneté de la formalisation de l'entreprise, la collaboration avec des membres de la famille et l'appartenance à une formation politique.

Parmi ces relations, celle entre l'âge et l'ancienneté de la formalisation de l'entreprise est la plus marquée, avec un gamma positif de 0,748. Cette valeur, proche de 1, indique une forte dépendance entre les deux variables et confirme leur lien statistiquement significatif. Il apparaît que les répondants les plus jeunes, notamment ceux âgés de 18 à 35 ans, exercent majoritairement dans le secteur formel depuis moins de cinq ans (figure 61).

La seconde relation, entre l'âge et la présence de membres de la famille dans l'entreprise, est également forte, bien que légèrement inférieure à la précédente, avec un gamma de 0,694. Cela signifie que ces deux variables sont fortement corrélées. Les entrepreneurs de plus de 35 ans privilégient davantage le travail avec au moins un membre de leur famille, contrairement aux plus jeunes, qui sont plus réticents à collaborer avec des proches (figure 62).

Enfin, la relation entre l'âge de l'entrepreneur et son appartenance à une formation politique est plus faible, avec un gamma de -0,378. Cela suggère que l'âge influence peu cette variable. De plus, les coefficients Phi (0,327) et V de Cramer (0,327) indiquent également une faible intensité de cette relation, confirmant que l'impact de l'âge sur l'engagement politique des entrepreneurs est limité.

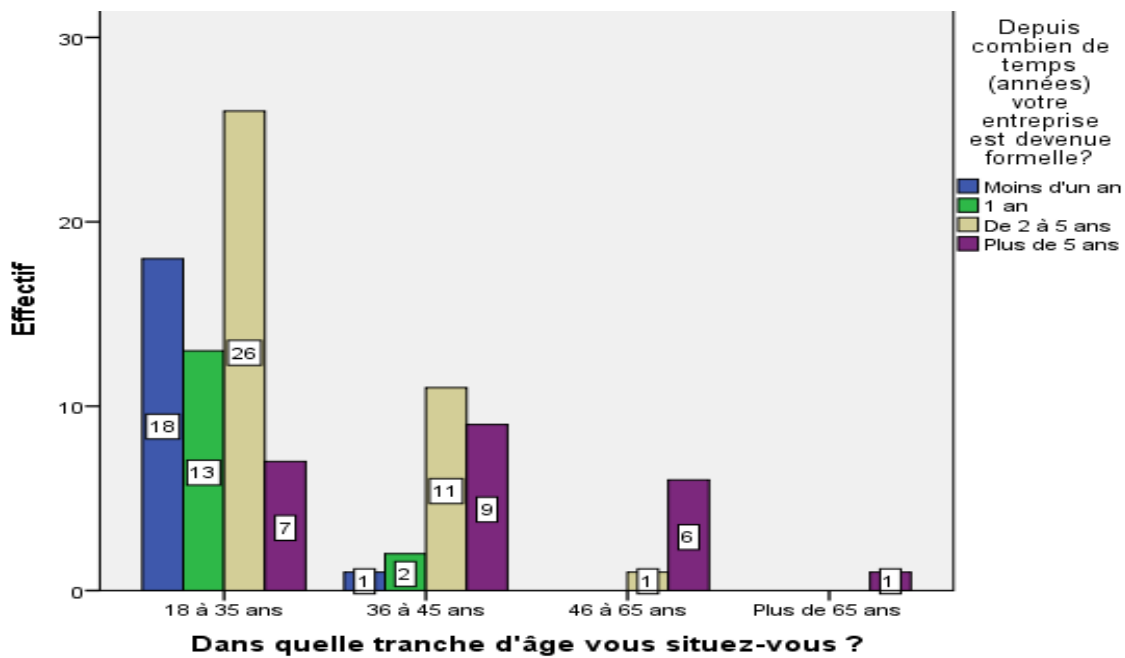


Figure 61. Influence de l'âge sur l'ancienneté de la formalisation de l'entreprise

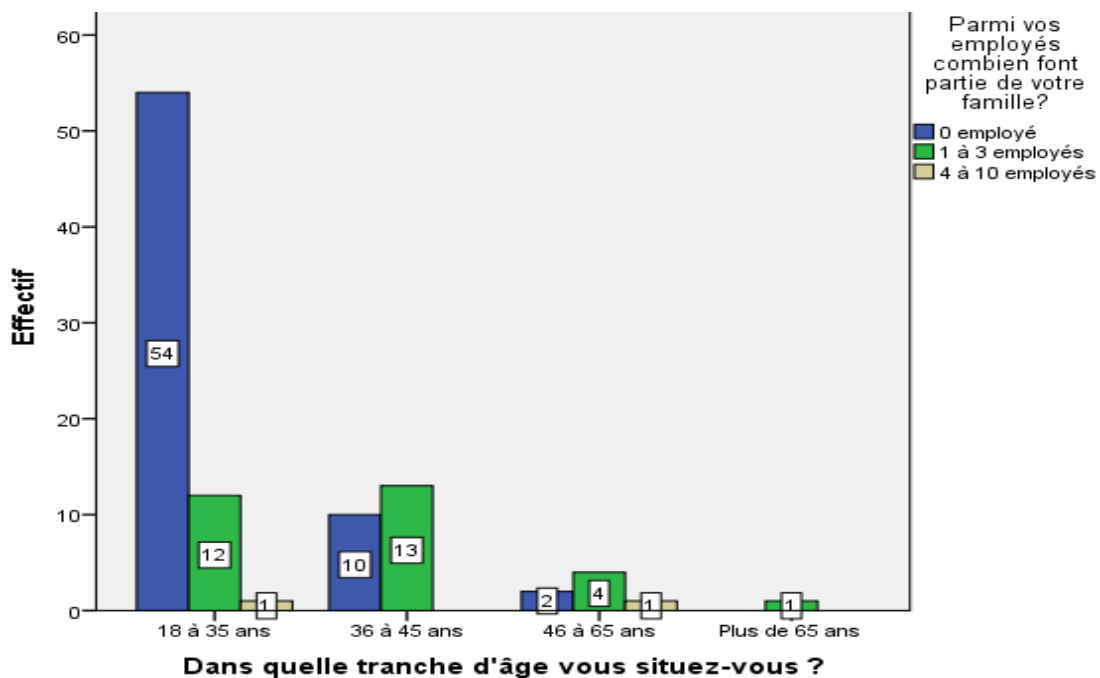


Figure 62. Influence de l'âge sur les membres de la famille

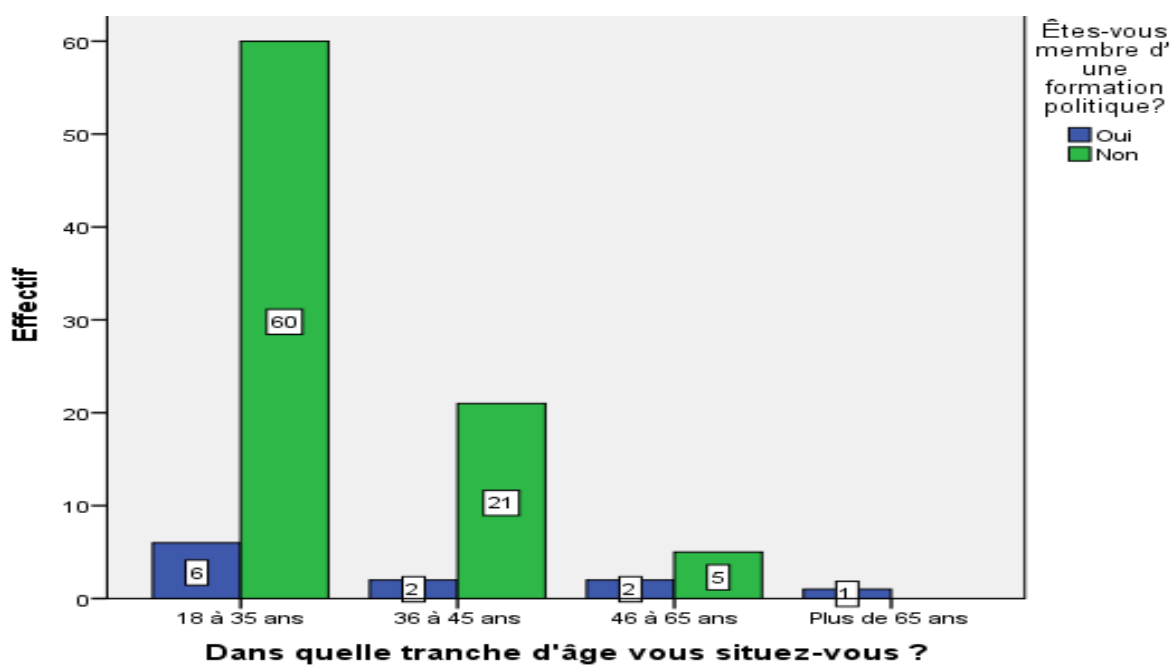


Figure 63. *Influence de l'âge sur l'appartenance à une formation politique*

➤ Impact de la variable niveau d'instruction

Le tableau 15 indique que le niveau d'instruction exerce une influence significative aussi bien sur l'appartenance à une formation politique que sur l'élaboration d'un plan d'affaires, et sur le secteur d'activité de l'entreprise.

Lorsqu'on observe la première relation, c'est-à-dire celle entre le niveau d'instruction et l'appartenance à une formation politique, on voit que le gamma est positif et égal à 0,636. Cette valeur vient ainsi confirmer la significativité statistique et par ricochet le fort lien qui existe entre les deux variables. La remarque à ce niveau est que sur les 73 répondants les plus instruits, c'est-à-dire ceux du supérieur, 68 semblent être beaucoup moins intéressés par les affaires politiques (figure 64).

Les deux dernières relations notamment celle entre le niveau d'instruction et l'élaboration d'un plan d'affaires puis celle entre le niveau d'instruction et le secteur d'activité présentent

des valeurs négatives du gamma respectivement égales à -0,547 et à -0,113 pour les deux relations. Cela implique que :

- Ces deux relations sont faibles;
- Les répondants les plus instruits (57/74), tendent à élaborer un plan d'affaires pour leurs entreprises plus que ceux qui ont un niveau d'étude secondaire (figure 65);
- La majorité des répondants les plus instruits ou ayant un niveau d'étude supérieur (43,62 %) préfèrent exercer en tant que commerçant, contre seulement (20,21 %) dans les services, (7,45 %) dans l'industrie et moins de (3 %) dans le secteur artisanal (figure 66).

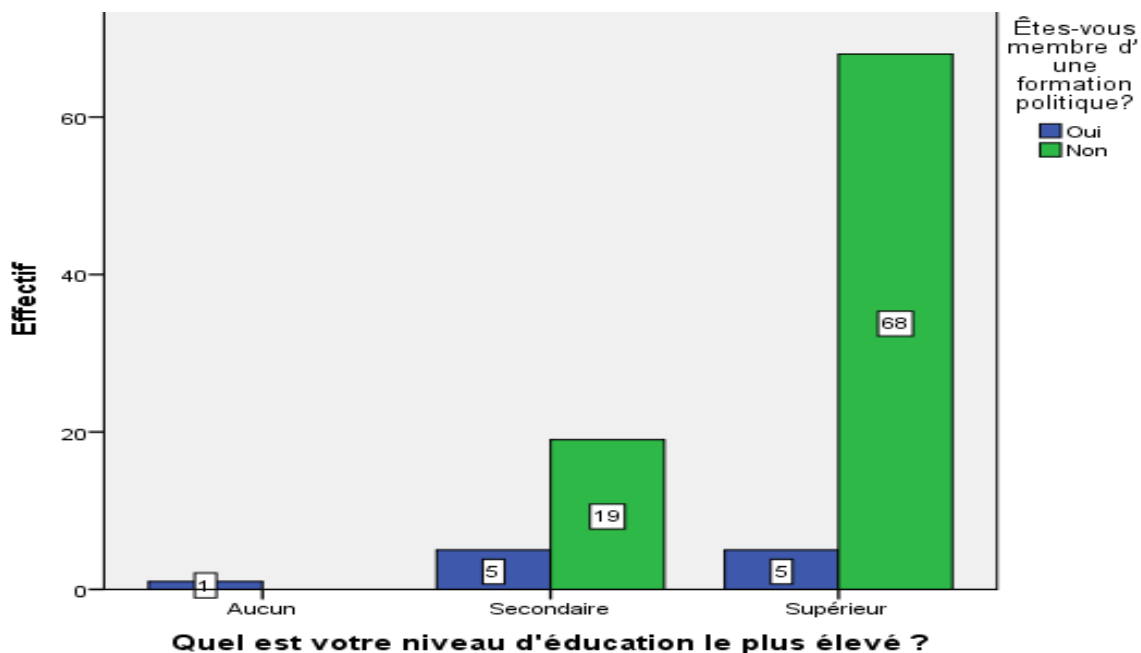


Figure 64. *Influence du niveau d'éducation sur l'appartenance à une formation politique*

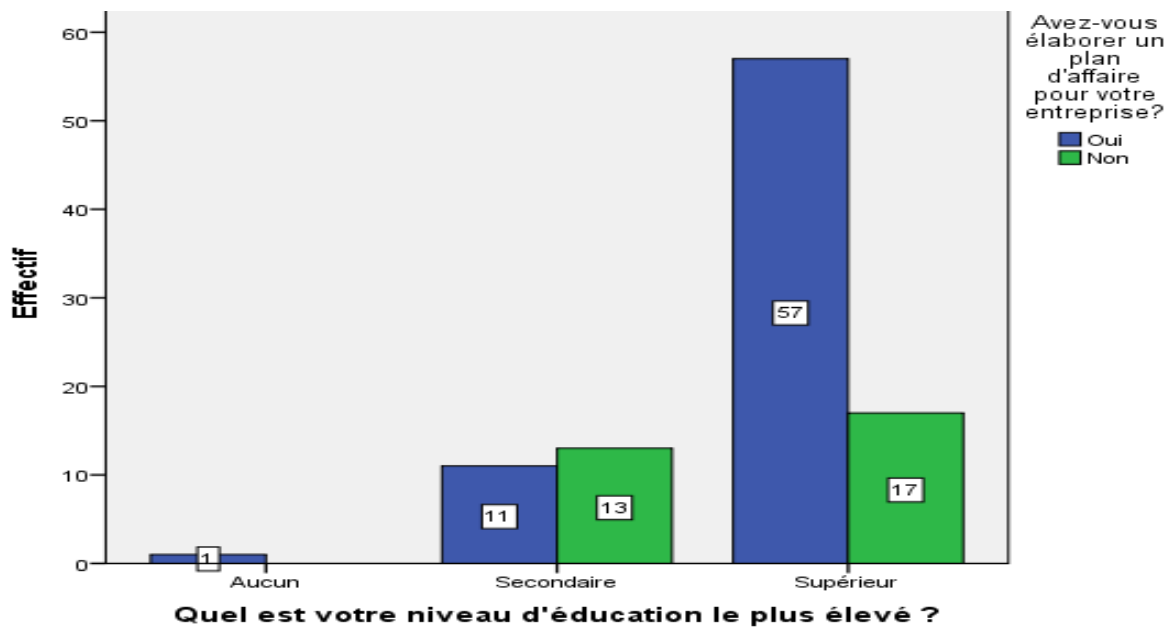


Figure 65. Influence du niveau d'éducation sur l'élaboration d'un plan d'affaires

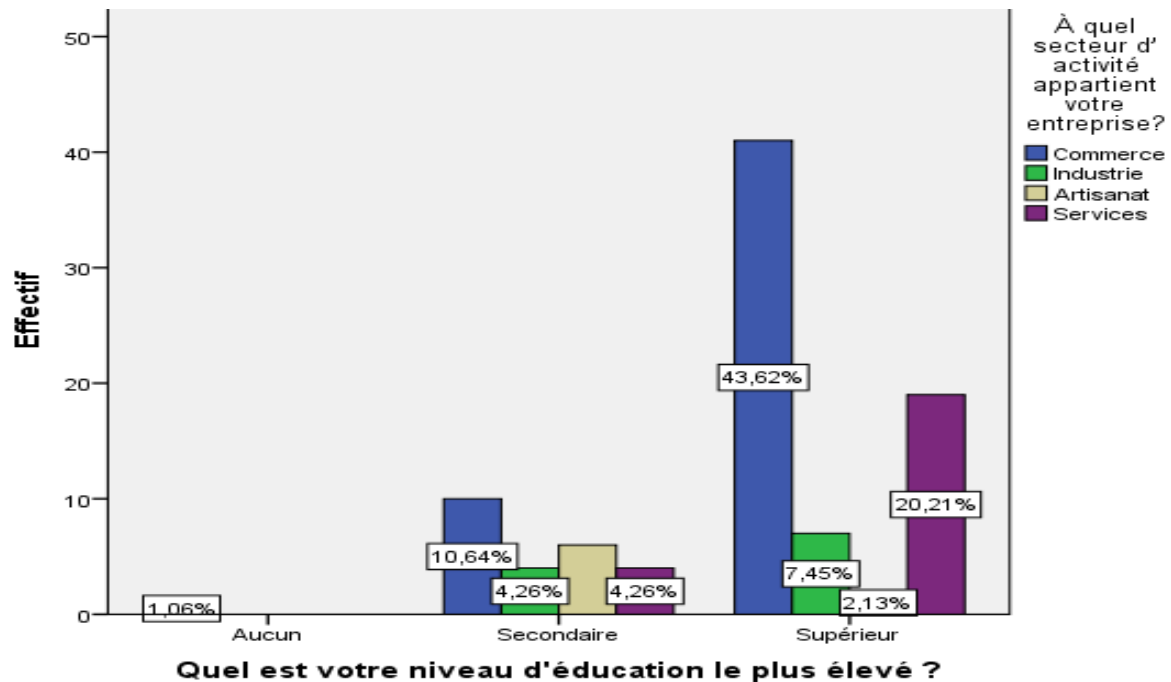


Figure 66. Influence du niveau d'instruction sur le secteur d'activité

➤ Impact de la variable secteur d'activité

La localisation de l'entreprise ainsi que la tenue ou non d'une comptabilité ont un lien avec le secteur d'activité auquel appartient l'entreprise. On remarque une signification asymptotique bilatérale des $\chi^2 = 0,030 < ,05$ et $0,34 < ,05$ respectivement. Les valeurs des indices Phi et V de Cramer repérées ici sont respectivement de (0,305) et de (0,309) pour chacune des relations, montrant ainsi force moyenne de la relation entre ces variables.

- La plupart des répondants qui font du commerce (40,43 %) ou offrent des services (20,21 %) aiment travailler à leur propre compte dans les grandes agglomérations (figure 67).
- De plus, bon nombre de ces répondants opérant dans le commerce (44,09 %), les services (13,98 %) et l'industrie (8,6 %) tiennent majoritairement une comptabilité dans leur entreprise (figure 68).

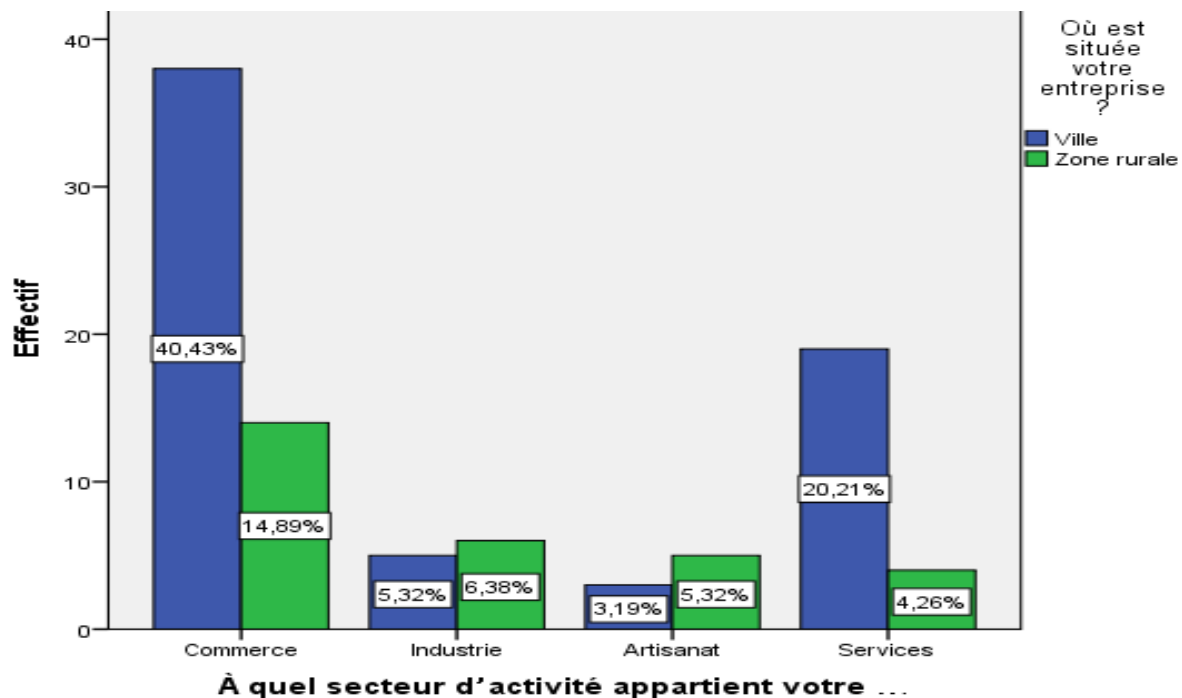


Figure 67. Influence du secteur d'activité sur la localisation de l'entreprise

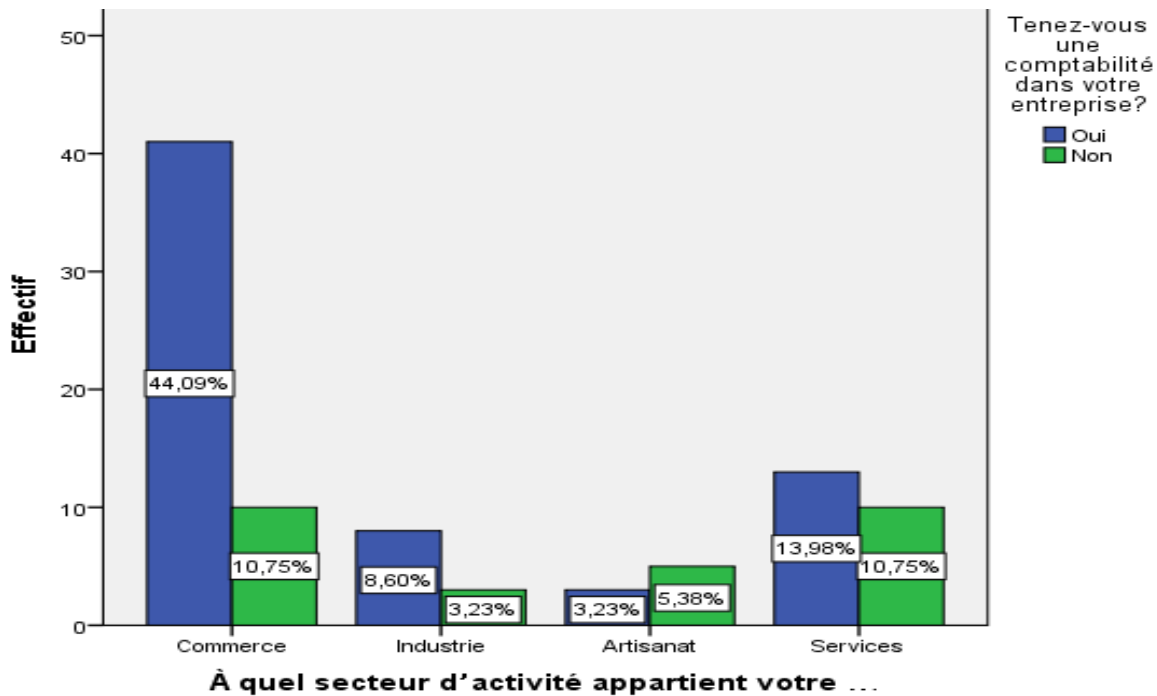


Figure 68. *Influence du secteur d'activité sur la tenue d'une comptabilité*

➤ Impact de la variable taille de l'entreprise

SPSS a repéré des corrélations entre la variable taille de l'entreprise et les autres variables membres de la famille, tenue d'une comptabilité et élaboration d'un plan d'affaires. On peut observer les points suivants :

La relation entre la taille de l'entreprise et les membres de la famille présente un gamma positif et égal à 0,673. Cette valeur vient ainsi confirmer la forte significativité de la liaison qui existe entre ces deux variables. On remarque très bien à ce niveau que la plupart des entrepreneurs autonomes ainsi que les entreprises ayant au plus 3 employés dans leur entreprise aiment plus travailler seul ou avec pratiquement aucun membre de leur famille contrairement aux entreprises qui ont entre 4 à 10 employés ou plus de 10 employés qui préfèrent elles en revanche être entourées d'au moins 1 ou d'au plus 3 membres de leur famille pour mener leurs activités (figure 69).

S'agissant des deux dernières relations, c'est-à-dire celle entre la taille de l'entreprise et la tenue d'une comptabilité puis celle entre la taille de l'entreprise et l'élaboration ou non d'un plan d'affaires, elles présentent des valeurs négatives du gamma respectivement égales à -0,422 et à -0,535 pour les deux relations. De plus, les seuils de significativité respectifs de $0,042 < ,05$ et de $0,007 < ,05$ ont une très faible chance d'obtenir des valeurs de Phi et de V de Cramer de 0,291 et de 0,349 respectivement pour ces deux relations par hasard, on peut également dire qu'il existe un lien de dépendance entre ces deux dernières relations qui est significative avec une intensité plus ou moins moyenne. Ce qui signifie plus précisément que :

- Ces deux relations sont faibles;
- Les entrepreneurs autonomes (14/27), tiennent une comptabilité dans leurs entreprises mais relativement moins que les entreprises qui ont au moins entre 1 et 3 employés jusqu'à plus de 10 employés qui tiennent la plupart du temps une comptabilité dans leurs entreprises (figure 70);
- La plupart des entreprises notamment celles ayant au moins 1 employé jusqu'à plus de 10 employés aiment majoritairement élaborer un plan d'affaires pour leurs entreprises comparativement aux entrepreneurs autonomes (figure 71).

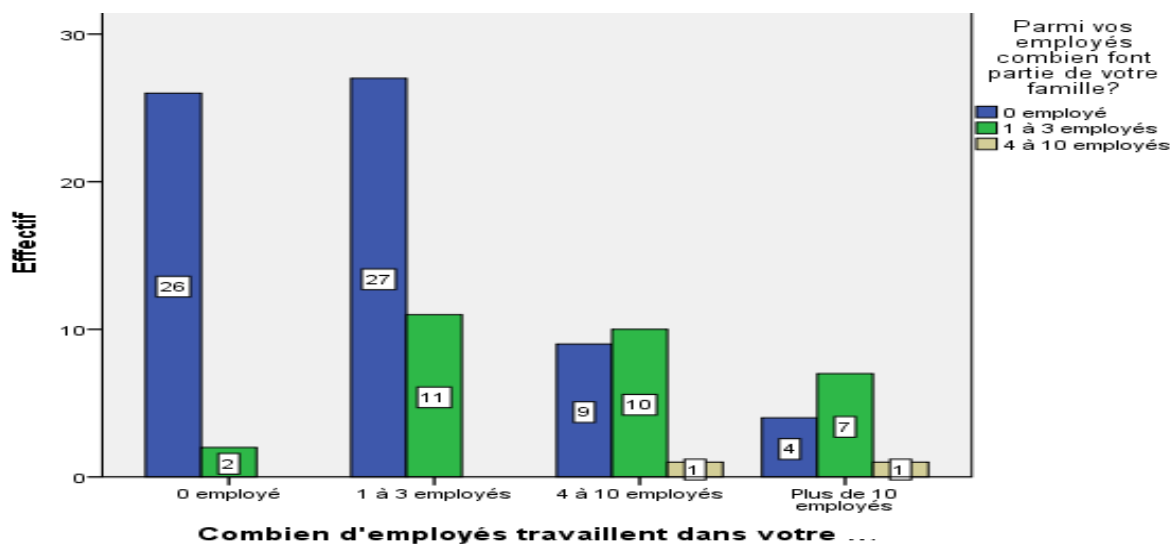


Figure 69. Influence de la taille de l'entreprise sur les membres de la famille

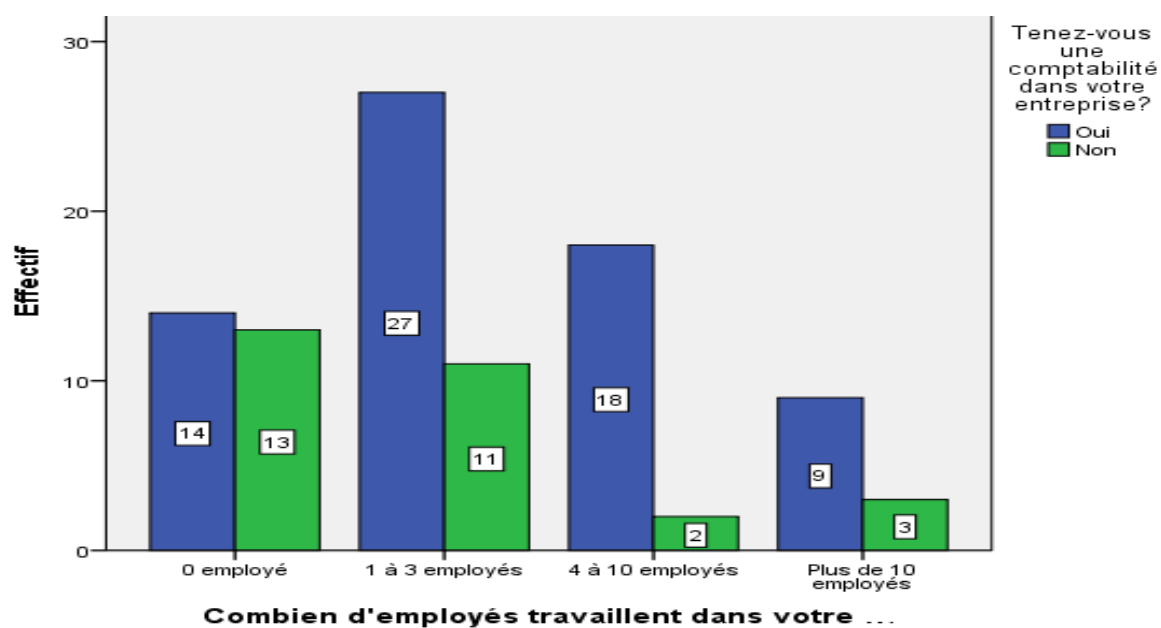


Figure 70. *Influence de la taille de l'entreprise sur la tenue d'une comptabilité*

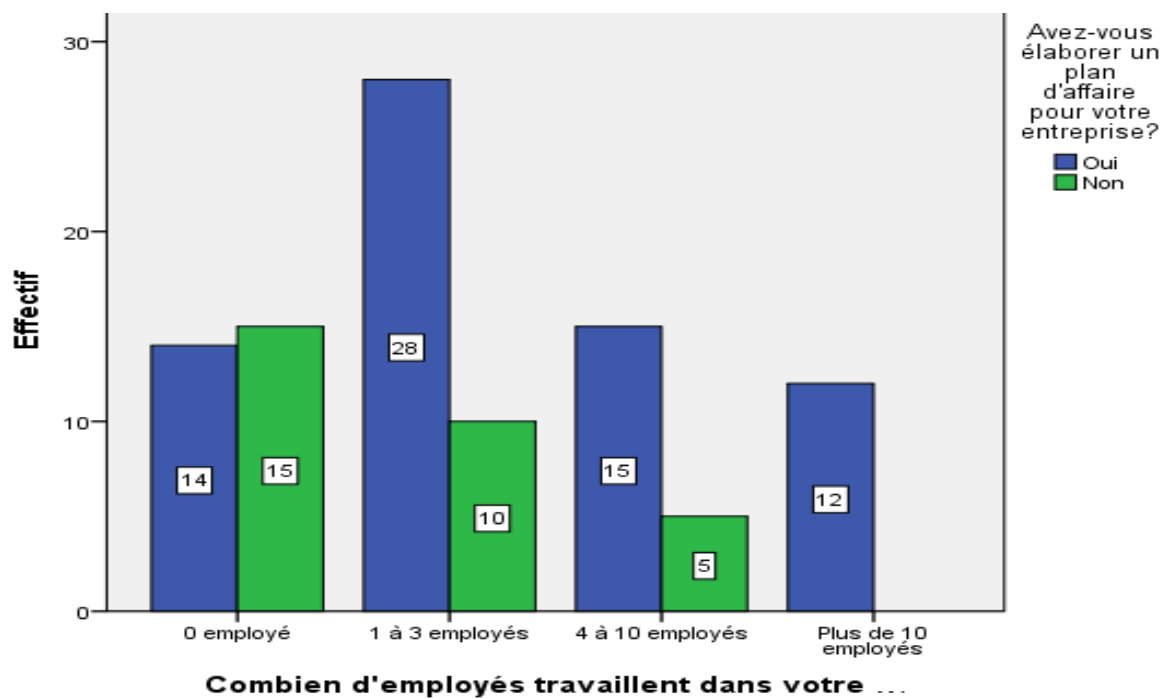


Figure 71. *Influence de la taille de l'entreprise sur l'élaboration d'un plan d'affaires*

➤ Impact de la variable membres de la famille

Le logiciel nous a une fois de plus révélé que le lien entre les membres de la famille travaillant pour le compte de l'entreprise et sa tenue ou non d'une comptabilité est significatif ($\chi^2 = 0,014 < ,05$). Les indices Phi et V de Cramer sont positifs et constants (0,299), traduisant ainsi une intensité moyenne entre cette relation. Le constat à ce niveau est que les répondants qui travaillent avec entre 1 et 3 membres de leurs familles préfèrent plus tenir une comptabilité comparativement à ceux qui travaillent sans aucuns membres de leurs familles (figure 72).

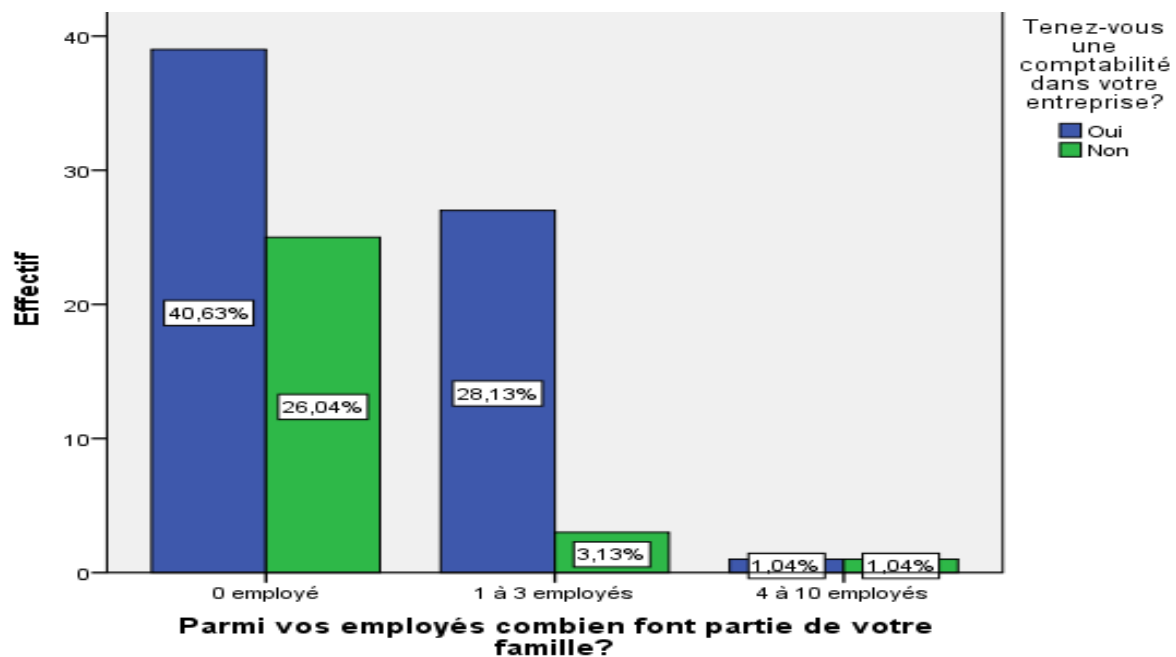


Figure 72. Influence des membres de la famille sur la tenue d'une comptabilité

➤ Impact de la variable tenue d'une comptabilité

On constate qu'il existe une relation très significative entre la tenue d'une comptabilité et l'élaboration ou non d'un plan d'affaires. En effet, le gamma est positif et sa valeur est très élevée (0,903), il s'agit là de la plus forte relation détectée par logiciel sur l'ensemble des

variables. De plus, le seuil de significativité de $0,000 < ,05$, laisse présager au hasard une très forte chance d'obtenir une valeur élevée de Phi et de V de Cramer de 0,606 pour cette relation. Il existe donc un très grand lien de dépendance ainsi qu'une très forte intensité entre ces deux variables. Ainsi, les répondants qui tiennent une comptabilité dans leurs entreprises (61,86 %) élaborent la plupart du temps un plan d'affaires au préalable comparativement à ceux qui n'en tiennent pas (figure 73).

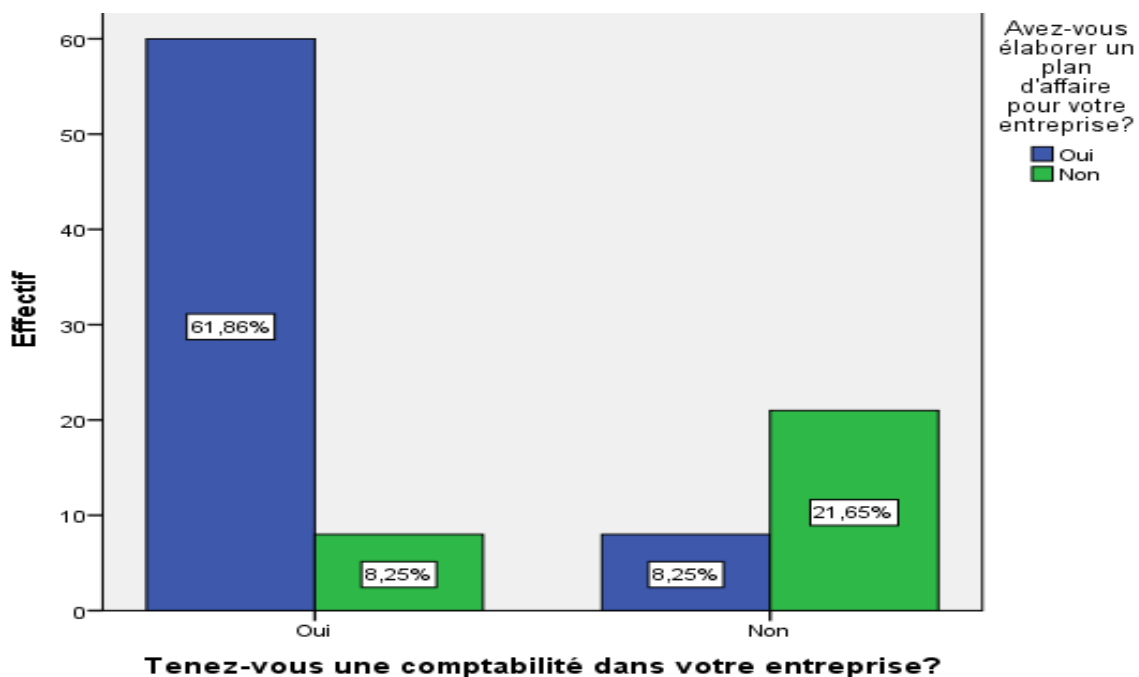


Figure 73. *Influence de la tenue d'une comptabilité sur l'élaboration d'un plan d'affaires*

4.6 SYNTHÈSE DU CHAPITRE 4

Ce chapitre a permis de présenter de manière détaillée les résultats de l'enquête sur les perceptions des entrepreneurs et des chefs d'entreprises Camerounais au sujet de la transition des entreprises informelles vers la formalité. L'étude a couvert les caractéristiques des

participants, la description des résultats obtenus, l'analyse des tendances ainsi qu'une analyse bivariée afin de tester les dépendances entre les variables retenues pour l'analyse. Les principaux constats montrent que les freins institutionnels et financiers demeurent des préoccupations majeures, tandis que les facteurs culturels et sociaux requièrent une exploration plus approfondie dans les recherches futures. Ainsi, pour encourager la formalisation des entreprises, il est crucial de s'appuyer sur la compréhension des différentes influences de ces facteurs. Ce cadre d'analyse offre des pistes pour développer et adapter des politiques aux réalités propres des entrepreneurs camerounais et faciliter leur intégration dans l'économie formelle.

En se référant à ce qu'offrent ces analyses, il est clair qu'une meilleure compréhension des points de vue des entrepreneurs peut permettre la mise en œuvre d'initiatives plus ciblées et efficaces pour favoriser la transition vers la formalisation. Les décideurs ont en effet tout intérêt à développer des politiques concertées qui prennent en compte l'ensemble des freins à la formalisation identifiés et principalement ceux relatifs aux obstacles institutionnels, financiers et sociaux. Cela aura pour effet de stimuler non seulement l'économie nationale, mais aussi de dynamiser les entreprises locales. Ce chapitre met en évidence la nécessité d'une approche collaborative pour relever les défis à la formalisation et de capitaliser sur les avantages identifiés.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire visait à explorer les défis et les opportunités auxquels les entreprises informelles camerounaises font face lors de leur passage vers la formalisation. L'analyse systématique des facteurs influençant cette transition montre l'importance capitale de cette transition pour le développement économique et social du pays. Étant donné que plus de 90 % de la main-d'œuvre active camerounaise est engagée dans le secteur informel, les retombées de cette transition s'annoncent largement positives non seulement pour l'ensemble de l'économie, mais aussi pour les entreprises elles-mêmes.

Les résultats obtenus suggèrent la nécessité pour les décideurs d'adopter une approche intégrée ou collaborative pour promouvoir la formalisation, en s'attaquant simultanément aux obstacles réglementaires, ceux liés aux finances comme celles de l'accès restreint aux différentes sources de financement, aux crédits et aux subventions sans oublier les obstacles sociaux à l'instar de la corruption auxquels les entrepreneurs sont en permanence confrontés. Le point important à retenir ici est le fait que les analyses de données issues du questionnaire confirment l'existence d'une bonne cohérence entre les résultats provenant des observations du terrain et les données théoriques issues de la littérature existante.

Cela dit, la recherche comporte certaines limites qui nécessitent d'être prises en compte. L'étude se concentre principalement sur un échantillon spécifique d'entrepreneurs et de chefs d'entreprises, ce qui peut réduire la portée de la généralisation des résultats obtenus à l'ensemble du secteur informel camerounais. En effet, même si l'enquête a permis de recueillir les réponses auprès de 120 participants, l'écart (sous-représentation) entre le nombre d'entreprises formelles (40) et informelles (80), ajouté à la prédominance (forte représentation) des hommes parmi ces répondants, constituent des limites significatives, surtout dans un contexte où les femmes sont aujourd'hui majoritairement actives dans l'économie informelle. Par ailleurs, malgré le fait que la revue de littérature systématique ait

permis d'identifier des thèmes majeurs liés à la formalisation, certaines particularités régionales et locales pourraient ne pas suffisamment avoir été explorées en profondeur, ouvrant ainsi des perspectives à des recherches futures.

Les futurs travaux gagneraient à explorer davantage les facteurs sociaux et culturels qui influencent les perceptions des entrepreneurs au sujet de la formalisation. Une étude comparative avec d'autres pays d'Afrique subsaharienne qui ont réussi à formaliser leur économie permettrait de mettre en évidence les bonnes pratiques. De plus, l'utilisation des méthodes qualitatives comme des entretiens semi-structurés faciliterait la collecte des données riches et subtiles sur les avis des entrepreneurs concernant la formalisation.

D'un point de vue pratique, les conclusions de cette étude pourraient servir de base aux décideurs pour orienter l'élaboration des politiques publiques visant à encourager le passage vers la formalité. Parmi les stratégies recommandées que les décideurs devraient intégrer dans leurs politiques publiques afin d'améliorer celles déjà existantes figurent entre autres : le renforcement du soutien institutionnel et financier, notamment grâce à la simplification des procédures administratives, la révision du niveau d'imposition et des frais liés à la formalisation et en facilitant l'accès au crédit ; la sensibilisation des entrepreneurs sur les avantages de la formalisation ou encore en renforçant les mesures de lutte contre la corruption.

Pour conclure, cette étude souligne une forte connexion entre les défis rencontrés dans la formalisation des entreprises informelles et les objectifs de développement économique du Cameroun. Approfondir la compréhension des leviers et des freins de la formalisation pourrait jouer un rôle clé dans l'intégration du secteur informel dans l'économie formelle et contribuer à la croissance économique durable du pays. C'est sur cette lancée que nous encourageons donc la poursuite des réflexions sur cette problématique majeure pour le progrès économique du Cameroun.

ANNEXES :

Annexe 1 : Questionnaire

Bonjour et merci de porter de l'intérêt à ce sujet ! Ce questionnaire s'inscrit dans le cadre d'un mémoire de maîtrise en gestion de projet réalisé à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR). Il traite des facteurs influençant la transition des entreprises informelles vers le formel au Cameroun. À travers ce sondage, nous souhaitons identifier et comprendre les facteurs que les entrepreneurs et chefs d'entreprises, aussi bien informelles que formelles, camerounais considèrent comme étant importants pour les amener à formaliser leur entreprise ou à rester dans l'informel. Il faut environ 15 minutes pour répondre au sondage.

Cette étude a fait l'objet d'évaluation et d'approbation par le Comité d'Éthique de la Recherche (CER) de l'UQAR. Vous pouvez consulter le formulaire d'information et de consentement (FICE) concernant la participation en cliquant sur le lien suivant : <https://bit.ly/3Wc7Uso>.

Je vous remercie par avance pour votre collaboration et pour l'intérêt que vous accordez à cette recherche !

Partie 1 : Questionnaire pour les entrepreneurs autonomes et les dirigeants d'entreprises récemment passés par un processus de formalisation de leurs entreprises au cours des 5 dernières années

I. Facteurs influençant la décision de formalisation

Q1 Êtes-vous passés par un processus de formalisation de votre entreprise dans les dernières années ? *

☐ Oui

☐ Non

Si, non allez en **(Partie 2)**

Q2 Dites-nous parmi l'ensemble des critères ou facteurs qui suivent ceux qui ont joué un rôle important dans votre décision de formaliser votre entreprise ? *

	Pas du tout important (1)	Légèrement important (2)	Important (3)	Assez important (4)	Très important (5)
Amélioration de l'accès au financement (simplification des processus de demande de prêt, réduction des taux d'intérêt...)	☐	☐	☐	☐	☐
Simplification des procédures (réduction des étapes administratives, automatisation,)	☐	☐	☐	☐	☐
Lutte contre la corruption (Transparence administratives, agences anticorruption...)	☐	☐	☐	☐	☐
Accès aux marchés publics (possibilité de participer aux appels d'offres publics)	☐	☐	☐	☐	☐
Facilitation de l'accès à l'information	☐	☐	☐	☐	☐
Recherche d'une meilleure protection juridique	☐	☐	☐	☐	☐
Soutien et incitations du gouvernement (aides financières...)	☐	☐	☐	☐	☐
Accroître la réputation, la légitimité et la crédibilité de l'entreprise	☐	☐	☐	☐	☐
Accès à des programmes de formation et de renforcement des capacités	☐	☐	☐	☐	☐
Volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise	☐	☐	☐	☐	☐
Exposition aux conséquences négatives de l'informalité (manque de protection juridique ...)	☐	☐	☐	☐	☐
Mise en place d'incitations fiscales (exonérations fiscales temporaires ...)	☐	☐	☐	☐	☐
Sensibilisation sur les avantages de la formalisation	☐	☐	☐	☐	☐

Si d'autres motifs sont à l'origine de votre décision de formaliser votre entreprise, veuillez les préciser SVP

Q3 Parmi les quelques obstacles ci-dessous, quel est le niveau d'importance de ceux que vous avez rencontrés lors de la transition de votre entreprise du secteur informel pour le formel ? *

	Pas du tout important (1)	Légèrement important (2)	Important (3)	Assez important (4)	Très important (5)
Corruption au sein des administrations (paiement des pots-de-vin...)	☐	☐	☐	☐	☐
Accès insuffisant aux ressources, infrastructures et services essentiels (électricité, eau, transports...)	☐	☐	☐	☐	☐
Manque de connaissance et de formation quant aux exigences légales et aux avantages de la formalisation.	☐	☐	☐	☐	☐
Difficultés d'accès au financement (Accès limité au crédit)	☐	☐	☐	☐	☐
Méfiance envers l'administration (traduite par la crainte des contrôles fiscaux abusifs et des sanctions...)	☐	☐	☐	☐	☐
Bénéfices peu perceptibles (pour les entrepreneurs qui opèrent déjà avec succès dans l'informel)	☐	☐	☐	☐	☐
Complexité des procédures bureaucratiques	☐	☐	☐	☐	☐
Coûts et frais de formalisation élevé	☐	☐	☐	☐	☐
Absence de sensibilisation des entrepreneurs	☐	☐	☐	☐	☐
Manque de clarté des informations disponibles	☐	☐	☐	☐	☐

Difficultés d'accès au marché formel (réglementations strictes et coûts de mise en conformité élevés...	☐	☐	☐	☐	☐
Niveau élevé d'imposition (taxes élevés, systèmes fiscaux complexes...	☐	☐	☐	☐	☐
Forte concurrence de la part des entreprises informelles et formelles	☐	☐	☐	☐	☐

Si d'autres motifs vous ont empêché de formaliser votre entreprise, veuillez les préciser SVP

I. Caractéristiques générales et celles liées à la gestion de l'entreprise

Q4 Depuis combien de temps (années) votre entreprise est-elle devenue formelle ?

☐ Moins de 1 an ☐ 1 an ☐ 2 à 5 ans ☐ Plus de 5 ans

Q5 À quel secteur d'activité appartient votre entreprise ?

☐ Commerce ☐ Industrie ☐ Artisanat ☐ Services

Q6 Combien d'employés travaillent dans votre entreprise ?

☐ Aucun employé ☐ 1 à 3 employés ☐ 4 à 10 employés ☐ Plus de 10 employés

Q7 Parmi vos employés combien font partie de votre famille ?

☐ Aucun employé ☐ 1 à 3 employés ☐ 4 à 10 employés ☐ Plus de 10 employés

Q8 Tenez-vous une comptabilité dans votre entreprise ?

☐ Oui ☐ Non

Q9 Votre entreprise fonctionne-t-elle de manière autonome ou en tant que sous-traitante ?

☐ Autonome ☐ Sous-traitante

Q10 Êtes-vous membre d'une formation politique ?

☐ Oui ☐ Non

Q11 Avez-vous élaboré un plan d'affaires pour votre entreprise ?

☐ Oui ☐ Non

Q12 Où est située votre entreprise ?

☐ Ville ☐ Zone rurale

III. Caractéristiques du manager

Q13 Quel est votre sexe ?

☐ Homme ☐ Femme ☐ Je ne veux pas répondre

Q14 Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

☐ 18-35 ☐ 36-45 ☐ 46-65 ☐ 65 et plus ☐ Je ne veux pas répondre

Q15 Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé ?

☐ Aucun ☐ École Primaire ☐ Secondaire ☐ Supérieur

Q16 Depuis combien de temps exercez-vous dans le secteur formel ?

☐ Moins de 1 an ☐ 2 an ☐ 3 à 5 ans ☐ Plus de 5 ans

Q17 : Quel est votre niveau de satisfaction d'opérer aujourd'hui dans une entreprise formelle ?

Très insatisfait	Insatisfait	Neutre	Satisfait	Très satisfait
☐	☐	☐	☐	☐

Partie 2 : Questionnaire pour les entrepreneurs autonomes et les dirigeants d'entreprises qui sont encore dans l'informel.

A. Facteurs influençant la décision de formalisation

Q1 Si vous êtes à la tête d'une entreprise informelle, quel serait, d'après vous, le niveau d'importance des facteurs ci-dessous pour vous amener à formaliser votre entreprise ?

	Pas du tout important (1)	Légèrement important (2)	Important (3)	Assez important (4)	Très important (5)
Amélioration de l'accès au financement	☐	☐	☐	☐	☐
Simplification des procédures (réduction des étapes administratives,)	☐	☐	☐	☐	☐
Lutte contre la corruption (Transparence	☐	☐	☐	☐	☐
Accès aux marchés publics (possibilité de participer aux appels d'offres publics)	☐	☐	☐	☐	☐
Facilitation de l'accès à l'information	☐	☐	☐	☐	☐
Recherche d'une meilleure protection juridique	☐	☐	☐	☐	☐
Soutien et incitations du gouvernement (aides financières...)	☐	☐	☐	☐	☐
Accroître la réputation, la légitimité et la crédibilité de l'entreprise	☐	☐	☐	☐	☐
Accès à des programmes de formation et de renforcement des capacités	☐	☐	☐	☐	☐
Volonté d'assurer la croissance et la longévité de l'entreprise	☐	☐	☐	☐	☐
Exposition aux conséquences négatives de l'informalité (manque de protection juridique...)	☐	☐	☐	☐	☐
Mise en place d'incitations fiscales (exonérations fiscales temporaires ...)	☐	☐	☐	☐	☐
Sensibilisation sur les avantages de la formalisation	☐	☐	☐	☐	☐

Si d'autres éléments peuvent vous amener à décider de formaliser votre entreprise, veuillez les préciser SVP

Q2 Parmi les obstacles suivants, quel est le niveau d'importance de ceux qui vous empêchent ou vous dissuadent de quitter le secteur informel pour rejoindre le formel ?

	Pas du tout important (1)	Légèrement important (2)	Important (3)	Assez important (4)	Très important (5)
Corruption au sein des administrations (paiement des pots-de-vin...)	☐	☐	☐	☐	☐
Accès insuffisant aux ressources, infrastructures et services essentiels (électricité, eau, transports...)	☐	☐	☐	☐	☐
Manque de connaissance et de formation quant aux exigences légales et aux avantages de la formalisation.	☐	☐	☐	☐	☐
Difficultés d'accès au financement (Accès limité au crédit)	☐	☐	☐	☐	☐
Méfiance envers l'administration (traduite par la crainte des contrôles fiscaux abusifs et des sanctions...)	☐	☐	☐	☐	☐
Bénéfices peu perceptibles (pour les entrepreneurs qui opèrent déjà avec succès dans l'informel)	☐	☐	☐	☐	☐
Complexité des procédures bureaucratiques	☐	☐	☐	☐	☐
Coûts et frais de formalisation élevé	☐	☐	☐	☐	☐
Absence de sensibilisation des entrepreneurs	☐	☐	☐	☐	☐
Manque de clarté des informations disponibles	☐	☐	☐	☐	☐
Difficultés d'accès au marché formel (réglementations strictes et coûts de mise en conformité élevés...)	☐	☐	☐	☐	☐

Niveau élevé d'imposition (taxes élevés, systèmes fiscaux complexes...	☐	☐	☐	☐	☐
Forte concurrence de la part des entreprises informelles et formelles	☐	☐	☐	☐	☐

Si d'autres éléments peuvent vous dissuader de formaliser votre entreprise, veuillez les préciser
SVP _____

A. Caractéristiques générales et celles liées à la gestion de l'entreprise

Q3 Depuis combien de temps (années) votre entreprise évolue-t-elle dans l'informel ?

☐ Moins de 1 an ☐ 1 an ☐ 2 à 5 ans ☐ Plus de 5 ans

Q4 À quel secteur d'activité appartient votre entreprise ?

☐ Commerce ☐ Industrie ☐ Artisanat ☐ Services

Q5 Combien d'employés travaillent dans votre entreprise ?

☐ Aucun employé ☐ 1 à 3 employés ☐ 4 à 10 employés ☐ Plus de 10 employés

Q6 Parmi vos employés Combien font partie de votre famille ?

☐ Aucun employé ☐ 1 à 3 employés ☐ 4 à 10 employés ☐ Plus de 10 employés

Q7 Tenez-vous une comptabilité dans votre entreprise ?

☐ Oui ☐ Non

Q8 Votre entreprise fonctionne-t-elle de manière autonome ou en tant que sous-traitante ?

☐ Autonome ☐ Sous-traitante

Q9 Êtes-vous membre d'une formation politique ?

☐ Oui ☐ Non

Q10 Avez-vous élaboré un plan d'affaires pour votre entreprise ?

☐ Oui ☐ Non

Q11 Où est située votre entreprise ?

☐ Ville ☐ Zone rurale

B. Caractéristiques du manager

Q12 Quel est votre sexe ?

☐ Homme

☐ Femme

☐ Je ne veux pas répondre

Q13 Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

☐ 18-35

☐ 36-45

☐ 46-65

☐ 65 et plus

☐ Je ne veux pas répondre

Q14 Quel est votre niveau d'éducation le plus élevé ?

☐ Aucun

☐ Ecole Primaire

☐ Secondaire

☐ Supérieur

Q15 Depuis combien de temps êtes-vous dans l'informel ?

☐ Moins de 1 an

☐ 2 ans

☐ 3 à 5 ans

☐ Plus de 5 ans

FIN du questionnaire

Annexe 2 : CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Rimouski (CER-UQAR), certifie, conjointement avec la personne titulaire de ce certificat, que le présent projet de recherche prévoit que les êtres humains qui y participent seront traités conformément aux principes de l'énoncé de politique des trois conseils : Éthique de la recherche avec des êtres humains ainsi qu'aux normes et principes en vigueur dans la Politique d'éthique avec les êtres humains de l'UQAR (C2-D32).

Projet # : 2025-510

Titre du projet de recherche : "Facteurs favorisant ou entravant un projet de transition d'entreprises informelles en entreprises formelles : cas du Cameroun".

Chercheur principal à l'UQAR

Emmanuel Nkondjang Fandio,

Unité départementale des sciences de la gestion – Rimouski

Direction / Codirection de recherche

En provenance de l'UQAR ou de l'externe: Bruno Urli

Financement : aucun

Date d'approbation du projet : 01 juin 2024

Date d'entrée en vigueur du certificat : 01 juin 2024

Date d'échéance du certificat : 01 juin 2025

N.B. Un rappel automatique vous sera envoyé par courriel quelques semaines avant l'échéance de votre certificat afin de remplir le formulaire F7 - Renouvellement annuel.

- Si votre projet se termine avant la date du prochain renouvellement, veuillez remplir le formulaire **F9 - Fin de projet**.
- Si des modifications sont apportées à votre projet avant l'échéance du certificat, veuillez remplir le formulaire **F8 - Modification de projet**.
- Tout nouveau membre de votre équipe de recherche devra être déclaré au CER-UQAR lors de votre prochaine demande de renouvellement ou lors de la fin de votre projet si le renouvellement n'est pas requis. ATTENTION: Vous devez faire signer une déclaration d'honneur aux personnes ayant accès aux participants (ou à des données nominatives sur les participants) et la conserver dans vos dossiers de recherche.

Janie Bérubé, Ph. D.

Présidente du Comité d'Éthique de la Recherche - UQAR (CER-UQAR)

Professeure Unité départementale des sciences de la gestion

cer@uqar.ca

Signé le 2024-06-01 à 06:14

NAGANO
www.cerweb.ca

Approbation du projet par le comité d'éthique suite à l'approbation conditionnelle
Université du Québec à Rimouski - 300, allée des Ursulines, Rimouski (Québec), G5L 3A1

RÉFÉRENCES

- Abate, A. M. (2017). Transition des entreprises informelles vers le formel: Les zones-grises comme stratégie entrepreneuriale de façade. *Revue africaine de management*, 1(2).
- Abdiyeva, R., Özdil, T., & Pirimbayev, C. (2015). Geçiş ekonomilerinde vergi kültürü ve etkileyen faktörler: Kırgızistan örneği. *Bilgi*(75), 43-74.
- Ado, I. (2022). *L'entrepreneuriat dans les pays en développement: de l'entrepreneuriat informel au processus de formalisation des entreprises informelles au Niger* Université Clermont Auvergne].
- Amir, A., & Gökmenoğlu, K. (2023). Analyzing the Drivers of the Shadow Economy for the Case of the CESEE Region. *Ekonomicky Casopis*, 71(2), 155-181.
- Arrieta-Arrieta, A. M., & Marrugo-Arnedo, C. A. (2020). Determinants of the transition between the formal and informal sectors in Mexico, 2010 and 2017. *Revista de Economía del Caribe*(26).
- Arruda, H., Silva, E. R., Lessa, M., Proença Jr, D., & Bartholo, R. (2022). VOSviewer and bibliometrix. *Journal of the Medical Library Association: JMLA*, 110(3), 392.
- Bardin, L. (2013). Chapitre VI. L'analyse des relations. *Quadrige*, 268-288.
- Benjamin, N., & Mbaye, A. A. (2012). Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone. *International Bank for Reconstruction and Development, The World Bank*, 1-299.
- Bouquin, S., & Georges, I. (2011). Formes et dynamiques du travail informel. *Les Mondes du travail*(9-10), 17-25.
- Callon, M., Courtial, J. P., & Laville, F. (1991). Co-word analysis as a tool for describing the network of interactions between basic and technological research: The case of polymer chemistry. *scientometrics*, 22, 155-205.
- Cobo, M. J., López-Herrera, A. G., Herrera-Viedma, E., & Herrera, F. (2012). SciMAT: A new science mapping analysis software tool. *Journal of the American Society for information Science and Technology*, 63(8), 1609-1630.
- de Joubert, P. (2010). Efficacité de production du secteur informel non-agricole et réduction de la pauvreté au Cameroun.
- De Soto, H. (2000). The Five Mysteries of Capital. *The Five Mysteries of Capital, A Member of the Perseus Books Group*.
- Donthu, N., Kumar, S., Mukherjee, D., Pandey, N., & Lim, W. M. (2021). How to conduct a bibliometric analysis: An overview and guidelines. *Journal of business research*, 133, 285-296.
- Egg, J., & Herrera, J. (Eds.). (1998). *Échanges transfrontaliers et intégration régionale en Afrique subsaharienne* (Vol. 6). IRD Editions.

- Faustine, K. N., Roger, T. N., & ESSIMI, J. A. B. (2019). Les déterminants du choix de l'emploi informel dans un marché du travail segmenté dans les pays en développement: cas du Cameroun.
- Feige, E. L. (1990). Defining and estimating underground and informal economies: The new institutional economics approach. *World development*, 18(7), 989-1002.
- Filippetti, A., & Savona, M. (2017). University–industry linkages and academic engagements: individual behaviours and firms' barriers. Introduction to the special section. *The Journal of Technology Transfer*, 42, 719-729.
- Giulietti, C., Ning, G., & Zimmermann, K. F. (2012). Self-employment of rural-to-urban migrants in China. *International Journal of Manpower*, 33(1), 96-117. <https://doi.org/https://doi.org/10.1108/01437721211212547>
- Godfrey, P. C. (2011). Toward a Theory of the Informal Economy. *Academy of Management Annals*, 5, 231-277. <https://doi.org/10.1080/19416520.2011.585818>
- HENRY, A. (2013). Conférence des idées pour le développement: les relations Chine-Afrique impact pour le continent Africain et perspectives. 27. *Paris, France*.
- Hugon, P. (2013). La croissance de l'Afrique peut-elle durer? *L'Économie politique*(3), 34-48.
- Igué, J. O. (2019). 1. Le secteur informel: définition. *Terrains du siècle*, 13-27.
- Joachim, W., & Didier, K. (2021). Rapport final de l'étude «Est-ce que les programmes agricoles jeunes contribuent à réduire la pauvreté: le cas du Programme de Promotion de l'Entreprenariat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes) au Cameroun».
- Kouete, V. (2020). Cameroon: 90% of the labor force trapped in the informal sector. In: Private Sector & Development. [https://blog.private-sector-and-development](https://blog.private-sector-and-development....)
- Koutouzis, M., & Perez, P. (2012). *Crime, trafics et réseaux: géopolitique de l'économie parallèle*. Ellipses.
- Lange, S. (2003). When women grow wings: Gender relations in the informal economy of Kampala [Article]. *Report - Chr. Michelsen Institute*(8), 1-30. <https://www.scopus.com/inward/record.uri?eid=2-s2.0-2342620802&partnerID=40&md5=69dbcf6d19a4e4bb160092a4394d2bdb>
- Lapeyre, F., & Barussaud, S. (2019). *La formalisation vue d'en bas: enjeux pour la transition vers l'économie formelle*. Academia.
- Laplante, B. (2005). Cheminement éthique d'un chercheur engagé en recherche collaborative. *Revue des sciences de l'éducation*, 31(2), 417-440.
- LOUKILI, M. A., & MOKHTARI, A. (2021). L'IMPACT DE L'INNOVATION SUR LES PERFORMANCES DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) MAROCAINES. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 4(1).
- Maldonado, C. (1993). Building networks: An experiment in support to small urban producers in Benin. *Int'l Lab. Rev.*, 132, 245.
- Meriküll, J., & Staehr, K. (2010). Unreported Employment and Envelope Wages in Mid-Transition: Comparing Developments and Causes in the Baltic Countries. *Comparative Economic Studies*, 52(4), 637-670. <https://doi.org/https://doi.org/10.1057/ces.2010.17>

- Mesa Fernández, J. M., González Moreno, J. J., Vergara-González, E. P., & Alonso Iglesias, G. (2022). Bibliometric analysis of the application of artificial intelligence techniques to the management of innovation projects. *Applied Sciences*, 12(22), 11743.
- Mintzberg, H. (1979). The structuring of. *Organizations*.
- Moazz, R., & Mansour, S. (2023). The formalization of the Egyptian informal sector: a behavioral and experimental approach [Article]. *Review of Economics and Political Science*. <https://doi.org/10.1108/REPS-05-2022-0028>
- Nambiema, A., Fouquet, J., Guilloteau, J., & Descatha, A. (2021). La revue systématique et autres types de revue de la littérature: qu'est-ce que c'est, quand, comment, pourquoi? *Archives des Maladies Professionnelles et de l'Environnement*, 82(5), 539-552.
- Ndouna, F. K. (2017). Contraintes environnementales et entrepreneuriat informel au Cameroun. *Revue africaine de management*, 1(2).
- Ndouna, F. K., NANFOSSO, R. T., & Biloa Essimi, J. A. (2022). IMPACT DES POLITIQUES DE RÉGULATION SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. *Revue Internationale des Économistes de Langue Française (RIELF)*, 7(1).
- Nkendah, R. (2013). Estimating the informal cross-border trade of agricultural and horticultural commodities between Cameroon and its CEMAC neighbours. *Food Policy*, 41, 133-144.
- NYAGA, Y. P. E. (2020). EFFET DE LA FORMALISATION SUR LA PERFORMANCE DES PME AU CAMEROUN. *Revue Economie, Gestion et Société*, 1(23).
- Ohnsorge, F., & Yu, S. (2021). The long shadow of Informality. *World Bank Group*.
- Peci, F. (2017). Institutional Determinants of SME Growth: Evidence from Kosovo. *Journal of Economic & Management Perspectives*, 11(4), 199-206. <https://ezproxy.uqar.ca/login?url=https://www.proquest.com/scholarly-journals/institutional-determinants-sme-growth-evidence/docview/2188843804/se-2?accountid=14720>
- <https://uqar.on.worldcat.org/atoztitles/link?sid=ProQ:&issn=25235338&volume=11&issue=4&title=Journal+of+Economic+%26+Management+Perspectives&spage=199&date=2017-12-01&atitle=Institutional+Determinants+of+SME+Growth%3A+Evidence+from+Kosovo&au=Peci%2C+Florin&id=doi>:
- ROUGGANI, K., & BOUTHIR, Y. (2014). SECTEUR INFORMEL-ECONOMIE INFORMELLE: QUELLE CONTRIBUTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE MAROCAINE? *revue économie & Kapital*(6).
- Rubić, T. (2013). «Je me débrouille». L'économie informelle et le chômage en Croatie. *Ethnologie française*, 43(2), 217-227.
- SALLA, D. S. (2023). Effet du secteur informel sur la relation entre le chômage et la production: Le cas du Cameroun. *Alternatives Managériales Economiques*, 5(2), 531-546.
- Savoie-Zajc, L., & Karsenti, T. (2004). La méthodologie. *La recherche en éducation: étapes et approches*, 109-121.

- Sawadogo, A. F. W. (2020). *L'entrepreneuriat au Burkina Faso: analyse économique des choix occupationnels sur le marché du travail et de l'intention d'entreprendre des étudiants* Université Bourgogne Franche-Comté; Université Joseph Ki-Zerbo (Ouagadougou ...].
- Schneider, F. (2002). The size and development of the shadow economies of 22 transition and 21 OECD countries. *Available at SSRN 320083*.
- Schneider, F., & Enste, D. (2003). Sous la protection de l'ombre: La croissance de l'économie souterraine. In *Sous la protection de l'ombre*. International Monetary Fund.
- Simen, S. F. (2018). Dynamique de l'entrepreneuriat informel au Sénégal: caractéristiques et particularités. AIMS,
- SIMEN, S. F. (2019). Dynamique de l'entrepreneuriat dans le secteur informel sénégalais: Motivations et activités intégrées au processus sociaux. *Revue africaine de management-African management review*, 4(1), 60-73.
- Song-Naba, F. (2016). Entreprises informelles de transformation agroalimentaire au Burkina Faso: entre impératifs sanitaires et réalités économiques. *Revue congolaise de gestion*(1), 125-155.
- Van Eck, N., & Waltman, L. (2010). Software survey: VOSviewer, a computer program for bibliometric mapping. *scientometrics*, 84(2), 523-538.
- Vernier, É. (2017). Chapitre 1. Les origines de l'argent sale. *Hors collection*, 4, 13-50.
- Verstraete, T. (2001). Entrepreneuriat: modélisation du phénomène. *Revue de l'Entrepreneuriat/Review of Entrepreneurship*, 1(1), 5-23.
- Williams, C. (2016). Developing a holistic approach for tackling undeclared work. Developing a Holistic Approach for Tackling Undeclared Work: A Learning Resource from the Seminar of the European Platform Tackling Undeclared Work,
- <https://www.banquemonddiale.org/fr/home> (Site officiel de la Banque Mondiale)
- <https://www.banquemonddiale.org/fr/region/afr/overview>
- <https://www.ilo.org/fr/publications/rapport-annuel-2020>
- <https://www.oecd.org/> (Site de l'Organisation de coopération et de développement économique)
- <https://ins-cameroun.cm/fr/> (Site Institut national de la statistique, INS- Cameroun)
- <https://www.ilo.org/> (Site officiel de l'Organisation internationale du travail)
- <https://www.ilo.org/fr/propos-de-loit/structure/bureau-international-du-travail>
- https://commission.europa.eu/index_fr (Site officiel de la Commission Européenne)

<https://www.cnrtl.fr/portail/> (Site officiel du centre national des ressources textuelles et lexicales)

<https://www.ohada.com/> (guide pour les petits entrepreneurs de l'OHADA)

<https://ins-cameroun.cm/fr/> (2^e rapport de 2011 de l'INS-Cameroun)

<https://www.ietp.com/> (Site Investisseurs & Partenaires I&P)

<https://francais.doingbusiness.org/fr/data/exploretopics/getting-credit>

<https://www.fnpae.org/que-signifie-transition-entrepreneuriale/> (Site Fondation pour de Nouvelles Pratiques d'Andragogies entrepreneuriales)

IBM. (S.d.). Logiciel IBM SPSS. Récupéré sur IBM : <https://www.ibm.com/fr-fr/spss>

IBM. (S.d.). Types de variables. Récupéré sur IBM : <https://www.ibm.com/docs/fr/spss-statistics/saas?topic=charts-variable-types>

